

*Rencontres internationales
de recherches sur le journalisme
Encontros internacionais
de pesquisa sobre jornalismo*

*Journalisme & Combat
Jornalismo & Combate*

Institut de journalisme de Bordeaux Aquitaine (IJBA),
Université Bordeaux Montaigne, France
8 au 10 décembre 2022
8 a 10 de dezembro de 2022

Sommaire

<i>Actes du colloque – textes originaux.....</i>	<i>3</i>
<i>Anais do colóquio – textos originais.....</i>	<i>3</i>
<i>Actes du colloque – textes traduits.....</i>	<i>53</i>
<i>Anais do colóquio – textos traduzidos.....</i>	<i>53</i>

Actes du colloque – textes originaux
Anais do colóquio – textos originais

08/12

Journalisme de combat

Jornalismo de combate

13h30-15h15

Panel 1 : Risques et atteintes à l'intégrité des journalistes - Riscos e atentados à integridade dos jornalistas

Présidence de séance - Mediação : Angelina Tournel

Le corps des journalistes au combat

Chantal Francoeur

Le combat des journalistes canadiens contre le harcèlement et les agressions physiques a été exacerbé lors de la manifestation des camionneurs à Ottawa en février 2022. La manifestation pour dénoncer les mesures sanitaires contre la Covid avait lieu au cœur de l'hiver, dans le grand froid; elle réunissait des camionneurs mais surtout des camions dont le moteur roulait sans arrêt, dégageant des odeurs de diesel concentrées et dont les klaxons raisonnaient à toute heure du jour. Les journalistes couvrant la manifestation ont été encerclés, poussés, bardassés, insultés, invectivés par les manifestants. À titre d'exemples, le journaliste Raymond Fillion de TVA a été bousculé pendant une intervention en direct; ses collègues Yves Poirier et Félix Séguin ont aussi subi des attaques, malgré la présence de gardes du corps; l'Association canadienne des journalistes a fait état d'une avalanche de messages racistes et misogynes (ACJ, 2022, en ligne).

Le harcèlement et les agressions ont été dénoncés par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) dans ses infolettres à ses membres et par la voix de son président, Michael N'Guyen, qui a multiplié entrevues à ce sujet. Le combat a été présenté comme une lutte pour « la liberté de presse » et les attaques comme étant « inquiétantes pour la démocratie ». C'est ce que montre l'analyse d'une vingtaine d'articles publiés l'hiver dernier (Voir notamment les *Infolettres* de la FPJQ, février 2022).

Cette façon de décrire la lutte, « la liberté de presse en péril », correspond à la mission de la FPJQ, qui « défend la liberté de la presse et le droit du public à l'information. [La FPJQ] intervient chaque fois que la liberté de presse est menacée » (FPJQ, 2022, en ligne). Elle fait aussi écho au préambule du Guide de déontologie de la FPJQ, qui dit que « Les journalistes ont le devoir de défendre la liberté de presse et le droit du public à l'information, sachant qu'une presse libre joue le rôle indispensable de chien de garde à l'égard des pouvoirs et des institutions. Ils combattent les restrictions, les pressions ou les menaces qui visent à limiter la cueillette et la diffusion des informations » (FPJQ, 2010, en ligne).

La présente communication veut mettre de l'avant qu'une autre façon de voir le combat serait de le présenter comme une lutte pour protéger l'outil de travail crucial qu'est le corps du journaliste. Quand le corps du journaliste est harcelé, menacé, agressé, il ne peut plus bien servir la démarche journalistique. Le harcèlement et les agressions minent, érodent, rongent, dégradent l'outil de travail qu'est le corps.

Autrement dit, l'angle mort du combat des journalistes contre les voies de fait, le harcèlement et les divers dangers est le corps. Le corps outil. Le combat à mener est de maintenir l'outil intact, aiguisé, affûté. En effet le corps du journaliste est un outil. Un outil « capteur », « transducteur » et « dépositaire » (Francoeur, 2020).

Le corps est vu ici comme le premier medium à travers lequel l'humain perçoit, interprète et ressent la vie (Berrens, 2015, p. 36), il est le « pivot » du monde (Holmqvist, 2013, p. 54), réagissant selon les codes de la culture ou la société à laquelle il appartient (Geurts, 2002). Csordas le présente ainsi : le corps est un terreau existentiel de la culture, « existential ground of culture » (1993, p. 135).

Ce corps est un corps « capteur », qui ressent, expérimente. Il est un outil en mode d'attention spécifique : en mode d'attention somatique. Il est un site sur lequel s'inscrivent les enjeux sociaux. Il capte les signaux internes du corps et les signaux externes au corps et les aborde comme des informations ;

Ce corps est ensuite un corps « transducteur », traitant les signaux corporels captés. Il cherche la signification et décide du traitement approprié de ces signaux. Il analyse aussi la façon dont les informations ont été captées et les façons d'en faire état. Il mène une analyse multimodale complexe, plusieurs réflexions de front, pour comprendre, somatiser et décrire ; Ce corps est enfin un corps « dépositaire », archivant les expériences corporelles journalistiques et les mettant au service des reportages futurs. Car le corps capteur, puis, transducteur, est affecté, transformé par les captages et les transductions. Les connaissances acquises marquent le corps : elles sont *incorporées*. Les journalistes attentifs à leur corps sont en quelque sorte tatoués. Leur corps enrichi, dépositaire, pourra servir à nouveau, de façon plus alerte et plus aiguisée, avec sa « mémoire indexée » (Frias, 2001), branchée sur l'épistémologie de la société (Geurts, 2002).

Cette façon d'envisager le corps des journalistes et le travail journalistique ouvre la voie à des questions nouvelles :

Comment le corps capteur, protégé par un garde du corps, peut-il faire son travail? Quelles informations un corps bousculé, ou victime de voies de fait, capte-t-il? Une attaque contre une journaliste est-elle une information pertinente? Faut-il en faire fi? L'attaque doit-elle être l'objet du reportage? La journaliste attaquée devient-elle un sujet de reportage?

De quelles façons le corps transducteur réagit, au moment de trier les informations, s'il mène en parallèle un combat contre du harcèlement? Doit-il tenir compte de cette strate supplémentaire d'analyse?

L'adrénaline liée à la lutte contre les attaques marque-t-elle de façon spécifique le corps dépositaire? Comment les facultés cognitives et affectives des journalistes peuvent-elles à nouveau être mobilisées, dans un contexte d'hostilité ? L'empathie s'effrite-t-elle ?

Les journalistes à fleur de peau, accablés, peuvent aussi se demander : Qu'y a-t-il dans ce harcèlement à capter, filtrer et porter? Y a-t-il un manque de représentation, un manque de reflet des préoccupations des personnes harcelantes? Ou encore : les journalistes doivent-ils intégrer le harcèlement et la possibilité d'attaques à leur routine de travail, à leur démarche journalistique? Ou même : les journalistes peuvent-ils avoir plusieurs corps, ou se détacher en plusieurs corps -avoir à la fois un « corps filtre » et un « corps armure »?

Des questions qui permettent de voir le combat sous un éclairage différent, qui contribuent à donner un second souffle à la lutte, qui peuvent aider à affronter les violences que les journalistes subissent.

L'audace face à l'adversité. La perception du risque chez des activistes en ligne dans un contexte d'insécurité au Burkina Faso

Jean-Pierre Sawadogo

Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté au terrorisme. Pour faire face à cette crise, la régulation de la circulation de l'information sur les réseaux sociaux numérique apparaît pour l'Etat comme une des premières solutions pour contrôler et freiner l'expansion des groupes armés. Mais dans un contexte où le champ d'expression des libertés citoyennes s'oriente davantage vers les réseaux sociaux que vers les médias classiques (Bogui & Agbobli, 2017), certaines dispositions juridiques adoptées remettent en question, volontairement ou involontairement, la liberté de presse et la liberté d'expression. Ainsi, il existe au Burkina Faso plusieurs cas où des activistes (journalistes et journalistes citoyens) ont souffert de verdicts basés sur l'interprétation de ces lois (Sy, 2022). Mais malgré les risques encourus, certains d'entre eux continuent de jouer leur « rôle de peuple surveillant, le peuple juge et le peuple veto » (Bernard, 2016, cité par Yaméogo, 2020) en prenant position, en dénonçant et en publiant des informations sur la situation sécuritaire du pays à travers notamment le réseau social Facebook. : Comment les activistes en ligne burkinabè perçoivent-ils les risques et les

dangers liés à leur pratique dans un environnement conflictuel ? Comment expliquent-ils leur engagement malgré les risques ? Deux principaux résultats sont mis en exergue dans cette communication à savoir les risques perçus et vécus par les activistes et les facteurs motivant leur engagement en dépit des risques.

1. Risques perçus et vécus

Tous nos informateurs (9/9) estiment que l'activisme en ligne comporte de nombreux risques dans le nouveau contexte sécuritaire du Burkina Faso. Pour eux, le danger est partout, en ligne et hors ligne. Ils associent le risque de l'activisme en ligne au type d'information publié. En effet, les activistes qui ont accès à certaines sources d'information « courent plus de risques que ceux qui se contentent de relayer des informations déjà connues ». Bien que tous les répondants estiment que leur pratique comporte des risques, tous n'ont pas subis ou vécus ces risques de la même manière. En plus, l'importance du risque varie selon eux. Ainsi, pour la moitié de l'échantillon (4/9), la « menace est voilée ». Elle consiste en des « mises en garde » sur les réseaux sociaux à travers des « commentaires violents » ou de manière physique par « personne interposée ». C'est dans ce lot qu'il faut ranger la « violence verbale », les « insultes », les « intimidations » et la « diabolisation ». Pour l'autre moitié de l'échantillon (5/9), la menace est « ouverte ». Ceux qui sont dans ce cas disent « risquer constamment leur vie ». Ils reçoivent régulièrement des « menaces de mort » et sont « physiquement attaqués ». Certains d'entre eux ont connu « des peines d'emprisonnement » et d'autres encore ont « comparu en justice » en raison de leur activisme en ligne. Deux informateurs (2/9) ont confié avoir échappé à des « tentatives d'élimination » et un autre a retrouvé sa voiture « brûlée ». Les risques peuvent provenir également du côté des groupes armés terroristes « qui recherchent des symboles et des gens qui sont actifs, qui sont connus les réseaux sociaux ». Certains informateurs voient enfin les risques dans le fait que les activistes eux-mêmes peuvent se « laisser manipuler » par certaines officines ou « jouer le jeu de certains groupes privés ».

2. L'engagement malgré les risques

Alors que la littérature suppose dans certains contextes un effet de dissuasion des risques encourus sur l'activisme en ligne (Earl & Beyer, 2014), ce n'est pas le cas au Burkina Faso. Bien au contraire, les risques auxquels ils font face sont même une « motivation », un « stimulant » ou même un « appel du large » à poursuivre la « lutte » pour certains de nos informateurs (6/9). Ainsi, confie l'un d'eux, « il m'arrive d'être encore plus déterminé et engagé quand je fais face à ce genre d'attaques-là ». D'ailleurs, tous nos répondants (9/9) sont unanimes pour dire que la liberté d'expression est « un acquis » au Burkina Faso et qu'aucune « menace ou répression » ne saurait remettre cela en cause. En plus, la majorité des informateurs (7/9) se réfèrent au journaliste Norbert Zongo qui a été assassiné en 1998 pour justifier et motiver leur activisme en ligne malgré les risques. Certains d'eux (5/9) parlent même de « trahison » et de « lâcheté » envers le combat de Norbert Zongo si les activistes arrêtaient leur pratique à cause des risques. Pour un de nos interlocuteurs (1/9), « le flambeau de la liberté et de l'intégrité, de placer le Burkina sur orbite, c'est Sankara. Le flambeau de la démocratisation, de la liberté, de la liberté de presse, c'est Norbert Zongo. Si nous trahissons c'est deux valeurs-là, ces deux inspireurs et modèles, effectivement nous trahissons aussi nos pères. Et donc pour nous, c'est un flambeau qui ne doit pas cesser avec nous ». En somme, il y a selon nos interlocuteurs, « une culture de la lutte » qui s'est installée au Burkina Faso et « ce ne sont pas les réseaux sociaux qui sont venus apprendre aux Burkinabè à s'exprimer et à lutter ». Ils sont venus tout simplement « amplifier » ce qu'ils faisaient déjà.

Conclusion

Les travaux portant sur les risques de l'activisme ont cherché à expliquer pourquoi certaines personnes risquent leur vie sous la répression alors que d'autres personnes ne le font pas. Dans le contexte du Burkina Faso, nos résultats montrent que les risques sont réels mais ils ne découragent pas outre mesure les activistes dans leur combat pour la liberté d'expression. Au contraire, les difficultés dont ils font face apparaissent parfois comme une motivation pour continuer leur engagement. Il convient de souligner que face aux risques, les activistes ont certaines stratégies de gestion des risques comme « changer fréquemment de lieux », être «

discret » et ne pas « traîner tard la nuit » et limiter ses fréquentations. Mais comme par fatalisme, certains activistes disent remettre leur sort « entre les mains de Dieu ».

Sylvia de Arruda Botelho Bittencourt, a pioneira na cobertura de guerra no Brasil *Monica Martinez*

Estudos sobre a cobertura da guerra no Brasil mostraram que são focados em jornalistas do sexo masculino (Martinez, 2020). Ainda hoje, no Brasil, o ensino e a pesquisa em cobertura da guerra é referida majoritariamente pelo Vietnã e baseada na produção de seu destacado correspondente de guerra, José Hamilton Ribeiro, então correspondente da revista *Realidade* (Ribeiro, 1968).

A rigor, a cobertura da guerra nunca foi prioridade para a imprensa brasileira. Devido à localização geopolítica do Brasil na América do Sul, o país estava, em certa medida, isolado dos conflitos internacionais, incluindo as duas Guerras Mundiais. Dentro da própria América do Sul, a grandeza territorial protegeu o Brasil do envolvimento direto em grandes conflitos latino-americanos, exceto um, a Guerra do Paraguai (1864-1870). Mesmo assim, essa guerra recebeu tratamento limitado na imprensa brasileira, e o que foi escrito dificilmente poderia ser considerado jornalismo literário, ao menos na concepção contemporânea adotada pelos pesquisadores. De fato, os primeiros “correspondentes” de guerra brasileiros foram militares que eram, de alguma maneira, considerados também homens de letras, como se dizia então, nomeadamente Joaquim José Inácio, futuro Visconde de Inhaúma; Antônio Luis von Hoonholtz, o futuro Barão de Tefé; e Alfredo d’Escagnolle Taynay, o futuro Visconde de Taunay. Como serviram durante a Guerra do Paraguai, eles enviaram despachos para a revista *Semana Illustrada* (1876-98), então a mais popular e importante revista ilustrada brasileira do período. Neste sentido, seus artigos eram de fato propaganda militar, uma vez que representavam uma visão de governo, e não perspectivas jornalísticas e independentes sobre a guerra (Silva, 2011, p. 27).

Mesmo estudos sobre correspondentes de guerra da Segunda Guerra Mundial, ainda que masculinos, são escassos. No entanto, pela primeira vez em sua história, naquela época a mídia brasileira enviou cerca de 10 jornalistas pagos credenciados pelo exército brasileiro para cobrir as tropas da Força Expedicionária Brasileira, FEB (Bento, 2014).

A BBC na Europa nomeou Francis Charlton Hallawell (Esquenazi, 2014; Pappon, 2018). Ao lado desses jornalistas, está Sylvia de Arruda Botelho Bittencourt, a Majoy, enviada pela United Press (UP) na Europa (Esquenazi, 2014, p. 45-146).

Pode-se dizer que a cobertura dos correspondentes brasileiros da Segunda Guerra Mundial foi afetada por três questões. A primeira foram as restrições financeiras dos aportes feitos pelo país no envio de seus soldados, que afetavam as condições para que os correspondentes realizassem seu trabalho (Toscano, 2020).

A segunda questão foi que então o país estava sob a ditadura do Estado Novo, período autoritário liderado pelo ditador Getúlio Vargas (1882-1954). Assim, o país enviou tropas nacionais (20.000 soldados, com 454 mortos) apenas a partir de 30 de junho de 1944, que permaneceram na Itália até o fim da guerra (Fausto, 2013, p. 326).

A terceira questão são as limitações de divulgação de informação no contexto de sigilo e segurança de cobertura de uma guerra, como destaca Henn (2013). Todos os jornalistas tinham que ser previamente aprovados pelo exército brasileiro, conhecer o regulamento militar e assinar um documento se comprometendo a encaminhar todos os textos à censura instituída pelo comando antes da publicação (Henn, 2013, p. 676). A reportagem jornalística era considerada parte da engrenagem da máquina de guerra de propaganda de seus respectivos países, e sofria restrições para oferecer detalhes objetivos, como unidades e locais, na tentativa de não ajudar nas estratégias dos inimigos.

Evidências destas três questões podem ser encontradas na cobertura de Majoy. Além destas, os estudos que contemplaram em alguma medida a produção do período da jornalista (Henn, 2006, 2013; Ireno, 2018) sugerem um viés de análise que pode estar relacionado à noção de epistemicídio feminino apontada por Grosfoguel (2016, p. 42).

O objetivo desta pesquisa bibliográfica e documental é o de analisar o trabalho de Majoy com base em seu livro, *Seguindo a Primavera* (Bittencourt, 1951). A pesquisa da obra parte da revisão de literatura dos estudos já publicados sobre a obra (Henn, 2006, 2013; Ireno, 2018, entre outros), numa tentativa de discuti-la do ponto de vista da noção de epistemicídio contra a mulher proposta por Grosfoguel.

Os resultados sugerem que análises sobre coberturas como as de Majoy podem ser ampliadas a partir do acolhimento de relatos de minorias como a feminina, contribuindo para uma visão mais integral que contemple, mas não se limite, às narrativas de guerra hegemônicas feitas em grande parte por homens brancos.

Destacamos aqui três achados principais no quesito narrativo da obra. O primeiro é o de que as figuras retratadas, como o então Ministro da Guerra do Brasil, General Eurico Gaspar Dutra, que mais tarde se tornaria o 16º presidente do Brasil (1946-51), não são aprofundadas do ponto de vista descritivo e/ou psicológico, o que pode se dever ao fato de os relatos jornalísticos e relatórios e, posteriormente, os livros de guerra em que figuravam eram censurados pelo governo brasileiro antes de sua publicação.

Por outro lado, no que consiste o segundo achado que destacamos, a reportagem de guerra de Majoy é repleta de subjetividades – ela estava muito interessada em registrar suas observações como testemunha ocular, o que a levou a perceber e relatar detalhes da guerra diferentes daquelas perspectivas publicadas nos diários brasileiros. Neste sentido, ela se antecipa a perspectivas como a da bielorrussa Svetlana Alexsievich (Aleksiévitch, 2016), ganhadora do Prêmio Nobel de Literatura de 2015, na medida em que empregou um relato diferenciado da visão masculina até então canônica de observar e relatar conflitos e guerras.

Finalmente, o terceiro achado é a compreensão de que a reportagem sobre guerras é inserida num campo sistêmico que contempla, mas não se limita ao evento em si, uma vez que há uma vida maior que se faz presente numa miríade imperativa de eventos paralelos ao conflito em si. Assim, a prosa sutil e poética de Majoy registra não apenas as ações dos combatentes, mas também em alguns momentos suas relações privadas íntimas, como os pensamentos e sentimentos além das ações. Como no trecho: “O general Clark, o general Dutra, os outros chefes olham a batalha formidável que se desenrola de montanha a montanha. Eu também olho. Mas não vejo nada senão fumaça e tumulto. No chão de lama endurecida uma florzinha rasteira, cabeçuda, teimosamente insiste em viver. Era inútil querer salvá-la do calçado grosso. E uma mão a recolheu. Assim fazem os soldados. Colhem todas as flores no caminho— eles que têm por missão colher a morte.” (Bittencourt, 1951, p. 45).

Informer au risque de sa vie. Étude exploratoire des journalistes reporters d’attentats terroristes au Burkina Faso

Lassané Yaméogo

Cette communication s’appuie sur une analyse de contenu et des entretiens compréhensifs réalisés en juillet et en août 2022 à Ouagadougou (Burkina Faso) auprès de onze journalistes reporters de violence terroriste (JRVT) et de quatre rédacteurs en chef tous issus de divers médias d’information généraliste (la radio, la télévision, la presse imprimée et la presse en ligne) diffusant ou éditant à Ouagadougou. Les reporters, ont été sélectionnés sur base des critères suivants : i) produire des contenus factuels et inédits sur les actes terroristes ; ii) avoir une expérience d’au moins trois ans dans la couverture de la violence terroriste ; iii) avoir réalisé au moins trois reportages sur des terrains périlleux et extrêmement risqués (assister à une prise d’otages d’une extrême violence et à un assaut militaire de libération, s’embarquer dans des convois humanitaires bravant engins explosifs improvisés ou essuyant des tirs de kalachnikovs, être dans une patrouille militaire ou dans une patrouille de Volontaire pour la défense de la patrie (VDP)¹ à la traque de terroristes, etc.

¹ Ce sont des civils recrutés par le gouvernement burkinabè pour aider les forces de défense et de sécurité dans la lutte contre le terrorisme.

Nous nous intéressons dans cette communication à ces journalistes au combat qui risquent leur vie pour informer l'opinion publique des atrocités et des exactions que commettent les groupes armés terroristes au Burkina Faso. Nous voulons comprendre les motivations et les raisons qui les conduisent à un tel engagement ainsi que les manières dont ces journalistes rendent compte de cet engagement. Dès lors, nous tenterons d'apporter des réponses aux questions suivantes : Comment le phénomène terroriste devient-il, dans le contexte burkinabè, l'espace d'expression d'un journalisme de combat ? Comment les productions journalistiques révèlent-elles ce combat ou cet engagement ? Quelles formes et quel traitement médiatique spécifiques prennent la combativité et l'engagement journalistiques ? L'objectif de la communication est de rendre compte de la combativité et de l'engagement des journalistes reporters de violence terroriste en mettant en exergue le sens de leur combat et/ou leur engagement.

Résultats préliminaires

La recherche est parvenue à quelques résultats saisissables à divers niveaux. Dans un premier temps, elle s'emploie à une démonstration sémantique mettant en évidence la différence entre guerre et terrorisme et entre reporter de guerre (Martinez et al., 2022 ; Robinet, 2013 ; Allan & Zelizer, 2004) et reporter de violence terroriste. Dans le cas de la violence terroriste, les conditions et contextes de production de l'information sont si particulières et s'éloignent de l'environnement contextuel de la guerre conventionnelle que les journalistes qui couvrent cette conflictualité ne sauraient se confondre aux reporters de guerre. Ils sont eux-mêmes l'objet d'enlèvement, d'assassinat de la part des groupes armés terroristes d'une part, et, d'autre part, contraints au musèlement devant certains sujets par des législations anti-libérales et par les groupes armés terroristes. Dans certaines régions, c'est dans les conditions d'un « journalisme assiégé » (Yaméogo, 2018) qu'exercent ces journalistes tant la menace, l'intimidation, la destruction des équipements et installations sont structurelles et quasi quotidiennes.

Deuxièmement, la recherche montre que malgré les atrocités, le traumatisme, la peur, le combat que mènent les journalistes reporters de violence terroriste se traduit par un engagement inébranlable, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême. L'engagement se manifeste sous diverses formes : dans les productions journalistiques c'est-à-dire dans la forme que prend le traitement médiatique, dans le rôle et la mission que s'attribue le journaliste et dans le combat contre le silence face à la violence terroriste (devoir d'informer).

D'une part, le terrain à lui seul traduit le combat. Il est l'expression d'un engagement, un engagement au prix de la vie du journaliste reporter de la violence terroriste, mais nécessaire parce qu'il s'agit d'être utile à sa communauté en étant au front, comme les soldats, en lui fournissant une information vraie et factuelle. À cette fin, le journalisme, c'est le terrain, c'est le contact avec les gens dont ils relaient le vécu et le discours, c'est le « journalisme debout » (de contact) et non le « journalisme assis » (confiné à la rédaction) (Neveu, 2001). L'investigation, l'enquête, le reportage, le dossier sont les traits caractéristiques du journalisme de combat, par ailleurs incarnation de « l'excellence journalistique » (Yaméogo, 2022). Le combat qu'ils mènent est celui de déceler, de mettre en lumière et de traduire la souffrance du monde en la documentant (Sontag, 2003).

D'autre part, les JRVT s'attribuent un rôle thérapeutique. Ils disent faire des colonnes et des antennes un exutoire pour les victimes. Recueillir des témoignages de toutes parts sur le théâtre des opérations apaise, selon eux, les souffrances, mais aussi répare les injustices, met en lumière des difficultés et des échecs, ce qui peut donner lieu à une redéfinition de la stratégie militaire et / ou à une prise en charge diligente des problèmes les plus urgentes et vitaux. In fine, il s'agit, pour eux, de contribuer à travers la plume, le micro, la caméra à résoudre le problème sécuritaire. Ils disent porter la voix des sans-voix (les victimes), ce qui permet de les soulager de « dissiper la psychose (journaliste4), « d'informer et de conscientiser le peuple (journaliste5). Pour eux, le combat qui vaut la peine d'être mené, c'est celui de « dévoiler les défaillances et les abus », d'« informer », de « rapporter les souffrances », de « raconter les vécus des gens affectés », de « montrer que le phénomène existe », de « présenter tous les contours du phénomène », d'« édifier les gens », de « porter

la voix des faibles », de « présenter les faits qui permettent de conscientiser », de « ne pas laisser des journalistes étrangers faire notre histoire ».

Enfin, le combat et l'engagement remplissent une fonction patriotique. Ils JRVT disent participe à « l'effort de guerre », à la « défense de la Patrie », à la « défende la Nation », à « faire front commun contre le terrorisme ». Au nom du patriotisme et de la survie de l'État burkinabè, certains JRVT sont d'accord pour « faire entorse à l'éthique et à la déontologie de la profession ».

8/12 - 15h30-17h15

Panel 2 : Exercices professionnels en contexte autoritaire - Prática profissional em contexto autoritário

Présidence de séance - Mediação : Etienne Damome

Le Mouvement des journalistes algériens (MJA) : étude et apports d'une expérience inédite de combat dans l'histoire de la profession (1987-1991)

Chloé Nejma Rondeleux & Walid Boudoukha

Après 132 ans de colonisation française, l'Algérie obtient son indépendance le 5 juillet 1962. Dans un contexte de Guerre froide, le pays opte pour un modèle politique socialiste reposant sur un régime de Parti unique autour du Front de libération nationale (FLN) issu de la guerre d'indépendance (1954-1962). En ces premières années post-indépendance, le secteur des médias est soumis à deux phénomènes concomitants : la nationalisation de la presse coloniale qui s'accompagne de l'instauration du monopole de l'État sur l'ensemble des médias. Le coup d'État du 19 juin 1965 du général Houari Boumediène renforce davantage ce système de monopole étatique sur les médias qui se poursuit sous la présidence de Chadli Bendjedid (1979-1992). De 1965 à 1990, les médias sont donc intégralement détenus par l'État, et se répartissent en deux catégories : les médias dits « gouvernementaux » placés sous tutelle du ministère de l'information et les médias dits « du Parti » détenus par le FLN. Le « socialisme algérien » instaure donc un système médiatique proche des pays communistes où il n'y a pas de propriété privée de l'entreprise d'information (Mond, 1975).

Dans cette situation où l'autorité politique contrôle l'ensemble des médias, le journaliste algérien endosse à la fois le rôle de fonctionnaire, en tant qu'employé du ministre de l'information ou du parti du FLN, et de militant, en tant que porte-parole de la révolution socialiste. Il évolue donc dans un environnement de travail contraignant, ce qui a pour conséquence une faible adhésion des journalistes aux syndicats placés sous la tutelle et la surveillance du FLN (Mostefaoui, 1989). Entre 1970 et 1990, le nombre de journalistes algériens demeure relativement faible, oscillant entre 600 dans les années 1970 à 1800 au début des années 1990, pour une population totale estimée à 24 millions d'habitants. Ces journalistes travaillent dans leur grande majorité dans la capitale, à Alger, qui concentre les sièges des quotidiens nationaux, de la radio-télévision algérienne (RTA) et de l'agence de presse, Algérie presse service (APS). Ils sont majoritairement employés par la presse écrite. À l'image des évolutions du métier au niveau mondial (Bohère, BIT, 1984), le nombre de femmes et le nombre de diplômés ne cessent d'augmenter au cours des années 1980. Enfin, au niveau de la représentation professionnelle, après une intégration forcée de l'Union des journalistes algériens (UJA) au sein de l'Union des journalistes, écrivains et interprètes (UJEI) en 1985, la décennie 1980 s'achève par la naissance du premier mouvement syndical indépendant du parti du FLN : le Mouvement des journalistes algériens (MJA).

Au-delà du secteur des médias et de l'information, ces années 1980 se caractérisent par une crise économique sans précédent suite au contre-choc pétrolier et à la chute du cours du dollar en 1986 qui plonge l'Algérie dans une profonde récession. Face à cette situation, Chadli Bendjedid met en place dès 1984, un groupe de conseillers - plus tard appelé groupe des réformateurs - formé autour de Mouloud Hamrouche, secrétaire général du gouvernement. Ce groupe, composé principalement de cadres et d'experts en économie, a

au départ pour unique mission de redresser une économie algérienne en grande difficulté. Dans ce contexte d'urgence économique, la réforme médiatique n'est pas à l'ordre du jour. Cependant le soulèvement populaire d'Octobre 1988 va bouleverser le paysage médiatique et la profession de journaliste.

Du 5 au 10 octobre 1988, d'importantes manifestations et émeutes éclatent dans plusieurs grandes villes d'Algérie dont Alger. La réaction politique est répressive, l'armée ouvre le feu à balles réelles. Le bilan officiel est de 169 morts, plus de 500 selon des sources hospitalières (RSF, 1996). Parmi les victimes se trouve le journaliste Sid Ali Benmechiche, reporter à l'APS qui est revenu de congé pour couvrir la manifestation du 10 octobre 1988. Les journalistes algériens se retrouvent ainsi en première ligne de la contestation dont les différentes revendications s'expriment à travers le Mouvement des journalistes algériens (MJA) né au début de l'année 1988. À partir d'archives de presse mais surtout des archives du MJA et des témoignages collectés auprès d'anciens journalistes membres du MJA, cette communication souhaite retracer les grandes étapes de ce mouvement afin de démontrer son impact majeur sur la profession.

Le MJA est né d'une somme de frustrations qui se sont muées en revendications d'une corporation entière employée par l'Etat et vivant des problèmes communs, résume le journaliste Ahmed Ancer dans un livre témoignage consacré aux journalistes algériens (Ancer, 2001). Le point de départ de cette contestation qui émerge au mois de février 1988 repose effectivement sur des revendications salariales, provenant en particulier des jeunes recrues cantonnées à la catégorie la plus basse de l'échelle de la grille des salaires de la profession sans perspective d'avancée rapide. Face au refus du ministère de l'information et du FLN d'accéder à une revalorisation des salaires, un collectif inter-organes de journalistes se constitue et se fait connaître par une déclaration diffusée le 9 mai 1988 qui aborde sans détour les atteintes à la crédibilité de l'information.

A la suite des journées d'Octobre 1988 au cours desquelles les journalistes ont été « interdits d'informer objectivement des faits et événements qu'a connu le pays », comme le souligne la déclaration du 10 octobre 1988 diffusée par l'AFP où des journalistes dénoncent pour la première fois publiquement la censure, le MJA sort de l'anonymat. Dans les jours qui suivent, le nombre de participants aux réunions du MJA explose, atteignant jusqu'à 500 journalistes. A l'intérieur des rédactions, les initiatives d'assemblées générales de journalistes se multiplient et entraînent l'élection de représentants du MJA dans tous les médias.

Fort de cette représentativité et des espoirs ouverts par Octobre 1988, le MJA entame à partir de la fin de l'année 1988 des discussions avec le ministère de l'information visant à repenser l'information dans son ensemble et à doter le secteur d'un Code qui soit autre chose qu'une succession d'interdits contenus dans le Code de l'information en vigueur depuis 1982. Au sein de la Présidence, l'interlocuteur privilégié du MJA n'est autre que Mouloud Hamrouche. Nommé Premier ministre à partir de septembre 1989, c'est lui qui acte la fin du monopole d'État sur les médias à travers la circulaire du 19 mars 1990 qui permet aux journalistes, organisés en collectifs ou société de rédacteurs, de créer leur propre journal. Après plusieurs moutures d'avant-projet, le nouveau code de l'information est définitivement adopté en avril 1990. Face à ces nouveaux défis pour les médias, le MJA s'essouffle progressivement et finit par disparaître à la fin de l'année 1990.

Le journaliste en contexte autoritaire : entre stratégies de lutte et résilience

Marcy Delsione Ovoundaga

Contexte et problématique

« Au moins 110 cas d'attaques contre les journalistes et les médias ont été enregistrés en 2021, selon les chiffres présentés mardi 2 novembre à Kinshasa par l'ONG Journaliste en Danger (JED) lors de la Journée Internationale de lutte contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes » (Radio France internationale : 2021). Si ce chiffre nous montre les dangers auxquels sont exposés les professionnels de l'information, il nous motive également à s'interroger sur la complexité de la fonction journalistique en contexte normale et en situation

de conflits socio-politiques. Dans une investigation portant sur « L'histoire politique du journalisme », Géraldine Muhlmann rappelle que le journalisme moderne se définit par deux fonctions distinctes et potentiellement opposés, à savoir rassembler et décentrer (2014). Celles-ci s'attachent à faire du journaliste un amoureux de la vérité et un symbole de la citoyenneté d'une part, et il favorise une expression publique susceptible d'engendrer des risques en exposant l'innommable d'autre part (Ménissier Thierry : 2014). Dans ces deux configurations, le journaliste représente un danger pour les ennemis de la vérité et il est souvent mal perçu dans des gouvernements autoritaires où la liberté d'expression est menacée. C'est notamment dans ces contextes autoritaires qu'il est important de se questionner sur l'exercice du travail de journalistes. Pour certains auteurs, le travail journalistique, dans des tels contextes, peut être apprécié à travers les relations que les médias entretiennent avec l'élite politique. Ces relations sont le plus souvent conflictuelles ou cordiales (Florence Brisset-Foucault : 2016). Elles dépendent surtout de l'actualité mettant en cause l'élite au pouvoir. Toutes ces situations suscitent un réel questionnement sur le fonctionnement du journaliste en contexte autoritaire. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de travailler sur la thématique suivante : Le journaliste en contexte autoritaire : entre stratégies de lutte et résilience.

Notre objet ici est d'apprécier les conditions d'exercice du métier de journaliste dans certains contextes africains en général et au Gabon particulier. Dans certains environnements d'Afrique subsaharienne, deux doctrines ont très tôt été à l'œuvre dans la gouvernance des médias. Une doctrine autoritariste qui postule la légitimité absolue de l'État et/ou une mainmise gouvernementale sur les médias (Osée Kamga : 2019 ; Marie Soleil-Frère : 2005). Une seconde doctrine développementaliste qui appréhende les médias comme des outils au service du développement et donc des initiatives étatiques. C'est dans cette configuration restrictive que plusieurs journalistes ont évolué. Le paysage médiatique né de l'ouverture démocratique n'a pas contribué à améliorer les choses. Bien au contraire, dans certains pays comme le Gabon, ce renouveau démocratique est marqué par l'avènement d'un contexte complexe pour les professionnels des médias qui, eux, restent partagés entre pressions des pouvoirs publics et influences des acteurs politiques et économiques (Marcy Ovoundaga : 2017 ; Arthur Djaboudi Sabi : 1999).

Partant de ces observations, nous souhaitons cerner comment les journalistes travaillent dans ces contextes complexes ? Quels mécanismes mettent-ils en place pour concourir à la manifestation de la vérité quand bien même le contexte ne le permet pas ? En contexte gabonais, ces mécanismes ne peuvent-ils pas être perçus comme des stratégies de lutte pour préserver la portée symbolique de cette fonction ? Aussi, comment les journalistes gabonais s'adaptent dans cet environnement ? Cette adaptation peuvent-elle être lue comme de la résilience ?

Méthode

Pour répondre à ces questions, nous croisons ici les méthodes de collecte des données en sciences humaines et sociales en général et en sciences de l'information et de la communication en particulier. Notre travail est organisé autour de 20 entretiens semi-directifs réalisés auprès des journalistes de la presse écrite, en ligne et audiovisuelle du Gabon. Cette donnée qualitative est croisée avec une analyse du contenu de la presse satirique en ligne de 2016 à 2020. Cette analyse a eu pour objet d'apprécier la qualité, la dimension critique et les stratégies d'écritures initiées pour contourner la censure. Le choix de cette datation est justifié par le déroulement des élections présidentielles de 2016 au Gabon. Ces élections ont conduit le pays dans une crise post électorales qui pèse considérablement sur le champ médiatique.

Les premiers résultats obtenus montrent que plusieurs journalistes des médias publics et privés évoluent dans un environnement autoritariste dans lequel la logique d'autocensure semble s'imposer comme la norme. En contexte gabonais, plusieurs techniques d'écritures sont développées par les journalistes en ligne pour mettre au goût du jour certaines actualités qui mettent en scène des autorités politiques.

Práticas de coalizão no jornalismo contemporâneo: o primeiro e o segundo plano

Cristiane Naiara Araújo de Souza

O *Swissinfo.ch*² mapeou, em 2018, os modos de organização de mídias públicas em 11 países². O resultado apresenta os modelos e seus principais entraves, dentre os quais podemos destacar a forte pressão estatal sobre as empresas de mídia, sejam elas públicas ou privadas, a dependência de recursos públicos ou de impostos e as práticas de corrupção. No Brasil, subsiste o domínio de oligarquias, o responsável pela inserção massiva de rádio e TV ao longo do século XX ao popularizar o modelo de transmissão via central, ou cabeça de rede, e suas retransmissoras (Görger, 2017).

Quando se fala em mídias digitais, ainda que elas tenham se popularizado primeiro por iniciativa dos grupos dominantes e de empresas transnacionais³ – ambos com alto poder de investimento, logo entidades não-governamentais, coletivos culturais/políticos e uma variedade de outros atores aderiram ao complexo ecossistema, tornando até prescindível a atuação de mediadores informacionais, a exemplo do jornalismo institucionalizado.

A insistência no perfil concorrencial subjacente, que funcionou bem no paradigma de escassez informativa (Alves, 2017, p. 45), municia argumentos sobre a dispensabilidade da alcunhada velha mídia. Questiona-se quais alternativas realocariam o jornalismo institucional neste cenário onde *big data* é a metáfora da superabundância? Quais arranjos seriam mais coerentes com nosso modelo sociotécnico contemporâneo? E ainda, que interesses deveriam ser posicionados em primeiro e segundo plano?

McLeod (2014, citado por Blumler & Coleman, 2017, p. 11) explica: “[...] quando essas forças opostas se confrontam em suas trincheiras ideologicamente escavadas, a informação tende a se tornar um instrumento de guerra, e não um auxílio para o entendimento”. Tal como as iniciativas de cooperação institucional no campo das ciências, empreendidas no anseio de ter uma ciência aberta e colaborativa, com escopo de alcançar o bem comum, em se tratando das democracias nas sociedades ocidentais, poderia haver um caminho mais ou menos parecido para o jornalismo numa estratégia de coalizão. Nesse sentido, é coerente considerar modelos alternativos aos que sustentaram o jornalismo no passado, mas hoje ameaçam sua autonomia como instituição capaz de qualificar as democracias.

Mundialmente, exemplos paradigmáticos podem ser analisados desde a perspectiva da coalizão no jornalismo institucional (e em parceria com outros atores), como no caso da *Cambridge Analytica*, empresa de marketing digital que, desde 2014, coletava dados de quase 90 milhões de usuários do Facebook (2018); o *Pandora Papers*, cujos números sacramentam a união entre jornalismo e ciência de dados (2021), mais recente de vários megavazamentos⁴: *FinCen Files*, *Paradise Papers*, *Panamá Papers* e *LuxLeaks*. Nesses exemplos, profissionais de diversas instituições investigaram, trataram e divulgaram informações de elevado interesse público, provocando uma série de impactos políticos e econômicos ao atuar sob os preceitos de *accountability* (Paulino; Bastian & Gomes, 2022).

No Brasil, dentre as coalizões de interesses de grande impacto estão a “Série Vaza Jato”⁵, que uniu *The Intercept Brasil* e *Veja* e resultou no conjunto de reportagens sobre os bastidores da Operação Lava Jato, revelando detalhes sobre acordos inoficiosos entre a acusação e a jurisdição do caso; e o “Consórcio de Veículos de Imprensa”⁶, criado em 8 de junho de 2020 para organizar e divulgar os números sobre a pandemia de covid-19 que eram recuperados diretamente das secretarias estaduais de saúde, diante de reiterados atrasos do Ministério da Saúde no repasse das informações. Na prática, equipes atuaram no tratamento desses dados e na geração de estatísticas e gráficos de tendência (médias móveis de casos e de mortes). Ainda sem vacinas, a única forma de evitar o contágio era a prevenção; e, dado

² Disponível em: https://www.swissinfo.ch/por/m%C3%ADdia-p%C3%BAblica_outros-pa%C3%ADses---outros-sistemas-de-m%C3%ADdia/43869296. Último acesso: 12 abr. 2022.

³ Conhecidas como *big techs* e representadas pelas plataformas de mídias sociais ou de *streaming*.

⁴ Disp. em: <https://www.bbc.com/portuguese/internacional-58786545>. Último acesso: 18 abr. 2022.

⁵ Disp. em: <https://theintercept.com/2019/07/05/veja-conduta-moro-lavajato>. Último acesso: 13 abr. 2022.

⁶ Participantes: O Estado de S. Paulo, G1, O Globo, Extra, Folha de S. Paulo e UOL.

o cenário de incertezas, essa iniciativa trouxe ganhos que poderiam ser calculados em número de vidas.

Em todos esses exemplos, assim como não se pode cogitar resultados semelhantes caso o mesmo trabalho fosse feito de modo individualizado, pensando em termos de recursos e de repercussão; é difícil conceber estratégias de coalizão igualmente justificadas em se tratando de pautas menos urgentes e impactantes, isto é, de elevado interesse público. Logo, quando o modelo concorrencial não pode ser harmonizado com as demandas impostas ao jornalismo, criam-se estratégias capazes de posicionar o interesse público num plano superior ao interesse empresarial oligárquico que sustenta o sistema de mídia brasileiro.

Para compreender tal abordagem, aplicou-se a Análise da Cobertura Jornalística (ACJ) desenvolvendo-a a partir destas três dimensões: 1) *normativa*, 2) *técnico-procedimental e metodológica*, e 3) *organizacional*; e destes dois níveis analíticos: 1) *marcas de apuração e composição do produto* [elementos: assinatura, local, origem da informação (primeira mão – obtenção direta; e segunda mão – publicações científicas, documentos, republicações etc.)], recursos multimidiáticos (vídeos, imagens, hiperlinks, infográficos etc.); e 2) *aspectos da caracterização contextual* [interno (visuais, temáticas, organizacionais)/externo (perspectivas do acontecimento no campo sócio-histórico-cultural, envolvendo discussões teóricas)].

Embora o protocolo metodológico tenha sido pensado para o impresso, consideramos, *mutatis mutandis*, sua viabilidade para investigar modelos narrativos do ciberjornalismo (Santos & Miguel, 2020). Ele analisa elementos do processo de elaboração do acontecimento como notícia, sendo “[...] complementar aos estudos de *newsmaking* realizados nas redações e às análises de conteúdo e de discurso dos textos” (Silva & Maia, 2011, p. 21).

Para viabilizar a escrita no espaço do artigo acadêmico, optou-se por realizar um recorte empírico que inclui as duas primeiras reportagens da Série “Vaza Jato” (uma do site TIB e a outra da Revista Veja) e a primeira notícia que foi publicada na página de cada participante do Consórcio depois de iniciada a atividade desse grupo (O Estado de S. Paulo, G1, O Globo, Extra, Folha de S. Paulo e UOL). Em suma, este texto representa o aprofundamento empírico de nosso anterior esforço teórico (Souza, 2022); e, ao tratar da materialidade, ajuda a avançar no entendimento pragmático de um jornalismo de coalizão pensado na realidade brasileira.

Un journalisme surveillé et quadrillé à Beni-Lubero. Comment faire face à la pression des sources et du public dans un conflit armé qui persiste ?

Maombi Mukomya

Depuis octobre 2014, les journalistes de Beni-Lubero rendent compte des faits relatifs à l'activisme d'un groupe armé que le gouvernement qualifie de terroriste. Ce groupe rebelle mène une guerre meurtrière : destruction des villages, violence à l'égard des populations. Entre 2017 et 2019, 31% des meurtres de civils enregistrés au Nord et Sud-Kivu, ont eu lieu à Beni (GEC, 2019). Depuis que les tueries ont commencé, il demeure difficile d'identifier les responsables de cette violence (GEC, 2017).

Les journalistes connaissent de nombreuses difficultés à travailler dans ce contexte. Couvrir les décisions de ses dirigeants, l'action de ses soldats, l'impact de la guerre sur ses concitoyens et sur soi-même pose des problèmes particuliers (Marthoz, 2018). Le rapport entre les sources institutionnelles et les acteurs médiatiques relève du « paradigme de collaboration-méfiance ». Concernant la diffusion d'information et des points de vue sur les faits de guerre, le gouvernement congolais interdit, depuis 2012, aux journalistes d'accorder la parole aux rebelles et de relayer leurs propos (N'Sana, 2021). Lorsque les sources sont autorisées à parler, les officiels cherchent à contrôler leur vision de la guerre. Même quand elles s'érigent en unique et principale source d'information, les autorités militaires et civiles ne sont toujours pas accessibles.

Les rôles professionnels et les routines de travail des journalistes sont mis en tension par les attentes, les perceptions de rôles et les injonctions croisées des acteurs au conflit et du public. Les journalistes vivent « *une époque de l'épreuve du travail journalistique où on ne peut pas abandonner, on doit tenir, mais comment ?* ». Cette communication interroge la manière dont

les journalistes de Beni-Lubero vivent cette situation : comment négocient-ils la définition exogène de leurs rôles professionnels dans leurs pratiques ? Autrement dit, comment les journalistes intériorisent-ils les attentes, perceptions des rôles et injonctions des sources et comment résistent-ils ? Nous posons l'hypothèse que les journalistes se débattent et s'arrangent avec les sources (Lévêque, 2004) en s'engageant dans une négociation permanente entre ce qui peut ou ne peut pas être dit (Frère, 2019). En voulant s'adapter à la situation ou résister, les journalistes négocient avec eux-mêmes et d'autres acteurs leur rôle social.

L'analyse des données (dix entretiens, une discussion entre journalistes, un communiqué des responsables des radios) montre que les journalistes se sentent surveillés par les autorités militaires et civiles, les rebelles et le public. Ne se reconnaissant pas dans la représentation de la situation donnée par les médias, le public se méfie et se distancie parfois des journalistes. L'armée met en place un dispositif d'*embedding cognitif* consistant à créer des conditions psychologiques pour que les journalistes comprennent et adoptent les points de vue du gouvernement sur la guerre (Denis et Josiane Ruellan, 2022 : 121). Ce dispositif consiste à dire aux journalistes ce qu'il ne faut pas dire, d'accompagner l'armée, se comporter en patriotes, se référer au porte-parole de l'armée comme source. Au nom du soutien au moral des troupes, les autorités militaires veulent obtenir un alignement des journalistes aux positions officielles (Denis et Josiane Ruellan, 2022). Autant de contraintes qui cadrent le travail des journalistes.

Les tensions ressenties et vécues autour de la couverture de la guerre conduisent les journalistes à modifier leurs manières de penser et de faire pour faire face à cette situation qui interroge leur identité professionnelle. Ils développent une culture professionnelle contextuelle qui délimite la manière de produire les informations et gérer les interactions avec les sources. Ce référentiel est perceptible à travers un *continuum* de pratiques de résistance, d'ajustements et de coopération qui oscillent entre deux postures, l'*embedding cognitif* et la distanciation, adoptées par les journalistes selon les circonstances et leurs ressources. Quelques logiques soutiennent ces pratiques différenciées : assurer sa propre protection, assumer la responsabilité sociale, jouer le rôle professionnel, assumer la responsabilité citoyenne. Ces logiques montrent la complexité de la situation dans laquelle se trouvent les journalistes et le processus de négociation des rôles professionnels et des attentes qui leur permet de continuer à exercer leur profession.

Pour la posture d'*embedding cognitif*, face aux pressions des autorités militaires qui perçoivent les journalistes comme des auxiliaires des opérations militaires (Denis et Josiane Ruellan, 2022), les journalistes adoptent des pratiques d'intériorisation des rôles assignés. En s'ajustant aux rôles assignés, les journalistes s'autocensurent. Ils écartent des nouvelles, choisissent des mots ou refusent aux acteurs sociaux la légitimité de parler de la guerre. En décidant de ne pas diffuser certaines informations ou de ne pas donner les détails, les journalistes entérinent les attentes des sources officielles. Ces « associés-rivaux » (Legavre, 2011) se rejoignent en partie dans la définition de ce qui est important à diffuser et dans la définition de la manière de le faire.

La posture de distanciation est adoptée lorsque les journalistes « décident de se libérer et garder l'indépendance ». En rejetant l'image que leur colle les sources, les journalistes contournent les contrôles pour s'affranchir de la censure, affirment le caractère professionnel de leurs pratiques et revendiquent la spécificité de leur rôle : devancer l'armée sur le terrain, diffuser les informations en s'appuyant sur les sources non institutionnelles, pratiquer le recoupement des sources, s'appuyer sur d'autres médias, déléguer le rôle social aux tiers. Affirmer l'utilité de leur travail, rendre service à la communauté en sécurisant les populations et en leur donnant espoir, conduit les journalistes à garder leur marge de manœuvre.

Malgré les frustrations, le sentiment d'être incompris et d'impuissance, l'insécurité physique et psychologique, la crise identitaire qu'elle engendre, cette situation produit un imaginaire sur le journalisme. Négocier ses pratiques en permanence fait ressentir et dire aux journalistes qu'ils pratiquent un journalisme authentique. Selon eux, expérimenter la couverture de la guerre permet d'éprouver et d'augmenter sa capacité à discriminer : analyser, comprendre, retenir ce qui est important à diffuser et à faire (Le Cam et Ruellan, 2017). Ils se perçoivent

comme étant plus authentiques du monde du journalisme au Congo. Pour eux, le nœud du journalisme, on le sent en zone de guerre.

8/12 - 17h30-19h

**Panel 3 : Traitement médiatique de la violence sociale et politique -
Tratamento da violência social e política pela mídia**

Présidence de séance - Mediação: Monica Martinez

**Le journalisme de combat dans le champ médiatique : permanence et rupture d'un
modèle éditorial dans la presse écrite ivoirienne**

Waliyu Karimu

En 1990, dans un contexte de multipartisme, le paysage médiatique ivoirien qui était jusqu'alors marqué par les médias d'Etat en position de monopole, se reconfigure. A partir de cette date emblématique de l'histoire de la Côte d'Ivoire, plusieurs dizaines de titres privés sont régulièrement mis sur le marché (Frère, 2016). Au cours de cette période d'effervescence éditoriale qualifiée de « printemps de la presse », les journaux essaient de façon crescendo : 178 publications sont enregistrées entre 1990 et 1996. Leurs promoteurs ont des profils divers et variés : hommes politiques, membres de leur entourage, journalistes issus de la presse étatique, ou encore entrepreneurs à la recherche de nouvelles opportunités d'affaires.

Des recherches réalisées quelques mois après ce « printemps de la presse » montrent que la majorité des journaux étaient davantage impliqués dans le combat des politiciens qui pour les uns convoitaient le pouvoir d'Etat, qui pour les autres cherchaient à vaincre ou à s'y maintenir (Bailly, 1995). Dans cette configuration, la pratique vertueuse du journalisme était reléguée aux calendes grecques. Telle est la première caractéristique du journalisme ivoirien des années 1990.

Il est évident que la création d'une multitude de journaux exige un nombre conséquent de professionnels. Dans ce contexte local, le personnel rédactionnel qualifié s'est révélé très vite en nombre insuffisant. Ainsi, confrontés à cette situation, les promoteurs ont dû se contenter de rédacteurs venus à la profession de façon accidentelle (Bailly, 2001 ; Karimu, 2017). C'est la deuxième caractéristique de cette presse. Une troisième particularité est à souligner : les discours médiatiques privilégient les opinions au détriment des faits, qui sont pourtant l'élément constitutif d'un idéal-typique du journalisme.

Défini prosaïquement, le journalisme est le métier qui se consacre à la publication d'informations, par le canal de différents médias (Balle, 2006). Cette définition renferme cependant plusieurs réalités. Il n'existe pas un seul, mais plusieurs journalismes (Charron & De Bonville, 1996b, Bernier, 2021). Nous nous intéressons ici au journalisme de combat, un journalisme partisan et engagé, fortement ancré dans le paysage médiatique ivoirien qui s'est fait remarquer par ses dérives et dérapages (Sotinel, 1999 ; Zio, 2012).

Ce type de journalisme se caractérise par une absence d'objectivité avec une forte propension pour la propagande. Comme le note Jacques Le Bohec (2000), il évolue dans une logique propre à deux entités intimement liées : acteurs politiques et journalistiques. Marc-François Bernier, qui opère une fine distinction entre le journalisme engagé et le journalisme de combat, évoque, à propos du dernier cité : « Il ne fait pas que s'engager en faveur de certaines causes, il est en lutte contre divers pouvoirs, qu'ils soient militaires, politiques ou religieux. Il est dans une posture d'adversité radicale, potentiellement dangereuse pour son intégrité physique » (Bernier, 2021 :48). En filigrane, les considérations liées à ce type de journalisme s'opposent à l'aspect normatif de la profession pour lequel les journalistes ont massivement adhéré en encourageant le respect des règles éthiques et déontologiques et en se dotant de chartes et autres dispositifs similaires. Ce qui n'est pas le cas ici, si l'on en croit Raoul Germain Blé : « Les médias d'opinion en Côte d'Ivoire sont des armes de guerre pour marquer des positions stratégiques. Les hommes politiques les actionnent bien souvent aux fins de discréditer ou

d'attaquer l'adversaire par une escalade de la violence verbale, scripturale, chromatique et iconique. L'apprentissage démocratique, mal négocié, donne ainsi à déplorer l'usage désordonné et mal compris de la liberté et du pluralisme de la presse » (Blé, 2009 : 197-198). Sur le plan théorique, notre réflexion s'appuie sur les travaux relatifs à la sociologie du journalisme (Neveu, 2004) et des médias (Rieffel, 2005). Ce regard sociologique nous paraît indispensable dans cette étude, à travers deux approches que décrit Arnaud Mercier : « L'une s'apparente à une sociologie de la profession, traquant ses évolutions, ses pratiques, son identité, son histoire ; l'autre concernant l'analyse qui peut être faite des logiques sociales et professionnelles à même d'expliquer la production journalistique, d'aider à décrire, analyser et critiquer les informations diffusées par les médias » (Mercier, 2009 : 7).

L'objectif de cette recherche est de mettre en relief les particularités du journalisme d'opinion travers son avatar, le journalisme de combat, dans le paysage médiatique ivoirien et précisément au sein de la presse écrite de Côte d'Ivoire depuis 1990. En d'autres termes nous voulons décrire et expliquer comment a évolué ce type de journalisme depuis 1990 et quelles sont ses conséquences.

L'étude est réalisée à partir d'une analyse du type documentaire. Il s'agit pour nous d'exploiter des archives (articles de journaux parus depuis 1990), des ouvrages pertinents sur notre sujet, ainsi que des rapports de l'Autorité nationale de la presse (ANP), le principal organe de régulation et ceux de l'Observatoire de la liberté de presse de l'éthique et de la déontologie (OLPED), la structure d'autorégulation. Nous utiliserons également quelques entretiens semi-directifs réalisés auprès d'acteurs du monde journalistique ivoirien dont les représentations pourraient être utiles pour saisir leur engagement auprès des politiques.

A travers une perspective qualitative, nous proposons pour cette recherche une sociohistoire (Noiriel, 2008) du journalisme ivoirien qui nous semble pertinente pour mieux aborder l'évolution de la profession et ses pratiques.

Notre hypothèse est la suivante : le but principal de la création des journaux privés ivoiriens étant de mener des combats politiques au profit de leurs commanditaires, ce modèle éditorial perdure plus de trois décennies après le « printemps de la presse » et charrie des dérapages difficiles à éradiquer. Nous nous interrogeons de savoir comment le journalisme de combat se consolide dans ce champ médiatique et sous quelles formes. Nous entendons opérer une comparaison avec les pratiques en vigueur dans la décennie 1990-2000 et celle de la période d'après.

Nous articulerons notre propos en trois temps. Nous tenterons d'abord d'expliquer la contribution des entrepreneurs politiques à l'essor du journalisme de combat. Ensuite, nous évoquerons ce que le journalisme de combat fait à la presse ivoirienne. Enfin, nous analyserons le journalisme ivoirien aujourd'hui à travers les diverses transformations qui y ont cours.

Midiatização, plataformas e cobertura noticiosa no mundo multipolar: a mídia como agente securitizador

Ada C. Machado da Silveira & Camilla Hartmann

A presente comunicação insere-se num esforço de pesquisa que visa elucidar aspectos obscuros do arcabouço teórico existente na área de conhecimento da Comunicação. A pesquisa atém-se à questão-problema estabelecida em estudar a ação da mídia como agente securitizador.⁷ A consolidação do fenômeno da midiatização e sua estruturação junto a singulares transformações societárias têm dado outra roupagem aos estudos que se dedicam à ação perversa das mídias, ocasionado o surgimento de aportes teóricos, objetos conceituais e dispositivos analíticos que pretendem dar conta do novo modo

⁷ Esta atividade está vinculada, como produção, ao Auxílio Nº 0862/2020, Processo Nº 88881.465493/2019-01, Programa CAPES-STINT. O projeto intitula-se "Midiatização: inferências cruzadas sobre as formações do Brasil e da Suécia. Questões epistemológicas, empíricas e metodológicas" e é desenvolvido entre as universidades Södertörn University, Universidade Federal de Santa Maria e Universidade do Vale do Rio dos Sinos.

de configuração das práticas comunicacionais afetadas (Fausto Neto, 2008; Hjarvard, 2014; Couldry & Hepp, 2017)

Ponderamos que as abordagens epistemológicas, teóricas e metodológicas da pesquisa do qualificativo de midiatização, a considerarem-se as perspectivas diferenciadas em construção na América Latina, Estados Unidos, Europa e Rússia, conhecem um cenário profundamente ambíguo e, por consequência, sua conceituação é necessariamente complexa. A mídia emerge como ator central da vida social e constitui-se, real ou simbolicamente, como precedente na interlocução social e política, fundamental para o desenvolvimento de políticas públicas, dentre as quais, as de segurança. O atual entendimento de midiatização como conceito influente em mídia faz-se precedente para os estudos de jornalismo ao contrariar um uso anterior ligado ao imperialismo. Por tal razão, a investigação considera tanto o acoplamento estrutural proporcionado pela circulação noticiosa em plataformas, como as preocupações de ordem securitária que urgem ser afrontadas.

A plataforma, vale recordar, é construída para coletar e armazenar dados de usuários para processamento e monetização de conteúdo (Van Dijck et al., 2018; D'andrea, 2020; Sebbah et al., 2020). Ao buscar avançar com a agenda de pesquisa, observou-se que a recrudescência securitária deflagrada com a invasão da Ucrânia, a par de outros conflitos no cenário internacional, e os avanços de poderes paralelos na América Latina, despontam na cobertura e permitem assinalar a candência do tema do agenciamento midiático em termos securitários, especialmente nas periferias nacionais e metropolitanas (Martinez & Persichetti, 2016; Silveira & Guimarães, 2016; Silveira et al., 2017; Rovida, 2021).

Define-se como objetivo geral o propósito de analisar a recrudescência securitária no agenciamento midiático operado pelo jornalismo de plataforma no cenário conflagrado pela situação de conflitos internacionais e na tão aguardada pós-pandemia. Para tanto, o desenvolvimento da pesquisa compreende um roteiro com três momentos.

O primeiro busca articular teoricamente as noções pertinentes ao imbricamento resultante entre midiatização, securitização e noticiabilidade. Enfatiza-se a abordagem do jornalismo como campo institucionalizado e socialmente legitimado para narrar os fatos e as *affordances* resultantes. Ao expressar as condições de trato dos acontecimentos, decorrendo da convivência social, de crenças religiosas e laicas, do exercício do poder e da resistência, a noticiabilidade trata da compreensão de uma ordem noticiosa que reproduz a percepção de uma dada ordem social (Hartmann & Silveira, 2018). Ela dá a ver condições para a construção de situações de comunicação definitórias de elementos do jornalismo corporativo em atenção a seus compromissos sociais da cobertura noticiosa. Finalmente, a noticiabilidade está concebida como gestão jornalística de sentidos sociais.

A noticiabilidade se insere no processo de securitização no Brasil de forma mais determinante do que a prevista pelas atuais teorias de securitização, que classificam a mídia como representante da própria audiência desse processo (Buzan et al., 1998), ou, por outro lado, confundem o processo da atividade jornalística (a noticiabilidade e a cobertura noticiosa dela decorrente) com a mobilização da opinião pública. O interesse de trazer tais aspectos, não se atendo a suas particularidades, consiste em apontar a precedência da atividade noticiosa em questões securitárias e superar visões autorreferentes dos estudos de jornalismo.

O segundo momento estabelece o horizonte metodológico propriamente, ao propor o desenvolvimento de uma analítica da midiatização e da noticiabilidade no jornalismo de plataforma. A (re)constituição identitária do jornalismo no momento de emergência de sua plataforma propõe um debate desafiador. Ele implica enfrentar o tensionamento entre dataficação (responsável pela captura sistemática de dados, convertidos na assim denominada informação jornalística) e plataformas estruturados numa diversidade de aspectos sociotécnicos. Sua exploração analítica supõe o aparato teórico-metodológico da semiótica material, com base na teoria ator-rede (TAR), e a relação entre a atividade noticiosa do Jornalismo e as plataformas através da distinção entre categorias pertinentes ao reconhecimento de atores, actantes, audiências e atividades (Lewis & Westlund, 2015).

O terceiro momento trata da aplicação metodológica e sua operacionalização empírica no estudo da ação securitizadora da cobertura jornalística na fronteira glocal no cenário conflitivo atual. A análise empírica ocupa-se da tematização comparativa entre capas jornalísticas de circulação plataformizada, alusivas aos valores da securitização comparando a cobertura da mídia brasileira com a mídia sueca. A manutenção da capa como elemento expressivo da identidade editorial, aspecto caro à circulação noticiosa, a converte na visada privilegiada do enunciador na plataformização do jornalismo.

Resultados parciais recorrem à abordagem sobre diplomacia pública e suas conexões com a mídia, ademais da análise do exercício do poder brando (*soft power*) e os símbolos nacionalistas (Bolin, 2016; Bolin & Miazhevich, 2018). Entendemos que a cobertura midiática brasileira confere um tratamento militarizado ao conflito Rússia-Ucrânia, enquanto a cobertura sueca o constrói pela perspectiva da tomada de posição pró OTAN e contra a Rússia. A despeito da distância geográfica, no Brasil o conflito é narrado com elementos que o instituem como uma guerra regular, enquanto na Suécia o apelo é tergiversado pela solidariedade manifesta ao acolhimento de refugiados.

Jornalismo e economia da violência: um estudo a partir da série documental o caso evandro

Nathan dos Santos Alves

A reflexão realizada por Jake Lynch (2015) acerca da contribuição do jornalismo para a economia da violência com a representação midiática de conflitos, nos orienta a pensar outras reverberações desta questão promovidas pelos canais de comunicação quando noticiados casos de crimes violentos nos quais sujeitos outrora condenados vem a ser inocentados a posteriori. Levados ao âmbito das questões de éticas e das possibilidades de incentivo da violência por parte do jornalismo (KELLOW; STEEVENS, 1998), o que por sua vez, buscamos explorar a partir do caso que ficou conhecido como *as Bruxas de Guaratuba* (1992) uma criança de sete anos foi encontrada sem os órgãos e com os dedos do pé e mão cortados. O nosso foco se dá em relação ao sensacionalismo do jornalismo brasileiro na cobertura da tragédia contribuiu para uma prisão injusta, perseguição de cunho religiosa e tortura de sete pessoas por anos até a descoberta da inocência destes sujeitos. Tomamos por objeto de estudo a série documental *O Caso Evandro* (2021), obra esta que retrata as reviravoltas e questões políticas trinta anos depois do ocorrido. Em termos de metodologia realizamos uma análise discursiva, mais especificamente ao trata tal filme como um discurso, investigamos os aspectos fílmicos/imagéticos e sonoros em paralelo as questões extra fílmicas o contexto de produção dos discursos (SHOHAT; STAM). Ao nos debruçarmos sobre a obra dirigida por Aly Muritiba, somos logo colocados em meio a diversas contradições de um processo longo e problemático, delicado e cheio de teias e atores complexos, que por sua vez, é coerentemente abordado de forma seriada e não apenas em uma obra fílmica de poucas horas. É justamente neste ponto em que tal documentário corrige alguns dos erros cometidos pelos canais de comunicação/jornalisms brasileiro que cobriram o caso ao longo das décadas de forma que poderíamos chamar de irresponsável e antiética em relação aos traumas sob os quais lidam de forma natural e com pouco tato na transmissão de tanta violência (SONTANG, 2003). *O caso Evandro* ao abordar de forma processual e por meio de diversos episódios a obra não se apressa, vai e volta em questões, lidando de forma cíclica e captando as incoerências antes de ao final, assumir um posicionamento evidente em relação aos culpados. Não se trata de solucionar o caso, mas de apresentar as múltiplas perspectivas e um processo jurídico ilegítimo e em alguns momentos ilegais, ao mesmo tempo em que, no último episódio, também dão contributos para encerrar uma responsabilização e julgamento armado e repleto de torturas. Existem momentos em que a encenação toma o quadro, rompendo a linha tênue que separa o real do imaginário no documentário de que falam Manuela Penafria (2001) e Bill Nichols (2005), uma vez que o elo ficcional e a recriação colaboram para o realismo e a ausência de imagens para transpassarem alguns dos acontecimentos importantes. Todavia, a principal matéria sob a

qual os cineastas se debruçam e fazem “abusam” são os arquivos, tanto os fílmicos e fotográficos, quanto os documentais em alguns casos pessoais dos atores envolvidos (acusados, testemunhas e pessoas conexas ao processo), em outros que correspondem a evidências do processo jurídico, assim como, referentes a matérias de jornais e canais de comunicação, este último talvez o mais importante para construção da narrativa. A questão da ênfase na mídia brasileira não se dá atoa tem conexões por um lado no que tange o papel central e acessos incomuns nos quais tiveram durante a cobertura, como por exemplo no que tange entrevistas realizadas durante exame para averiguar tortura dos acusados, ou mesmo gravações com evidências capazes de invalidarem as condenações injustas que nem ao menos foram anexadas ao processo. Em paralelo, também os modos nos quais foram midiaticizados os acontecimentos tão traumáticos, ao mesmo tempo em que se simplificou um processo de mais de 11 mil páginas de modo a ser mais um espetáculo em busca de audiência que veio a influenciar diretamente no andar do caso. De um lado tal jornalismo de modelo “*hard news*”, acaba por não averiguar com muito cuidado as informações que estava a relatar, e a pôr em termos simplórios e sem dar a devida atenção aos detalhes contraditórios ao noticiar o caso Evandro, paralelamente em que age diretamente indícios terror e revolta ao ponto de influenciar em violências populares aos injustamente acusados, também é a partir de uma matéria sem quaisquer indicativos que se cria a história racista que leva ao processo tendencioso, a produção dos suspeitos e armação de todo o cenário que leva as prisões. É neste último ponto que reside o principal argumento e foco desta pesquisa como o jornalismo, a cobertura midiática que não opera de forma responsável é o fator que leva ao racismo institucional, isto é, uma condenação baseada em intolerância religiosa e estigmas referentes a religiões de matriz africana. Somos levados, tanto pelo documentário, quanto pelo contexto e cronologia dos acontecimentos a perceber o ponto de partida de toda ideia de bruxaria e sacrifício humano tendo origens no jornalismo e depois apropriado pelas autoridades e governo. Se não bastassem prisões e julgamentos sem quaisquer fundamentos, além das décadas de violência simbólica também são as notícias diretamente responsáveis por torturas e outras formas de violência física que os acusados foram submetidos. Tomar este documentário como objeto de estudo, é também contribuir para o que a obra se propõe, se de algum modo for possível: uma forma de reparação para estes sujeitos tão violentados pelo *Estado, mídia e população brasileira* em geral.

09/12

Le journalisme, une profession de combats Jornalismo, uma profissão de combates

11h-12h45

Panel 4 : Lutter contre les attaques – Lutar contra os ataques

Présidence de séance - Mediação : Marie-Christine Lipani

La métadiscursivité comme réponse des journalistes aux attaques des politiques. Analyse de la polémique entre François de Rugy et Mediapart

Cédric TANT

Cette communication vise à interroger la réponse métadiscursive des journalistes aux hommes et aux femmes politiques qui attaquent leurs pratiques professionnelles lors d'une polémique. Nous faisons reposer notre propos sur un double constat : la relation complexe qu'entretiennent ces deux types d'acteur se construit tant à travers des tensions multiples (voir Legavre, 1992 ; Bastin, 2002 ; Neveu, 2003) que de l'interdépendance (voir Legavre, 2011 ; Bolz et al., 2017 ; Perloff, 2017). Au sein de cette relation entre des acteurs publics interdépendants et au rôle démocratique essentiel (Wolton, 1991), la critique mutuelle représente, d'après nous, un enjeu particulièrement prégnant. Afin d'appréhender les attaques qui visent les journalistes, nous mobilisons la métadiscursivité en tant que « *sort of 'preferred reading' for the discourse* » (Blommaert, 2005 : 47). Ce mécanisme discursif rend accessibles les codes de compréhension du discours (voir Ducrot et al., 1980) autant que le contexte de production de ce discours.

Dès lors, nous considérons qu'une réponse possible aux attaques qui visent les pratiques journalistiques réside dans la production de métadiscours journalistiques (Carlson, 2012 ; 2015 ; 2017 ; Ogbebor, 2020), autrement dit des métadiscours produits par les journalistes. L'intérêt heuristique de ce type de métadiscours est qu'il « *reveals attempts by journalists to articulate, negotiate, defend, and even obscure their cultural, social and political significance* » (Carlson, 2012 : 268-269, cité par Ogbebor, 2020 : 79). Nous désirons appliquer ce concept à une polémique, entendue comme un combat discursif public (Kerbrat-Orecchioni, 1980) durant lequel il s'agit, entre autres, de décrédibiliser l'adversaire (Mauger-Parat & Peliz, 2013). En ce sens, une polémique représente un terrain propice à des échanges conflictuels durant lesquels des réponses des journalistes succèdent aux attaques des politiques.

La polémique que nous avons choisie se déroule en 2019 en France et précède la démission de François de Rugy. Cet ex-ministre et ex-président de l'Assemblée nationale a démissionné du gouvernement après que plusieurs articles journalistiques, provenant notamment de Mediapart, ont remis en cause ses pratiques politiques. Les révélations des journalistes ont entraîné une série de critiques à l'encontre des médias et des journalistes. À leur tour, ces attaques ont donné lieu à des réponses chargées de métadiscursivité provenant de l'ensemble des journalistes⁸. Nous posons dès lors la question de recherche suivante : Comment se déclinent les métadiscours journalistiques durant la polémique entre Mediapart et François de Rugy ?

Nous abordons cette question à partir d'une analyse de discours socio-pragmatique. Cette perspective considère tant les pratiques discursives et sociales des acteurs que l'appartenance de ces derniers à la société et aux institutions dont ils dépendent (voir Gumperz, 1992 ; Blommaert, 2005 ; Angermüller et al. 2014). Nous entendons donc montrer que les journalistes, durant une polémique, réfèrent à des règles qui participent à la normalisation de leur profession. Pour ce faire, un corpus de plus de 250 productions journalistiques a été constitué au moyen d'une double opération : l'utilisation de la plateforme

⁸ Des journalistes d'autres médias qui ont montré tantôt leur soutien à Mediapart tantôt leur réprobation.

Europresse⁹ et la mobilisation de l'interdiscursivité. D'abord, nous avons effectué une recherche avancée sur le moteur d'Europresse à partir de l'occurrence « de Rugy » durant une période comprise entre le 10 juillet 2019 (date des premiers articles de *Mediapart*) et le 17 juillet 2019 (date de la démission de François de Rugy). Ensuite, ce corpus de base a été enrichi grâce à l'interdiscursivité : lorsque, dans un article repéré sur Europresse, il était fait référence à une autre production journalistique, provenant des médias de la presse (écrite), de l'audiovisuel ou encore des réseaux sociaux numériques, elle était intégrée au corpus.

Les résultats confirment une tendance chez les journalistes à vouloir justifier et légitimer leurs pratiques, notamment auprès des citoyens et citoyennes, particulièrement mobilisés comme témoins et juges de la polémique. Les métadiscours qui ressortent se déclinent en quatre observations nodales.

D'abord, le journalisme consiste à révéler ce qui est caché comme l'atteste *Mediapart* dans le passage suivant : « le journalisme consiste précisément à rechercher des réalités cachées derrière les vérités acquises » (*Mediapart*, Salvi, 2019). Ensuite, les journalistes doivent respecter les faits, ce que soutient, par exemple, *Libération* qui estime que « les mensonges dénoncés mécaniquement par les mis en cause se sont révélés être des faits, établis grâce à un travail d'enquête sérieux » (*Libération*, Quinio, 2019). Une position qui sert de véritable défense à *Mediapart* lorsqu'il se dédouane de la responsabilité de ses pratiques : « nous n'avons fait que notre travail, qui consiste à publier des faits, lorsqu'ils sont établis et d'intérêt public » (*Mediapart*, Arfi et al., 2019). Le troisième élément repose sur la distinction entre information et communication. Pour les journalistes, l'information représente en effet un contre-pouvoir à la communication politique. En ce sens, *Libération*, à travers les propos de l'historien Patrick Eveno, estime que *Mediapart* a joué son rôle de « contre-pouvoir et de vigie dans notre démocratie d'opinion » (*Libération*, Alix, 2019). D'après *Mediapart*, le journalisme, à travers l'information qu'il propose, peut ainsi contrer l'« offensive de com' » des politiques (*Mediapart*, Arfi et al., 2019). Enfin, ces métadiscours s'inscrivent dans une volonté plus générale de travailler pour l'intérêt public et les citoyens, ce que *Mediapart* traduit par le principe « d'utilité publique » du journalisme (*Mediapart*, Plenel, 2019).

Ces éléments mettent en relief un mécanisme de défense tout à fait crucial, surtout dans un contexte de méfiance, voire de défiance envers les institutions, notamment le journalisme. Les métadiscours sont ainsi déclinés tant pour délimiter les frontières du journalisme que pour légitimer des pratiques qui font l'objet de nombreuses critiques (voir Tant, 2021). En guise d'ouverture à la discussion, soulignons que les journalistes, tout comme les politiques, ne se contentent pas de produire un métadiscours cantonné à leur institution. Au contraire, chaque type d'acteur tend à proposer des métadiscours qui portent, par exemple, sur la politique, les relations entre journalistes et politiques, l'espace public ou encore le contexte social. Une telle observation invite à poser un regard neuf sur la notion de critique dont la composante métadiscursive offre, selon nous, de prometteuses pistes d'analyse futures.

Profissão de risco na pandemia: dos ataques nas ruas aos critérios de noticiabilidade dos casos de mortes de jornalistas por Covid-19 na Paraíba (Brasil)

Eloise Elane Gomes de Menezes

A profissão de jornalista é uma atividade de risco. O profissional atua sob estresse do tempo, das condições de trabalho, do enfrentamento com os que detêm o poder, entre outros fatores que podem levá-lo a contrair problemas de saúde física e mental. A busca pelas informações cotidianas leva o profissional de imprensa a “transitar por zonas e situações de confronto com personagens perigosos” e “grupos poderosos”, sofrendo ameaças e “perseguições” que resultam, muitas vezes, em agressões físicas e até com morte (Christofoletti; Torres, 2018, p.1).

⁹ Europresse est une plateforme web qui contient, entre autres, de nombreuses productions de médias européens de la presse écrite. La plateforme est accessible via l'adresse URL suivante : <http://www.europresse.com/fr/>.

Diante dessas situações, esta pesquisa apontou as dificuldades enfrentadas pelos jornalistas paraibanos na cobertura da pandemia da Covid-19 e os critérios de noticiabilidade que nortearam o processo de produção da notícia no telejornalismo paraibano, quando o assunto foi a morte de jornalista pela doença.

A pesquisa, em seu objetivo geral, traçou um quadro de como os jornalistas atuaram na pandemia e realizou o levantamento das matérias veiculadas na TV Cabo Branco sobre as mortes por Covid-19, analisando as que tratavam especificamente da morte dos jornalistas paraibanos. Dentre os mortos, constatou-se 18 profissionais na Paraíba, estado do Nordeste brasileiro.

A fundamentação teórica utilizada para análise dos casos de noticiabilidade das mortes de jornalistas por Covid-19 baseou-se em referências bibliográficas dos estudos de Silva (2005, 2014) e Traquina (2003, 2005). Também foi realizado um levantamento de estudos sobre o tema, como reforço ao embasamento teórico, no Portal de Busca Integrada da Universidade de São Paulo (USP), através do link “Busca Geral”, que abriga os acervos físicos e digitais disponibilizados pela USP, Portal de Periódicos da Capes ou de acesso aberto.

No primeiro acesso ao Portal da USP foram encontrados 280 resultados e no segundo, 177. Desses estudos, quatro se aproximaram da proposta deste trabalho. Um deles foi o artigo de Temer e Tuzzo (2021, p.58), que propôs analisar material jornalístico sobre agressões às jornalistas de televisão vítimas de apoiadores do presidente Jair Bolsonaro ou mesmo pelo próprio presidente.

Outro texto, de autoria de Christofolletti e Torres (2018, p.1), apontam os perigos da atividade jornalística. Os autores defendem a necessidade de “observar o avanço de casos de invasão de privacidade, vigilância e outras violações” no ecossistema digital.

Utilizamos, também, os relatórios da Federação Nacional dos Jornalistas (Fenaj), da Associação Brasileira de Jornalismo Investigativo (Abraji) sobre violência contra jornalistas brasileiros e sobre morte de jornalistas por Covid-19. Além de entrevistas com repórteres que realizaram a cobertura jornalística da pandemia na Paraíba.

Da lista de 18 jornalistas falecidos por Covid-19, na Paraíba, somados os levantamentos da Fenaj, do Sindicato dos Jornalistas da Paraíba, e mais um caso que localizamos para esta pesquisa, 12 foram anunciados pela emissora.

Resultados e discussões

No Brasil, realizar a cobertura jornalística dos casos de Covid-19 significou risco dobrado aos jornalistas. Além do medo de contrair a doença, esses profissionais enfrentaram agressões advindas do presidente da República, de seus auxiliares de governo e apoiadores espalhados pelo país, como se pode deduzir do estudo da Fenaj (2022, p. 7-13). Das 430 ocorrências em 2021, o presidente do Brasil foi o responsável direto por 147, com tentativas de descredibilização da imprensa (129), e 18 casos de agressões diretas aos jornalistas. A violência mais praticada foi censura, com 140 casos, sendo a Empresa Brasileira de Comunicação (EBC) a principal atingida (138 casos)”.

A Abraji (2022, p. 3) divulgou um relatório de monitoramento de ataques a jornalistas. Constatou-se que a pandemia de Covid-19 “foi responsável por manter a situação de insegurança e risco na atividade jornalística”. O maior número de ataques foi registrado nos meses de realização da CPI da Pandemia, que investigou supostas práticas de irregularidades do Governo Federal no combate à doença.

Na Paraíba, jornalistas enfrentaram ataques na cobertura. “O momento mais duro da minha carreira profissional, não imaginava enfrentar inúmeras tentativas de descredibilização do meu trabalho, mais fortes, mais agressivas e até mais criminosas” (Pereira, 2020).

O relatório da Fenaj (2022, p. 23) sobre a violência contra jornalistas aponta três casos de agressões verbais e ataques virtuais ocorridos na Paraíba. Os dois primeiros casos foram contra mulheres jornalistas, uma com atuação no rádio e outra em jornal impresso, quando realizavam cobertura da visita protocolar da primeira-dama do Brasil à Paraíba. O outro caso é de um jornalista, editor de blog.

Crítérios de noticiabilidade

Para entender como um fato se torna notícia, é preciso avaliá-lo no campo dos valores-notícia, os atributos que orientam todo o seu processo (Silva, 2005). Para as análises dos acontecimentos noticiáveis/noticiados, a autora sistematizou uma tabela desses valores-notícia. E, com base nisso, analisou-se os critérios de noticiabilidade, utilizados pelo telejornalismo da TV Cabo Branco, para anunciar a morte dos jornalistas mortos por Covid-19 na Paraíba.

Da lista de 18 jornalistas falecidos por Covid-19, na Paraíba, que aparecem na lista da Fenaj, Sindjor e mais um caso que contabilizamos nesta pesquisa, 12 foram anunciados pela emissora.

Na maioria dos casos, foi utilizado como imagem apenas a foto do jornalista falecido, com matérias de no máximo 38 segundos. Porém, 3 casos chamaram atenção pela exuberância das matérias.

O caso de um ex-apresentador da emissora que teve sua morte anunciada em reportagem de 11 minutos, com exibição de seus trabalhos jornalísticos e depoimentos de seus colegas de imprensa.

Outro caso foi de um dos mais antigos radialistas e professor universitário que recebeu um espaço de 7 minutos e 28 segundos, com a sua trajetória jornalística, entrevistas com familiares e colegas.

O terceiro caso foi de um jornalista, professor e escritor, que formou gerações de jornalistas em 30 anos. Essa matéria teve duração de 3 minutos e apresentou sua trajetória e depoimentos de ex-alunos.

Analisando, a partir dos valores-notícia de Silva (2005), todas as matérias se utilizam dos critérios de proximidade e proeminência. Cabe ressaltar que os três casos mencionados neste artigo, de jornalistas que tiveram a sua morte destacada pelo telejornal, incorporaram as características que envolvem a proeminência, que são a notoriedade, celebridade, posição hierárquica, elite, sucesso/herói.

« Combattre le mâle ». La légitimation des savoirs féministes au sein de la profession journalistique dans le contexte post-#MeToo.

Claire Ruffio

Initialement lancé il y a plus de dix ans par la militante féministe new-yorkaise Tarana Burke, le slogan « #MeToo » est désormais irrémédiablement associé à l'intense mobilisation numérique transnationale, relayée à l'automne 2017 dans le contexte des révélations de violences sexuelles commises par le producteur américain de cinéma Harvey Weinstein. Salué pour l'ampleur inédite de sa résonance par-delà les frontières états-uniennes, le mouvement #MeToo n'en a pas pour le moins fait l'objet d'une réception journalistique unanime. Selon leurs détracteurs, en révélant l'identité des individus mis en cause pour leurs comportements sexistes, les témoignages publiés sous le #MeToo dessineraient les contours d'une « chasse aux sorcières » des temps modernes, d'une « nouvelle Inquisition puritaine », par le recours au « tribunal médiatique ». Si les tribunes, chroniques et interviews réprobatrices ont le plus souvent été signées de personnalités publiques plus ou moins étrangères aux rédactions (auteurs, essayistes, artistes), plusieurs journalistes ont fait le choix d'assumer leur hostilité vis-à-vis dudit « mouvement de libération de la parole » au travers de publications nominatives. Qu'il soit considéré comme l'élément déclencheur de la nécessaire remise en cause d'une recherche d'objectivité illusoire, ou comme l'exemple parfait de la dérive militante des médias traditionnels, le traitement journalistique réservé à #MeToo pose la question du rôle des journalistes confrontés aux combats politiques de leur époque. Dans ce cas précis, l'on peut se demander comment l'intense médiatisation des violences sexuelles et sexistes faisant suite au mouvement numérique #MeToo a participé de la redéfinition du modèle traditionnel de l'excellence journalistique, par la légitimation d'une conception antisexiste. Comment l'attention journalistique nouvellement accordée à ces enjeux a-t-elle favorisé l'importation de schèmes d'analyse féministe au sein des rédactions ?

Afin de répondre à ces questions, nous fonderons cette présentation sur les résultats d'un travail doctoral en cours, mené sur les transformations du cadrage journalistique du viol par la presse écrite française entre 1980 et 2020. Dans une recherche de relative représentativité du paysage journalistique français, près de 6 000 Unes et articles publiés sur le sujet par quatorze journaux distincts ont été analysés. Ont été retenus pour les besoins de cette comparaison trois quotidiens nationaux (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*), trois quotidiens régionaux (*Le Parisien*, *La Dépêche du Midi*, *La République du Centre*), quatre hebdomadaires d'actualité (*L'Express*, *L'Obs*, *Le Point*, *Valeurs Actuelles*), ainsi que quatre titres d'information spécialisée féminine (*Elle* et *Marie-Claire*), sportive (*L'Equipe*) et économique (*Challenges*). Cette large sélection de journaux témoigne de notre volonté de ne pas restreindre l'analyse aux quelques titres nationaux d'information générale les plus fréquemment étudiés, à savoir *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*. Les données ainsi collectées nous permettent à la fois d'observer les conditions de mise à la Une du viol ces quatre dernières décennies, et d'identifier les transformations des manières de le traiter : de quelles configurations du viol ces journaux traitent-ils (intrafamiliaux, conjugaux, commis par un inconnu, etc.) ? Le viol est-il l'élément central de l'article ou plutôt cité à titre illustratif ? De quelle façon le viol est-il qualifié en titre et chapeau de ces publications ? Sous quel angle est-il traité ? Quels profils d'acteurs (judiciaires, politiques, associatifs, de santé, etc.) les journalistes sollicitent-ils pour commenter ce sujet ? Cinquante entretiens semi-directifs ont par ailleurs été conduits auprès de cinquante-cinq co-producteurs de l'information sur le viol (journalistes et sources), afin de confronter l'analyse de contenus médiatiques aux représentations du sujet défendues par les principaux intéressés.

A travers cette contribution, nous suggérons que l'influence de #MeToo sur les mutations de la couverture journalistique des violences sexuelles et sexistes s'explique en partie par la conversion symbolique de l'engagement féministe de (femmes) journalistes en compétence professionnelle distinctive. Il s'agit autrement dit de montrer comment #MeToo a favorisé la légitimation de visions féministes du monde social, contribuant à remettre en cause certaines pratiques d'écriture journalistique sur ces thèmes. A cette fin, nous évoquerons dans un premier temps le processus de stigmatisation traditionnelle des savoirs et savoir-faire féministes observé au sein des rédactions de presse écrite, et veillerons à en interroger aussi bien les motivations que les conséquences multidimensionnelles. Nous chercherons par la suite à montrer et expliquer le retournement partiel du stigmatisme féministe au sein des rédactions étudiées. La centralité du rôle joué par quelques femmes journalistes ouvertement féministes, récemment nommées à des postes de responsabilité au sein de leur média respectif, ainsi que les efforts déployés par certains journaux particulièrement investis dans la dénonciation du sexisme pour mettre en scène la fiabilité de leurs publications, seront ici examinés. Nous discuterons enfin des ressorts et conséquences de l'intérêt nouvellement porté par des hommes journalistes à des questions jusque-là encore assignées au genre féminin, sur la (re)définition de la division sexuée du travail journalistique. Largement perçu par les rédactions comme « risquée » à de multiples titres (juridique, réputationnel, éthique), la poursuite d'une enquête d'initiative pour violences sexuelles semble inégalement profiter aux femmes et hommes journalistes, cristallisant par conséquent les inégalités de genre dénoncées depuis plusieurs années par différentes organisations professionnelles de femmes journalistes.

Combattre les assignations : stratégies et pratiques professionnelles de journalistes minorisé.e.s en Belgique Francophone

Elena Louazon

En Belgique francophone, la profession de journaliste apparaît dans plusieurs enquêtes démographiques comme un métier d'hommes, diplômés, issus de milieux aisés, nés en Belgique de parents belges (Van Leuven et al., 2019). Les rédactions sont également décrites comme des espaces où règne une ambiance et des normes professionnelles masculines (Le Cam et al., 2021). En prenant en compte ces deux aspects, cette

communication s'intéresse à l'expérience professionnelle de journalistes qui appartiennent à des groupes minorisés, et plus spécifiquement à l'articulation entre l'identité professionnelle et l'identité personnelle de ces personnes. Une vingtaine d'entretiens réalisés dans le cadre d'un projet de thèse révèlent en effet de nombreux moments d'assignations au quotidien pour ces journalistes. Les assignations sont comprises comme le fait « [...] *[d'] attribuer à une personne une place, une fonction, un rôle, et plus particulièrement, attendre qu'elle le performe en se conformant aux attentes sociales [...]* » (Damian-Gaillard et al., 2014). Ces assignations –qui sont vécues par les journalistes qui les subissent comme une remise en cause de leur professionnalisme- (Ruellan, 2007) peuvent prendre des formes diverses : la conversion de leur couleur de peau, leur identité de genre et/ ou leur orientation sexuelle en compétence, ou au contraire en incompétence (Bereni et Noûs, 2020) ; mais aussi l'assimilation de ces caractéristiques à la non-neutralité voire à une forme d'engagement.

Cette communication cherche à comprendre comment les assignations rapportées par les enquêtés se réalisent à travers des pratiques et des routines professionnelles, et comment les journalistes qui en font l'objet se défont de ces assignations. L'enquête s'appuie sur dix-huit entretiens semi-directifs ainsi que sur des échanges audio WhatsApp avec des personnes qui se reconnaissent comme appartenant à une catégorie minorisée : neuf personnes racisées et treize personnes LGBT (quatre personnes s'identifient dans les deux catégories).

La catégorie « minoritaire » est mobilisée en opposition à celle de « majoritaire » (Guillaumin, 1972), non pas pour désigner une réalité numérique, mais plutôt pour évoquer une expérience partagée de minoration et de discrimination (Wirth, 1945) qui fonde une expérience sociale commune (Dahan et al., 2020). Cette approche permet de s'intéresser aux processus et mécanismes par lesquels des catégories sont produites (Kergoat, 2021). Le terme « minorisés » plutôt que « minorités » est privilégié dans le but de mettre l'accent sur le processus de minoration (Guillaumin, 1972) dont ces personnes font l'objet en faisant l'hypothèse que les moments d'assignations décrits en entretien constituent une partie intégrante de ce processus.

La première partie de cette communication vise à expliciter la nature des assignations et les contextes dans lesquelles elles se manifestent. Il apparaît dans les entretiens que ces moments d'assignations se confondent souvent avec des enjeux éditoriaux et se réalisent dans des moments clés : lors des propositions de sujets, lors des conférences de rédactions, lors des entretiens d'embauche ou d'évaluation mais aussi de manière perlée dans la vie quotidienne de la rédaction. Ils se manifestent notamment par des doutes sur le professionnalisme de ces journalistes : on leur prête au mieux une incapacité à avoir une parole universelle, au pire une intention cachée dans toutes leurs productions journalistiques. Ces assignations sont donc souvent voilées derrière des considérations éditoriales elles-mêmes modelées dans des pratiques routinières.

La seconde partie de cette communication vise à mettre en lumière la manière dont les journalistes qui subissent ces assignations y répondent, en produisant tout un ensemble de stratégies et de discours.

- Une première manière de répondre consiste à « renverser le stigmate » et tenter de convertir son vécu ou son identité en expertise voire en compétence. Cette technique est liée à l'espoir d'obtenir une forme de rétribution professionnelle à moyen terme. Cela se réalise de plusieurs manières, notamment se positionner en « consultant diversité » de sa rédaction, incarner de manière active son expertise ou se positionner en « dernier filtre de relecture » de sa rédaction.
- La deuxième méthode consiste à se réapproprier des discours professionnels autour de l'éthique journalistique et de la déontologie, parfois mobilisée de manière indirecte contre elles et eux. La principale méthode consiste à replacer chaque remarque, chaque assignation subie, sur le terrain de la déontologie et du professionnalisme. Cela passe par connaître quasiment par cœur le code de déontologie pour pouvoir le mobiliser et se défendre en cas de besoin.
- La troisième méthode consiste à mettre en cause le socle épistémologique même du journalisme et à exprimer un regard critique et dévalorisant sur certaines normes

déontologiques et éthiques et certaines pratiques professionnelles. Cette stratégie refuse de répondre aux assignations par des arguments. Elle consiste notamment à décrire le journalisme comme un engagement de manière inhérente, resituer les enjeux de non-discrimination et de représentativité comme des enjeux déontologiques dont le non-respect devrait être sanctionné et porter une critique forte sur la position sociale que se donne le groupe professionnel.

Malgré ces mécanismes de compensation, on insistera en conclusion sur les effets psychologiques et professionnels à moyen et long terme de ces assignations répétées au quotidien. On observe ainsi le développement d'un « stress minoritaire » (*Minority stress*), un stress chronique lié à la crainte d'être victime de discriminations parfois par anticipation, et au sentiment de marginalisation intellectuelle. Dans les rédactions, cela mène à des comportements d'auto-censure, de fort self-control, ou à des tentatives de cacher son identité. Tout cela contribue chez certains et certaines, en particulier chez femmes et les personnes racisées, à provoquer un désengagement professionnel progressif et silencieux, qui peut aboutir à un départ de la profession.

9/12 - 14h-15h45

Panel 5 : Les luttes internes - As lutas internas

Présidence de séance - Mediação: Manon Libert

La dénonciation du machisme et des climats toxiques dans les salles de rédaction : le prochain grand combat des journalistes ?

Samuel Lamoureux

J'aimerais aborder dans cette communication les combats des journalistes, ou plutôt, dans une dimension prospective, des prochaines grandes luttes qui pourraient regrouper les journalistes autour de revendications communes. J'argumenterai ici que les mouvements de dénonciation contre les climats toxiques dans les salles de rédaction pourraient représenter une lutte d'importance stratégique dans les années à venir. Plus précisément, mon argument sera que ces luttes de genre sont aussi des luttes de classe. Ma présentation sera divisée en trois segments : je reviendrai d'abord sur le problème qui est d'analyser le journalisme comme un processus de travail, je résumerai ensuite ma méthode inspirée de la *workers inquiry* (enquête ouvrière), et je terminerai avec une étude des récents mouvements de dénonciation du machisme et des climats toxiques.

Commençons. Pourquoi est-ce si difficile de penser le journalisme comme un travail, et plus précisément comme un processus de travail. Je pense qu'il y a trois obstacles à ce type d'analyse.

De un, les études journalistes sont traversées par un biais libéral qui lie constamment le journalisme à la démocratie. Cela fait en sorte que les journalistes sont souvent représentés comme des superhéros de la vérité dans les livres d'histoire sur le journalisme, et non comme de simples travailleurs et travailleuses. Il a fallu attendre un récent « labor turn » (tournant du travail) pour changer les choses. De deux, les études journalistiques sont aussi hantées par un biais fonctionnaliste qui est mis de l'avant par la sociologie des identités professionnelles. Cette sociologie est pertinente, mais sa domination dans le champ surreprésente les enjeux liés aux mutations des identités et non aux luttes de classe. Il y a cette idée pour cette sociologie que toute l'histoire du journalisme pourrait être résumée en une adaptation constante des individus face aux mutations de leur industrie. Comme le dit Pereira (2022) : « Analyzing these career choices shows how individual motives are constantly adapting according to the interactions and the structure of the labor market ». Une approche critique qui revisite les concepts d'exploitation, d'aliénation et de composition de classe pour le travail culturel montre plutôt que les journalistes peuvent changer leur industrie grâce à de la mobilisation collective. Un troisième obstacle vient de l'attention de certains chercheurs et

chercheuses au concept de santé mentale. Une récente littérature, à laquelle je participe, s'intéresse en effet au déclin de la santé mentale des journalistes. Or ces recherches s'appuient la plupart du temps sur le champ de la psychologie cognitive comportementale. Les journalistes sont ici individualisés comme devant seulement apprendre à « gérer leur stress », une conception qui ignore le contexte plus large de la santé au travail. Or, comme l'a proposé Canguilhem face à la médecine positive : la guérison n'est pas un retour à l'état normal, mais plutôt la conquête d'un pouvoir d'agir.

Pour s'opposer à ces approches et pour réellement tenter de penser le journalisme comme un travail, ma recherche réinvestit le journalisme grâce à certains concepts de la théorie critique et de la sociologie du procès de travail. C'est le cas entre autres du concept de composition de classe. Ce concept, tiré du cadre analytique de l'autonomie italienne, indique que les luttes ne disparaissent jamais sur les lieux de travail, au contraire ces dernières ne font que s'adapter à la subjectivité politique des travailleurs et des travailleuses. Le concept de classe sociale se transforme ici en expérience de classe – une expérience qui dépend de la socialisation des travailleurs aux différents points de production. Ma méthode réinvestit également la corecherche italienne : celle de la *workers inquiry* (l'enquête ouvrière), qui propose une vision autonome et vitaliste du procès de travail. J'ai plus précisément interviewé 22 journalistes tout en adoptant la méthode du journal intime avec cinq d'entre eux. Il s'agissait de suivre des journalistes pendant plusieurs semaines pour comprendre la variation de leurs cycles de subjectivités.

Une telle conception théorique et méthodologique permet, il me semble, de mieux expliquer les mutations des combats des journalistes au sein des salles de rédaction. On pourrait croire, en suivant notamment les bourdieusiens (Accardo, 2017), que les journalistes sont des petits-bourgeois qui ne peuvent pas se regrouper autour de revendications communes. Cette vision rend toutefois mal compte de la polarisation ou plutôt de la fragmentation des expériences de classe. Certains journalistes se sont embourgeoisés, certes, mais d'autres ont aussi continué à lutter.

Dans les dernières années, plusieurs mouvements de dénonciation contre les climats toxiques, ont en effet émergé, autant aux États-Unis qu'au Québec qu'en France. C'est par exemple le cas du directeur général de CBS Leslie Moonves qui a démissionné en 2018, du présentateur vedette Chris Cuomo de CNN qui a été licencié à la fin de l'année 2021, du journaliste Jean-Jacques Bourdin de BFMTV qui a été visé par plusieurs plaintes d'inconduites sexuelles en 2022, ou encore, dans un cas plus près du Québec, de la présentatrice de Radio-Canada Pascale Nadeau qui a également démissionné en 2021. Des journalistes françaises ont même créé l'association #MeTooMedias en 2021 qui vise à supporter les victimes de machisme ou de sexisme dans le milieu journalistique. Dans ma thèse j'ai aussi interviewé des acteurs de ces mouvements (données que je présenterai lors de la présentation).

L'apparition de ces luttes est cohérente pour plusieurs raisons : 1, elles répondent à la division sexuée classique du travail dans les médias, mais aussi, dans le cas du Québec, à la domination d'un syndicalisme masculin (un syndicalisme de « gros bras »); 2, les mouvements de dénonciation sont facilités par la montée de l'usage des plateformes, mais aussi par la 4^e vague du féminisme; 3, les mouvements de dénonciation sont cohérents dans un paysage marqué par la montée de la résistance cachée (sabotage, tire-au-flanc, chapardage). Cela répond au déclin des résistances publiques neutralisées entre autres par la disparition historique du discours ouvrier mis de l'avant par les typographes dans les salles de rédaction - un discours neutralisé par celui de l'entrepreneur de soi.

Au final, les mouvements de dénonciation correspondent à la mutation de la composition de classe des journalistes, elles sont donc non seulement un discours qui porte sur le genre, mais aussi sur les expériences de classe. Comme le dit le marxiste autonome Harry Cleaver : « whatever new "class composition" is achieved, it only becomes the basis for further conflicts because the class antagonism can only be managed; it cannot be done away with » (1992, p. 7).

La réactivation de la Société des Journalistes d'une télévision locale belge francophone : un mécanisme de défense de la rédaction face à une nouvelle direction

Lorrie D'Addario

Notre communication analyse la tentative de réactivation de la Société des Journalistes (SdJ) comme mécanisme de défense au sein d'une télévision locale belge francophone confrontée à un nouvel environnement managérial. Dans un contexte de crise managériale et de difficultés financières, l'arrivée d'un nouveau directeur général qui a été porteur de changements, a provoqué des inquiétudes. Mais la réactivation de la SdJ ne sera qu'un combat perdu : une seule réunion sera organisée et il n'en ressortira rien de concret. Cette communication s'emploie donc à répondre cette question : comment expliquer l'échec de la mobilisation de la SdJ qui tente de livrer une bataille contre l'incursion hiérarchique de la nouvelle direction générale au sein de la rédaction ?

Nous faisons l'hypothèse que la renaissance de la SdJ trouve sa source dans la volonté de défendre, face à la nouvelle direction, l'autonomie de la rédaction, l'identité professionnelle des journalistes et son indépendance rédactionnelle. Si le travail des journalistes est fondamental, il ne peut être concrétisé sans le concours des autres professions, à l'instar des techniciens (Dupuy, 2013 : 138), le journalisme se concevant comme une pratique collective (Le Cam, Pereira, Ruellan, 2015 : 2). Nous nous inscrivons dans la proposition théorique de Strauss (1992) qui postule que la négociation constitue un paramètre générique des relations et des arrangements humains à l'aune du mandat généralisé, qui s'apparente, dans le cadre médiatique à donner l'information. Journalistes, cameramen, réalisateurs, rédaction en chef et direction générale sont autant d'acteurs qui doivent travailler de concert. Mais ce ciment symbolique qui fait tenir l'organisation peut masquer des divergences ou être remis en cause amenant à des négociations ou des confrontations entre acteurs ou débouchant sur des mécanismes de défense comme la SdJ.

Afin de comprendre pourquoi la réunion de la SdJ n'a été suivie d'aucune action concrète et a été un échec, nous développons, à travers une démarche méthodologique qualitative¹⁰, trois axes de réflexion : tout d'abord l'arrivée du nouveau directeur général. Ensuite, les jeux de pouvoirs et de territoires qui en découlent et enfin, le désenchantement des journalistes.

L'élément majeur qui va pousser la rédaction à tenir une réunion de la SdJ trouve son origine dans la tendance à la polyvalence du nouveau directeur général et son incursion dans la rédaction. La rédactrice en chef faisant fonction ouvre un briefing¹¹ en parlant des *"initiatives de la direction dans le volet rédactionnel"*. En effet, le directeur part en tournage ou procède à l'enregistrement d'interviews et certains journalistes le surnomment le *"producteur général"*. De sa propre initiative, le directeur se met dans des situations de travail où il est confronté à des engagements multiples (Datchary, 2012 : 31) et *"s'engage sur plusieurs « fronts »"* (Datchary, 2004 : 178). Sa tendance à la dispersion et son détachement de sa tâche principale viennent perturber certains journalistes. Si l'on se réfère au mandat généralisé de Strauss (1992), le directeur a pour mission d'assurer la bonne gestion du média afin que l'information soit délivrée. Force est de constater qu'il s'éloigne de celle-ci.

De plus la réactivation de la SdJ traduit une mosaïque de jeux de pouvoirs et des questions de territoires. Dans l'opposition rédaction-direction générale, la rédaction ne peut faire figure d'un camp solide. Elle ne présente aucune cohésion malgré l'apparente union de la SdJ et surtout, il y a une absence criante de solidarité (Goguelin, 2005 : 162) des membres par

¹⁰ Observation sur le terrain à raison de deux jours par semaine durant deux mois (février et mars 2022) et sept entretiens menés avec les acteurs concernés.

¹¹ Le 31 janvier 2022.

rapport au combat à mener. La SdJ aurait pu aussi être vue comme un organe intermédiaire de défense de la rédaction. Cependant, ce n'est pas le cas en raison de luttes de pouvoir internes. Notamment entre le chef des sports et la rédactrice en chef faisant fonction. Lui, se définit comme nouveau président de la SdJ et elle, l'accuse d'instrumentaliser cet organe. Il n'hésitera pas à nous dire qu'il envisage d'aller voir la direction afin de proposer sa candidature comme rédacteur en chef dans les mois à venir et que *“si ça continue comme ça, dans six mois, tout le monde sera contre la rédactrice en chef”*. Cette dernière est relativement aux faits de la tentative de sabotage et d'instrumentalisation de la SdJ de la part du chef des sports. Le directeur, de son côté, se défend de toute immixtion au sein des contenus. Des discours des journalistes ressort une forme de combat autour de l'enjeu de la centralité de la rédaction au sein du média.

Enfin, le désenchantement des journalistes est un facteur explicatif de ce combat perdu. Ils ne sentent pas défendus par la rédactrice en chef et ne voient pas en elle une porte-parole digne de ce nom. Et ils sont démotivés par le manque de reconnaissance de la part du nouveau directeur, qui coïncide avec un changement de politique de gestion (Dubar, 1991 : 222). Il ne leur accorde aucune considération, remet en doute leurs compétences, silence¹² la rédaction et les journalistes et remet en cause l'indépendance journalistique, faisant dominer le commercial sur l'éditorial (Lardeau 2020 : 131). Dans les couloirs, on dit qu'il souhaite *“la mort du journalisme”*. Il cherche à imposer une redéfinition du mandat généralisé et de la place des acteurs qui y contribuent sans laisser beaucoup de possibilité à une renégociation collective. La rédaction semble avoir déclaré forfait et ne souhaite plus vouloir se battre face au directeur général dont le règne s'impose à tous, à travers même la rédactrice en chef qui ne manque pas de rappeler dans une communication agressive aux membres de la rédaction que la porte de sortie n'est pas loin s'ils n'adhèrent pas au nouvel ordre établi. Ainsi, le mécanisme de défense qui s'enclenche à travers la SdJ est aussitôt mis entre parenthèses pour une durée indéterminée, la rédaction baignant dans une forme de fatalisme et de déconsidération assez avancée.

A comunicação em disputa dentro das organizações: as tensões no trabalho dos jornalistas nos setores de comunicação dos Institutos Federais

Ana Maria Teles*

Dione Oliveira Moura

A proposta de pesquisa aqui apresentada é um recorte de pesquisa de doutoramento em desenvolvimento da primeira autora e se constrói a partir de uma abordagem exploratória tendo como observação o jornalista que trabalha em organizações públicas brasileiras. Ao investigar o trabalho deste profissional que atua em comunicação organizacional e nas assessorias de comunicação, uma particularidade do Brasil, situação em que os jornalistas ocuparam paulatinamente esse setor, falaremos sobre o jornalismo enquanto uma profissão que vem passando por transformações.

A metodologia do que foi realizado nesta etapa consiste em levantamento de dados abertos em portais do Governo Federal, como o Painel Estatístico de Pessoal e Portal da Transparência e aplicação de questionário *on-line*¹³, à semelhança do realizado por Mick e Lima (2013); LIMA; *et.al.* (2022), para a produção do perfil do jornalista brasileiro.

¹² Notamment dans sa première allocution au personnel lorsqu'il présente le “nouveau mode d'emploi” de la télévision.

¹³ Questionário on-line aplicado entre 28 de setembro e 08 de outubro de 2021 a 29 jornalistas que atuam em Institutos Federais do Brasil, para a banca de qualificação da tese. O questionário respondido contempla eixos como perfil demográfico, formação profissional, atividades desempenhadas e satisfação com o trabalho.

O problema de pesquisa situa-se em torno da atuação dos jornalistas nos setores de comunicação de organizações públicas: um profissional que parece apresentar uma tensão e receber uma enorme pressão de gestores, servidores e comunidade por estarem em um trabalho que ora se volta para a comunidade interna, com divulgação e *accountability* para a comunidade interna, e ora tem o desafio de fazer a prestação de contas, a divulgação institucional e a divulgação científica, no caso de instituições de ensino e pesquisa, para a comunidade externa, seja por mídias próprias ou com outras já consagradas.

Quando Ruellan (2004) escreve sobre a dificuldade de se perceber quem é jornalista na França muito se deve ao fato de que os jornalistas assumiam simultaneamente várias funções, o que identificava o jornalismo por meio de seus ambientes de trabalho e não de atividades, extrapolando leis e jurisprudência. A definição de quem seria ou não jornalista ficava por conta de situações jurídicas que iam além dos parâmetros convencionais, descreve o autor. A aplicação do estatuto legal do jornalista enfrentava problemas que se relaciona à diversidade de tipos de organização e à mutação das funções desses profissionais, conclui o autor.

Sob a visão de outros autores, as organizações e associações profissionais também são criadas, em função do trabalho, para dar ao público leigo, a ideia de uma aparente unidade na categoria, que se materializa por acordos como códigos de ética, licenciamento e as principais associações profissionais (BUCHER; STRAUSS; 1961).

A perspectiva teórica utilizada nesta pesquisa envolve as representações de papéis de Goffman (1985), em que ele compara a sociedade ao teatro onde as pessoas são como atores que assumem determinados papéis a serem desempenhados no palco; e a perspectiva de segmentos adotada por Bucher e Strauss (1961). As representações são dinâmicas e móveis, podem ser tomadas como tudo aquilo que tem uma relação com a leitura que os membros de uma sociedade fazem sobre o mundo. Estão intimamente ligadas a seus contextos históricos e sociais por um movimento de reflexividade, sendo produzidas em um bojo de processos sociais e também dinamizam e condicionam determinadas práticas sociais enquanto sentidos construídos e cristalizados (FRANÇA, 2004).

Os dados que trazemos nesta pesquisa, de acordo com o disponibilizado no Portal da Transparência e no Painel Estatístico de Pessoal em junho de 2022, 298 jornalistas fazem parte do quadro de servidores técnicos-administrativos dos Institutos. Em uma divisão de gênero apenas entre masculino e feminino, são listados 98 homens e 200 mulheres, ou seja, as mulheres predominam na atuação no serviço público nos Institutos Federais, 67%, assemelhando-se ao percebido na pesquisa nacional com os jornalistas brasileiros (LIMA; MICK; [et al]; 2022), uma categoria majoritariamente feminina e com faixa etária entre 31 e 40 anos.

Nossa pesquisa se insere em um contexto de abordagem da profissão de jornalista dentro de uma instituição e mais especificamente uma instituição pública, ou seja, referindo-se principalmente à comunicação organizacional, à assessoria de comunicação e à comunicação pública. No caso de organizações públicas, a grande maioria das pessoas que ali trabalham, e a totalidade dos nossos respondentes, ingressaram por meio de concurso público, por isso, a percepção destes profissionais sobre o trabalho que realizam, se enquanto jornalistas de uma instituição fazem comunicação pública, temos a representação de papéis, de acordo com o Goffman (1985), situada nas seguintes dimensões:

- i- interesse público acima dos interesses da instituição,
- ii- a prestação de contas/transparência (*accountability*) e a divulgação de informações públicas,
- iii- comunicação com a comunidade/divulgação.

De forma inicial, pudemos perceber, após o levantamento, que os jornalistas dos Institutos Federais (Ifs) seguem uma trajetória de terem sido estagiários e de terem atuado em assessorias de imprensa/comunicação, uma segmentação dentro do jornalismo, por isso, a disputa, mesmo que silenciosa, que envolve a definição de qual prática jornalística é a mais legítima entre a categoria: os que trabalham na mídia e aqueles que trabalham fora dela sobre a constituição do verdadeiro jornalismo.

Muito embora possa haver, nos dias atuais, um embricamento da terminologia

trabalhador de mídia e fora da mídia, ainda consideram-se como trabalhos diferentes o exercido em veículos de mídia e em organizações, muito representado pelas rotinas produtivas. E são justamente estas atividades características do jornalismo que fazem com que o jornalista do Instituto Federal se identifique com a categoria.

Dentro das organizações, a relação de poder entre os atores e o contexto em que se situam as disputas de poder, nos possibilita entender as estratégias utilizadas pelos profissionais na condução das representações de papéis criando até segmentos dentro de um segmento já existente. Na carreira do jornalista do Instituto Federal existe o comunicador público, o assessor de comunicação, o servidor público, o divulgador científico, o jornalista de mídia, enfim, papéis condicionando a relação entre esses grupos à prática de negociações de convivência que deverá ser satisfatória para todos os envolvidos.

Assim, os diferentes papéis ocupados pelos jornalistas nos Institutos Federais colocam a comunicação em disputa nestas organizações devido às várias vertentes que precisam ser atendidas simultaneamente pelo mesmo profissional resultando em tensões no trabalho dos jornalistas que atuam neste contexto de comunicação organizacional destas instituições públicas.

Outros aspectos desta pesquisa estão disponíveis no capítulo *O papel do jornalista do Instituto Federal na Comunicação Pública: percepções dos profissionais* (TELES; MOURA; 2022) onde os profissionais responderam à pergunta se acreditam fazer comunicação pública por estarem em uma instituição pública. De uma maneira geral, eles respondem positivamente à questão e relacionam aspectos como transparência, acesso à informação e divulgação à comunidade.

* A pesquisadora obteve o apoio da FAPDF para participação no evento.



Jornalismo no combate à pandemia: a exploração dos bastidores dos jornalistas como defesa do compromisso profissional na campanha Fatos e Pessoas do Grupo Globo

Rodrigo Martins

A pandemia de covid-19 e o cenário de desinformação ampliaram o desgaste dos meios de comunicação e a crise de credibilidade já enfrentada pelo jornalismo (Christofolletti, 2019). No período, aumentaram os questionamentos a veículos de imprensa e seus profissionais, que se tornaram alvos frequentes de ataques por grupos da sociedade e agentes públicos (Renaut, 2020). Esse contexto também acarretou mudanças na produção jornalística, em especial televisiva, que assumiu uma postura pedagógica, ao informar e tirar dúvidas da população sobre a doença e expor elementos dos bastidores do trabalho, como os procedimentos para higienização de equipamentos, utilização de máscaras e cuidados para prevenção contra a covid (Martins et al., 2020; Oliveira & Gradini, 2020). Essa exposição dos bastidores costuma ser utilizada para reforçar a credibilidade no trabalho jornalístico ao demonstrar transparência, competência e proximidade com o público. A estratégia também se faz presente quando telejornais utilizam a redação como cenário ou expõem partes dos processos produtivos em reportagens, programas ou conteúdos circulados em plataformas de redes sociais digitais (Martins, 2017). Durante a pandemia, a exposição dos bastidores é um dos elementos centrais da campanha institucional Fatos e Pessoas, do Grupo Globo. O

lançamento da campanha, na edição de 10 de junho de 2021 do Jornal Nacional, foi marcado por um tom emocional dos apresentadores e encerrou com um movimento de câmera pela redação que apresentou seus profissionais (G1, 2021). Destacamos que as campanhas institucionais costumam ser utilizadas por emissoras para consolidar seu modo de endereçamento, a forma com que a emissora propõe se relacionar com sua audiência (Hartley, 2004), e que o modo de endereçamento, no telejornalismo, se articula, entre outros elementos, no pacto sobre o papel do jornalismo firmado entre produção e audiência (Gomes, 2011). Nessa perspectiva, tomamos a campanha como objeto para investigar como o jornalismo do Grupo Globo busca estabelecer seu modo de endereçamento e qual o papel dos bastidores no pacto sobre o papel do jornalismo que se propõe à audiência a partir da campanha. Com base nas teorias da enunciação (Fiorin, 2005, 2010), a pesquisa analisa o discurso construído nos cinco vídeos que integram a campanha, a partir dos textos e das imagens a ele associadas, nos níveis profundo, narrativo e discursivo. Os cinco vídeos da campanha apresentam imagens de bastidores da atuação de profissionais do grupo, na redação e nos corredores da empresa, enquanto se preparam para entrar ao ar, higienizam instrumentos de trabalho e falam ao telefone; algumas imagens registram os profissionais em ambiente doméstico. As imagens se somam a trilha instrumental lenta e áudios em que profissionais conversam com familiares e justificam a ausência e distância e reforçam que, apesar da saudade, o distanciamento é necessário, uma vez que, pela profissão, não podem deixar de trabalhar de forma presencial. Em um dos áudios, um jornalista pede a alguém que explique às crianças que “apesar de eu não ser médico [...] como jornalista, eu tenho que sair, porque eu não posso parar o trabalho” (TV Globo, 2021). Em todos os vídeos, se apresenta, escrita na tela, a seguinte mensagem: “Esses áudios são reais. E foram enviados por nossos jornalistas e seus familiares durante a pandemia. Jornalismo é assim: feito por gente de verdade. Como você. Para construir uma ponte segura entre fatos e pessoas” (TV Globo, 2021). A análise discursiva, permite identificar, no nível profundo do texto, a relação entre o pessoal e o profissional. Ainda que se estabeleça uma valorização do segundo, as mensagens mostram os profissionais abdicando do resguardo pessoal e do convívio familiar pelo exercício da profissão, mas o texto escrito na tela aponta para uma aproximação entre esses valores, ao indicar que o profissional é “gente de verdade”. A leitura é reforçada no nível narrativo, em que se explicita não a performance tradicional dos jornalistas, como apuração e investigação, mas a entrega e o sacrifício pessoal. No nível discursivo, as mensagens, associadas às imagens dos profissionais nos bastidores, reforçam a aproximação entre o profissional e o pessoal e também entre os jornalistas e o público. Essa aproximação se dá ao estabelecer que os jornalistas são “como você”. Percebemos que a campanha busca estabelecer um vínculo entre o jornalismo do grupo e a sua audiência que se baseia no reconhecimento do esforço individual e pessoal dos profissionais mais do que nos princípios institucionais da profissão. O pacto sobre o papel do jornalismo incorpora a ação dos jornalistas e a exposição dos bastidores e de parte da vida privada desses profissionais, como elemento de reforço de credibilidade.

9/12 - 16h-17h15

Panel 6 : Lutter pour l'information - Lutar pela informação

Présidence de séance - Mediação: Florence Le Cam

Jornalismo Local na Bahia: combate e resistência em defesa da informação

Ivanise Hilbig de Andrade

O trabalho que apresento hoje faz uma reflexão sobre o jornalismo local, a partir da análise de dados de uma pesquisa realizada por estudantes de graduação e de pós-

graduação da Faculdade de Comunicação da Universidade Federal da Bahia, sob minha coordenação. O mapeamento de práticas de jornalismo local na Bahia foi feito em parceria com o projeto Atlas da Notícia. O projeto é coordenado pelo Projor (Instituto para o Desenvolvimento do Jornalismo) em parceria com o Volt Data Lab, universidades, grupos de pesquisas e organizações da sociedade civil brasileiras. Entre 2020 e 2022, a equipe mapeou todos os 417 municípios da Bahia, que é o maior estado da região nordeste do Brasil, buscando veículos jornalísticos que produzem noticiário local. O mapeamento realizado está disponível para consulta na plataforma do Atlas, pelo link: www.atlas.jor.br. E as análises publicadas no livro “Jornalismo Local na Bahia: presenças, ausências e novas práticas” (ANDRADE e GUERRA, 2022), publicado este ano.

Os dados estão em constante mudança porque veículos abrem e fecham todos os dias. Mas o mapeamento permite visualizarmos, por exemplo, como esses veículos noticiosos estão espalhados de maneira desigual pelo território. Tal constatação nos leva a questionar sobre as presenças e ausências de noticiário local em uma comunidade. Nosso objetivo com essa pesquisa é compreender quais os impactos da mediatização na produção jornalística, mais especificamente, como as práticas de jornalismo local se reconfiguram em contexto de profunda mediatização.

Sabemos que o jornalismo, enquanto prática, tem sua origem essencialmente local. Os primeiros jornais impressos ou mesmo transmissões de rádio ficavam restritos a um espaço-tempo limitado. Nelson Traquina nos lembra que boatos, notícias sobre crimes ou mortes de pessoas conhecidas em uma localidade dominavam as páginas dos primeiros pequenos jornais que surgiram no século XVII. Porém, no atual contexto de mediatização e desenvolvimento de novas tecnologias digitais de comunicação, a própria ideia de local se reconfigura.

Esses novos “dispositivos técnico-semióticos” possibilitaram, como bem demonstra Eliseo Véron em seu último livro “La semiosis social 2”, a persistência e a autonomia das semioses mediatizadas pelos meios de comunicação. Com o cinema, a fotografia, a imprensa, fatos e acontecimentos que eram notícia apenas em uma localidade passam a circular também em locais mais distantes e em outra temporalidade, a depender da força de seus valores-notícia. A mediatização tem sido comparada a outros processos decisivos na humanidade como a globalização, a industrialização, a urbanização e a individualização. Um “meta-processo”, segundo Nick Couldry, que impacta as relações entre instituições e atores sociais. No caso do jornalismo, observa-se que a digitalização e a platformização estão possibilitando cada vez mais a produção, circulação e acesso a conteúdo informativo.

Diante dessa conjuntura global e atual ambiência midiática, a própria ideia de proximidade, como um valor-notícia, ganha novas perspectivas: não mais uma proximidade apenas física ou temporal, mas também uma proximidade cultural e de identidade. Conforme a professora Sonia Aguiar, é a proximidade identitária ou geográfica que difere o jornalismo local e/ou regional dos veículos de grande circulação nacional ou internacional. É o que define, também, qual conteúdo produzir e com qual audiência se comunicar dentro de um cenário social, cultural, econômico e político específico. Ou seja, as pessoas continuam buscando informações sobre o que acontece em seu entorno e que afetam o seu dia a dia. Por isso, o jornalismo local resiste e se reconfigura, trabalhando nas brechas e encontrando formas de existir.

Até o final de 2021, quando o último relatório do Atlas da Notícia foi finalizado, o Brasil contabilizava 13.734 veículos de comunicação noticioso em funcionamento. Entre eles, canais de televisão, emissoras de rádios, jornais impressos e sites. Na época, o mapeamento identificou quase três mil cidades brasileiras sem nenhum tipo de informação jornalística sobre o lugar onde vivem, o que totaliza pelo menos 30 milhões de pessoas. A desinformação já era apontada pelo geógrafo Milton Santos, na década de 1980, como um problema de pequenas e médias cidades brasileiras. Para ele, não se pode falar realmente em democracia e em cidadania se existe essa enorme disparidade na distribuição de informação entre as pessoas que vivem em um território. A existência de jornalismo local garante mecanismos que fortalecem estruturas democráticas, amplia a pluralidade de perspectivas e aumenta a participação da população na vida pública.

Na Bahia, são 826 empresas jornalísticas produzindo e distribuindo conteúdo informativo à população do estado. Esses veículos estão presentes em 251 dos 417 municípios baianos. Isto significa que 166 cidades ainda são consideradas “desertos de notícias”, ou seja, 39,8% das localidades do estado não tem nenhum meio de comunicação local registrado. Mais da metade dos veículos são sites ou blogs de notícias (446), seguidos por rádios (273), impressos (76) e canais de televisão (31). Os sites, em geral, são operados por equipes muito pequenas, às vezes de uma só pessoa. Tal realidade pode ser explicada pelo custo mais acessível para se manter um veículo digital em funcionamento. Os dados relativos ao número de canais de televisão e emissoras de rádio são coletados de um banco de dados fornecido pelo Ministério da Ciência, Tecnologia e Inovações, com base na quantidade de concessões públicas. Por isso, é necessário ainda um refinamento desse dado para que possa estar mais próximo da realidade.

Ao analisar os dados sobre o jornalismo praticado na Bahia observamos uma forte participação do digital no ecossistema mediático do estado; baixa atuação de jornais impressos, e os poucos que resistem se concentram em cidades-polos e na região metropolitana de Salvador. Além disso, verificou-se pouca interação via redes sociais digitais por parte dos veículos mais tradicionais como canais de TV e impressos.

Os sites e os veículos nativos de redes sociais, ou seja, aqueles que distribuem o noticiário apenas no Facebook ou listas de transmissão pelo WhatsApp, ajudam a preencher os vazios noticiosos. Porém, essa redução dos desertos de notícias não significa, necessariamente, melhor qualidade da cobertura jornalística. O avanço do digital reflete-se, em muitos casos, na maior precarização do trabalho do jornalista. Por isso, continua sendo muito importante que os veículos adaptem seus modelos de negócios para que fiquem mais adequados ao modelo editorial do produto. Também identificamos uma forte presença de rádios comunitárias ligadas a associações e entidades da sociedade civil produzindo noticiário jornalístico com periodicidade. Em muitas cidades, essas rádios são a única fonte de informação da população.

Concluindo, as observações apontam caminhos de pesquisa e tensionam, ainda mais, a noção até aqui entendida de jornalismo local. Nos levam a refletir sobre o jornalismo amador, os modelos de negócios de pequenas iniciativas, a participação das redes sociais na nova ambiência midiática, a circulação e (re)circulação da informação, o fortalecimento das rádios comunitárias, a formação dos profissionais que atuam nos veículos. O que podemos afirmar, contudo, é que o jornalismo local voltou a ser espaço de resistência para o jornalismo diante dos desafios impostos pela atual complexificação de nossa ambiência midiática.

Lutte pour la position, lutte pour le territoire professionnel. Le boundary-work des journalistes mainstream face à la réinformation.

Gael Stephan

L'expression « réinformation » est une étiquette revendiquée par une variété de sites internet ayant en commun d'être engagés dans une dénonciation virulente des médias dominants (Jammet et Guidi, 2017). Les médiactivistes (Cardon et Granjon, 2010) s'en revendiquant présentent en effet les médias conventionnels, et les journalistes, comme menteurs et dissimulateurs. Dans le même temps, ils promeuvent une lecture alternative de l'actualité, marquée par l'expression de positions ultra-conservatrices. Des travaux récents ont cherché à mieux cerner les critiques formulées par ces acteurs, en suivant les insultes qu'ils adressent aux médias conventionnels et aux journalistes (Mercier et Amigo, 2021), ainsi qu'en observant la manière dont les acteurs engagés dans ce monde social singulier s'attaquent à la légitimité des professionnels de l'information (Stephan et Vauchez, 2021)

Cette communication a pour objet de mettre au jour la manière dont les journalistes s'attachent à maintenir intact leur territoire professionnel, alors que celui-ci est remis en question par ces médiactivistes d'extrême droite qui contestent leur intégrité et leur honnêteté. À cette fin, l'analyse s'appuie sur la notion de travail de délimitation ou *boundary-work* (Carlson, 2015 ;

Gieryn, 1983). Il s'agit en effet pour les journalistes de procéder à l'expulsion des acteurs qui contestent leur autorité et leur légitimité dans la production d'informations et revendiquent la capacité de mettre en mots et en images l'actualité. Plusieurs travaux consacrés au travail de délimitation entrepris par les journalistes insistent sur la place accordée aux normes professionnelles et à l'éthique dans les rhétoriques alors employées (Hermida, 2015 ; Singer, 2015). Nous observons justement que ce sont ces valeurs professionnelles qui sont mobilisées au cours de ce travail d'expulsion.

Afin de développer cette dimension, nous avons constitué un corpus d'articles de presse dans lesquels les journalistes traitent des contre-médias de réinformation. Nous avons retenu trois quotidiens jouant un rôle central dans l'écosystème de la presse en France et réputés représenter différentes tendances éditoriales : *Le Figaro* (droite), *Le Monde* (centre-gauche) et *Libération* (gauche). L'analyse de contenu que nous proposons ici porte sur un corpus de 57 articles ayant en commun de consacrer des développements substantiels à ce phénomène.

Dans une première partie, nous observons la manière dont le travail de qualification des acteurs de la réinformation par les journalistes correspond à des logiques de disqualification. Ceci peut être appréhendé en premier lieu à travers les définitions du phénomène de la réinformation proposées par les journalistes. Si certaines sont descriptives, d'autres sont éminemment normatives. Auquel cas le médiactivisme de réinformation est renvoyé aux « déviances informationnelles » (Boullier, Kotras et al., 2021). Ceci apparaît clairement à travers deux dimensions : le vocabulaire employé pour désigner les initiatives médiactivistes relevant de la réinformation et la prégnance des articles de fact-checking dans le corpus. Les différentes définitions proposées par les journalistes mettent en outre l'accent sur un trait réputé commun aux différentes initiatives se réclamant de la réinformation : leur caractère militant. À travers les articles, l'ensemble formé par les initiatives médiactivistes est ainsi présenté comme une force politique se mobilisant en ligne autour de causes ponctuelles, ou plus durablement autour de valeurs partagées. Quelques articles vont ainsi insister sur l'incompatibilité de ce caractère militant avec la neutralité dont se targuent les journalistes.

La seconde partie s'inspire des développements de Matt Carlson (2016) consacrés au discours métajournalistique. Elle a pour objet de souligner que les manquements reprochés aux médiactivistes permettent de souligner l'existence de principes déontologiques et éthiques propres au journalisme. L'analyse du corpus a révélé l'importance accordée à deux principes. Le premier concerne la rigueur et la vérification des informations. Il est notamment affirmé à travers deux exemples montrant l'implication de médiactivistes de réinformation dans le relai de nouvelles erronées. Les médiactivistes se distingueraient donc des journalistes, qui mettent au cœur de leur activité la vérification des données et des témoignages qu'ils recueillent (Bastin, 2018). La précipitation de ces acteurs d'extrême droite à relayer des rumeurs – ou de faux documents – est de la même manière au cœur de plusieurs articles. La seconde dimension déontologique que permet de mettre en avant l'analyse est l'absence de transparence quant à la composition des équipes médiactivistes. Le souci pour cette question permet, en creux, de souligner le non-respect par les contre-médias du principe de responsabilité qui dirige l'activité journalistique, et engage normalement les journalistes et leurs rédactions.

A Experiência do OPJor: Observatório como Rede de Olhar Crítico Sobre a Mídia e de Combate à Desinformação

Sandra Regina Moura & José David Campos Fernandes

Este artigo relata a história do Observatório Paraibano de Jornalismo (OPJor), criado em meio à pandemia da Covid-19, e o analisa como uma experiência de resistência de uma rede de jornalistas, professores e pesquisadores que atuam, voluntariamente, em defesa da qualidade da informação jornalística.

Quatro vertentes norteiam este Observatório: crítica de mídia, combate à desinformação, monitoramento de acessibilidade e gestão da qualidade da informação

jornalística. Nessa perspectiva, o objetivo central do OPJor é contribuir com a melhoria do jornalismo, no que diz respeito à informação confiável, verificada, acessível e de qualidade, além de contribuir com o desempenho ético dos profissionais e organizações jornalísticas, públicas, privadas e mídia independente.

A ideia de criação deste Observatório surgiu, inicialmente, de reflexões de jornalistas e professores, em 2018. A discussão, que naquele espaço virtual mobilizou os espíritos reflexivos e críticos em relação ao acompanhamento da cobertura jornalística, no Estado da Paraíba, na região Nordeste do Brasil, inspirou o ambiente acadêmico a formatar e dar acolhimento ao projeto. Ainda em 2018, a participação de pesquisadores do Programa de Pós-graduação em Jornalismo (PPJ), da Universidade Federal da Paraíba (UFPB), com artigos sobre a experiência do *ombudsman* no jornalismo paraibano, no encontro da Associação Brasileira de Pesquisadores em Jornalismo (SBPJor), veio alimentar e retomar a ideia de criação do Observatório. Naquele momento, compartilhadas experiências no Grupo de Trabalho (GT) da Rede Nacional de Observadores de Mídia (Renoi).

Em 2020, o projeto de criação do OPJor foi elaborado e levado à apreciação pelos integrantes do Programa de Pós-graduação em Jornalismo da UFPB que aprovou, por unanimidade, a sua criação.

Desde o seu surgimento, o OPJor vem pautando as suas ações pelo irrestrito respeito aos direitos humanos, à liberdade de expressão exercida com ética, responsabilidade, legalidade, pluralidade e apartidarismo.

Para este artigo, a metodologia que utilizamos na análise consiste no monitoramento do programa Observatório Debate (criado em dezembro de 2021), no canal no Youtube, e do Blog (criado em agosto de 2021). Estes serviços são mantidos pelo OPJor e disponíveis, de forma gratuita, na internet.

Assim, este estudo se propõe a compreender esta iniciativa dessa rede de observadores muito além de uma ferramenta, mas na dimensão estratégica de comunicação com a sociedade neste contexto de resistência.

Ao analisarmos os conteúdos jornalísticos, suas formas de abordagem, seus embates, a partir dos produtos midiáticos (Programa e Blog), também exploramos neste trabalho o perfil de seus atores/observadores, suas práticas e o papel e o lugar do OPJor no contexto do jornalismo local e para a própria sociedade. Este estudo permitiu, assim, explorar as dinâmicas coletivas – desse grupo de observadores – que atravessam e alimentam a defesa da informação de qualidade, da proteção à ética jornalística e que se voltam, também, para mudanças de práticas jornalísticas que corroboram com o ódio, o preconceito e ataques às minorias sociais.

As análises neste artigo foram conduzidas, não apenas com base nos aspectos descritivos, mas basearam-se, também, na viabilidade e importâncias dos observatórios enquanto sistemas de responsabilização de mídia originados na sociedade civil, sem intervenção governamental. Eles constituem-se meios reguladores participativos e que contribuem para a melhoria da qualidade dos conteúdos midiáticos e engajamento da comunidade no processo de construção da notícia (Bertrand, 2002).

Para isso, o trabalho se apoiou nos estudos que consideram esses sistemas, a exemplo do Observatório, como “um misto de controle de qualidade, serviço ao consumidor e educação contínua”, os chamados MAS (Bertrand, 2002, p. 35). Entre as práticas relacionadas aos MAS, temos os programas de crítica de mídia que se apropriam da função metalinguística para discutir as próprias reportagens jornalísticas. Assim, o Observatório Paraibano de Jornalismo, visto como um programa de vigilância da cobertura jornalística, se aproxima dos sistemas de responsabilização apontados pelo autor.

Neste trabalho, vimos que o OPJor cumpriu, portanto, seu papel enquanto instrumento de cidadania à medida que as suas críticas se fundamentaram na comunicação como direito humano. Nesse sentido, o Observatório desperta uma consciência avançada da cidadania sobre o papel que a indústria cultural/informativa desempenha na democracia (Motta, 2008). Nesse cenário, o OPJor segue a linha dos observatórios que se transformaram em importante canal de atuação pública, perante os meios de comunicação, e num instrumento de reforço à democracia.

10/12

**Les combats des chercheur·es en journalisme :
réflexivité autour de nos normes et pratiques -
Os combates dos pesquisadores em jornalismo:
reflexividade em torno de nossos padrões e práticas**

10/12 11h15-13h : Panel 7

Présidence de séance - Mediação: Lise Ménalque

Chercheuse et Gilet jaune, chercheuse avec Gilets jaunes : comment collaborer en milieu académique ?

Mélanie Lecha

Alors que les modalités d'une science ouverte sont aujourd'hui largement débattues et encouragées, je souhaite dans cette proposition interroger la rigidité dans le respect d'un certain formalisme scientifique auquel on peut se soumettre (par automatisme, par convention...) dans la mesure où il est susceptible de mettre à mal la collaboration avec les citoyen·nes dans un processus de recherche qui se voudrait contributif (Stiegler, 2020).

En effet, la responsabilité de la communauté scientifique est importante dans la co-construction de savoirs, processus qui nécessite de prendre en compte les discriminations dont peuvent être victimes certaines fractions de la population à cause de biais classistes, racistes, genrés ou par l'exercice de forts déterminismes sociaux. A cet égard, un rapport rédigé en 2020 par le groupe IdéesLab de la commission canadienne pour l'UNESCO suggère d'aller « au-delà de la science ouverte » en formulant la nécessité de faire de la recherche un espace convivial en mettant en avant les valeurs de « coopération, de partage, d'amitié, de compassion, de compréhension et [le] refus de séparer la recherche de la vie et des valeurs personnelles des chercheurs et chercheuses. » (Chan, L., Hall, B., Piron, F., Tandon, R., et Williams, L., 2020). Si les SHS ont déjà fait couler beaucoup d'encre sur ces questions d'engagement ou de neutralité de la recherche (par exemple Naudier 2011), la littérature scientifique se fait moins prolixe sur les conditions de possibilité d'une réelle coopération avec les parties prenantes. Le rapport canadien conclue sur le fait que l'université devrait être un « espace ouvert pluriel et plurilingue, une science qui se fait avec et pour les communautés et où le savoir est ouvert et émancipateur », mais n'esquisse pas les moyens d'y parvenir. En revanche, il formule treize considérations dont voici la première :

Les gouvernements, les universités et les organismes de financement devraient soutenir des stratégies et des systèmes de cocréation et de partage des connaissances conçus conjointement pour et avec les communautés qu'ils desservent - en particulier les communautés qui ont été historiquement marginalisées ou exclues de la détermination de leurs propres besoins de connaissances. L'objectif est qu'elles retrouvent leur autonomie et leur gouvernance en matière de connaissances. (Chan et al, 2020 :12)

Ce qui est écrit ici dans une perspective décoloniale me semble, évidemment dans un autre sens, applicable aux classes sociales populaires contemporaines (Siblot 2015) concernant la production de savoirs relatifs au journalisme. En effet, de nombreux facteurs discriminent l'accès à la profession journalistique pour ces fractions de la population (Lafarge & Marchetti, 2011), mais c'est aussi dans leur représentation qu'elles sont minorisées et même historiquement stigmatisées (Derville, 1997 ; Baisnée, 2021). Il y a donc un vrai enjeu de co-construction des savoirs dans ce domaine.

En décembre 2021, Les Cahiers Costech annoncent l'organisation, sous la coordination de Ludovic Duhem, Edouard Bouté, Igor Galligo et Zakaria Bendali, d'un colloque avec projet de publication sous le titre : « Automédias, pour une fabrique populaire de l'information à l'époque de la post-vérité ». Cette rencontre est présentée comme un événement ouvert afin de permettre la discussion entre des citoyen·nes engagé·es ou non dans des pratiques automédiatiques et des chercheur·euses. Ces pratiques hétérogènes se sont développées avec une vivacité particulière pendant et avec la mobilisation des Gilets jaunes. Je me suis intéressée au cas des gazettes imprimées car j'ai moi-même participé à la publication de l'un de ces journaux en région lyonnaise aux côtés d'autres Gilets jaunes et j'ai soumis une pré-publication pour proposer une réflexion collective sur ces pratiques automédiatiques papier en contrepoint des initiatives à caractère informationnel diffusées via des canaux numériques. Ledit article propose de mettre en perspective mon expérience éditoriale avec celles de cinq autres Gilets jaunes investi·es dans des projets similaires, autour de trois entretiens semi-directifs.

Cette expérience de recherche a soulevé différents questionnements concernant ma position en tant que doctorante à différents moments du processus, mais c'est ici sur l'étape de rédaction de l'article que je voudrais m'arrêter. Afin de m'assurer du respect de la parole que m'avait confiée les discutant·es, je souhaitais qu'elles relisent l'article afin de m'autoriser à publier des citations extraites des entretiens avec leur nom. Je les invitais également à ne pas hésiter à me faire part de critiques ou de réflexions supplémentaires que leur lecture pourrait ajouter afin de travailler ensemble à la conception de l'article. Cependant, je n'ai jamais reçu de retour de la part de ces personnes, ce qui m'a amenée à m'interroger sur les conditions de possibilité d'une collaboration dans le respect du formalisme scientifique. Un autre style d'écriture ou de publication aurait-il pu encourager ou aider les discutant·es à participer au processus de relecture ? Comment créer les conditions de possibilité d'un travail de recherche contributif et convivial impliquant des personnes extérieures à la communauté scientifique ?

Pour répondre à cette question, je propose de présenter les travaux de chercheur·euses qui se sont engagé·es sur le sujet du formalisme scientifique en tension avec les principes d'accessibilité de la science ouverte (par exemple Olson 2009 ; 2015). J'explorerai ensuite des possibilités alternatives et conviviales de partage de travaux en m'appuyant sur des exemples repérés dans d'autres publications. Enfin, je présenterai deux versions de mon article, du plus au moins formel, et rendrai compte de la réception qu'en auront fait les discutant·es ainsi que d'autres publics non universitaires.

Violences contre les journalistes : comment concilier posture de chercheuse et posture d'engagement ?

Clémence Petit

Quand on a travaillé comme journaliste pigiste, entamer un projet de thèse sur le phénomène des violences contre les journalistes n'est que difficilement le fruit du hasard. Surtout si l'on a quitté prématurément la profession. Tandis que le choix de ce sujet a été guidé par mon expérience professionnelle, le cadre théorique utilisé pour l'analyser a été influencé par mon activisme citoyen en faveur des droits des personnes LGBTQIA+. C'est pourquoi la question de mon positionnement en tant que chercheuse vis-à-vis de mon sujet de thèse – l'analyse des formes de violences qui touchent les journalistes en Belgique francophone – est cruciale afin de garantir un équilibre entre la démarche scientifique, qui prévaut dans toute recherche doctorale, et la volonté de fournir un travail dont l'utilité dépasse les milieux académiques.

Outre la présentation de l'étude qui m'occupe, il sera donc question ci-dessous de la nature de ma posture et des garde-fous mis en place pour assurer non pas une position d'objectivité dont il est admis en sciences sociales qu'elle est un leurre (Vermersch, 2008 ; Grossmann, 2018), mais pour garantir une démarche scientifique honnête et rigoureuse en dépit des contraintes et biais inhérents à ma double casquette d'ex-journaliste et de chercheuse.

Toute expérience personnelle mise à part, le phénomène des violences contre les journalistes fait l'objet d'un net regain d'attention à l'heure actuelle. En cause : une hausse de certaines formes de violence, en fréquence et en intensité. En 2020, la Plateforme du Conseil de l'Europe chargée de renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes a recensé 201 alertes relatives à la liberté des médias, un chiffre 40% plus élevé qu'en 2019 (Conseil de l'Europe, 2021). En Belgique, les épisodes de violences et d'insultes à l'encontre des journalistes se sont multipliés depuis le début de la crise sanitaire (Boulet 2021 ; Comhaire 2021 ; SoirMag 2021 ; Moustique.be 2022 ; Touriel 2022).

Notre question de recherche est la suivante : comment les journalistes belges francophones décrivent et évaluent-ils les formes de violence qui pèsent sur leur travail quotidien ? Et partant, comment s'adaptent-ils et réagissent-ils à ces violences ? Dans quelle mesure les épistémologies traditionnelles du journalisme (objectivité-impartialité/engagement-opinion) sont-elles reconfigurées par la perception des violences pesant sur l'activité journalistique ?

D'emblée, mon intuition militante était que ces violences s'inscrivent dans une société traversée par des discriminations systémiques (racisme, sexisme ou LGBTphobie). Ce point de vue a été rapidement confirmé par la littérature : en effet, ce ne sont pas uniquement les violences directes mais aussi les violences structurelles et culturelles qui nuisent au bien-être et aux performances des journalistes, comme l'expliquent Julieta Alejandra Brambila et Sallie Hugues (2019) en se basant sur la théorie de la violence structurelle développée par Johan Galtung (1969). Les chercheuses expliquent que, lorsqu'on étend la définition de la violence aux violences structurelles, soutenues idéologiquement par la violence culturelle, les systèmes oppressifs du patriarcat, de la suprématie blanche, de l'hétéronormativité et du capitalisme sauvage apparaissent clairement (2019). Il est par exemple reconnu qu'en Belgique, les femmes journalistes courent plus de risques que leurs homologues masculins

de subir du cyberharcèlement ou d'être harcelées sexuellement sur leur lieu de travail, entre autres (Le Cam et al., 2021).

Bien que mon intuition ait été confirmée, une question cruciale demeure pour la suite : comment étudier le phénomène des violences contre les journalistes sans s'enfermer dans des à priori militants ? Comment éviter que ma démarche, inductive qui plus est, ne soit biaisée ? En effet, je ne revendique pas une position militante mais bien l'impartialité, au sens de « ne pas fausser la démarche d'enquête menée par des jugements pré-établis » (Grossmann, 2018). Ces craintes ne sont pas sans faire écho aux questionnements des sciences sociales sur l'engagement du chercheur et sa capacité à rendre compte des processus, outils et cadres de réflexion par lesquels il construit des connaissances et en discute les enjeux concrets, notamment politiques, pour le champ étudié. Cette exigence de réflexivité s'impose avec une acuité particulière en cas d'engagement et/ou de proximité avec son sujet d'étude, par exemple lorsque le chercheur est lui-même investi professionnellement dans le marché du travail analysé (Landour, 2013 ; Amiraux & Cefai, 2002 ; Standaert, 2016). L'enjeu va au-delà de l'idée, partagée presque unanimement, selon lesquelles les démarches de recherche de type ethnographique sont

« toujours, selon l'expression consacrée, plus ou moins "participantes" » (Schwartz, 1993, p. 270). Il s'agit de prendre conscience des effets qu'exercent des identités complexes de chercheur-es, évoluant à la fois dans le champ de la recherche scientifique et dans le champ du journalisme, sur le statut même du savoir produit. Le rôle des méthodes de recherche est, dans cette optique, essentiel.

Méthodologiquement parlant, notre volonté de construire un dispositif inductif, supposé laisser les réalités du terrain s'exprimer avec un maximum d'amplitude, s'est traduite par une approche en deux temps : d'abord une démarche exploratoire, suivie d'une phase d'entretiens individuels semi-dirigés avec des journalistes ayant été la cible de violences. La démarche exploratoire consiste en un questionnaire d'enquête comprenant plusieurs modules de questions directement centrées sur la sécurité et les conditions de travail des journalistes. Il est actuellement distribué dans plusieurs rédactions de Belgique francophone, selon une méthode d'échantillonnage par grappes qui « a comme avantage qu'il n'exige pas de disposer d'une liste de la population ; il suffit d'avoir la liste des unités des grappes tirées au hasard » (Simard, 2008, p.15).

Afin de limiter mon biais d'ex-journaliste – qui aurait pu me conduire à n'interroger que des rédactions connues, ou des personnes en vue ayant vécu des violences –, ces rédactions ont été tirées au sort après un recensement minutieux de l'ensemble des médias audiovisuels et de presse écrite de Belgique francophone.

Posture du chercheur face à la (re)configuration d'un problème public : le cas de la diversité dans les médias en Belgique francophone

Sabri Derinoz

Cette communication interroge le rôle du chercheur dans la (re)construction d'un problème public et sa relation avec les autres parties prenantes mais propose aussi une démarche autoréflexive sur l'influence du parcours professionnel antérieur du chercheur sur la façon dont il construit sa posture face à ces problèmes publics.

La diversité dans les médias et notamment dans les salles de rédaction est devenu un enjeu de plus en plus présent ces dernières années en Belgique francophone. Le problème public de la diversité a émergé dans les années 2000 en (re)configurant des problèmes publics connexes. Les entrepreneurs de cause de cette période ayant laissé ensuite place dans les années 2010 à d'autres acteurs se (ré)appropriant la notion dans un contexte de concurrences de problèmes publics dans une diversité d'arènes publiques. Dans d'autres pays que la Belgique francophone, différents chercheurs se sont intéressés à la façon dont cette formule a participé de la (re)configuration d'un problème public, notamment en France où la formule s'articule avec de notions comme République ou identité nationale (Devriendt 2012 ; Sénac 2012). Dans l'agenda politique belge, la diversité est apparue parallèlement au concept d'égalité des chances au cours des vingt dernières années, dans le prolongement de l'intégration des migrants et de la discrimination ethnique et raciale (Adam 2006; Tandé 2013). Selon certains chercheurs, la reformulation du problème public de la discrimination en diversité a conduit à une dépolitisation de la question (Tandé 2013).

L'émergence et la (re)configuration d'un problème public passent par l'expérience des individus et par leur capacité à problématiser et publiciser, ensemble, un trouble ressenti, ce qui se fait par l'utilisation du langage et donc par le discours (Cefaï 1996). La formule diversité étant floue et polysémique, c'est un mot manipulé « dans le discours politique et social sans jamais s'y trouver explicitement défin[i] » (Devriendt 2012) et imprégné d'une mémoire discursive qui façonne notre perception du monde (Calabrese 2013). Sa polysémie et son référent vague (c'est-à-dire le phénomène social auquel il se réfère) n'ont pas empêché le mot de devenir un mot-clé dans les pays caractérisés par la reconnaissance d'une société postcoloniale et la coexistence de minorités ethniques. En analyse du discours, il a été noté que le mot se comporte comme une expression floue qui condense des questions sociales complexes que le mot en soi aide à façonner. En tant que formule, le mot cristallise des enjeux et des positionnements (Krieg-Planque 2009), dans un contexte social où différents intérêts, rapports de pouvoir et stratégies ont rendu son usage « à la fois nécessaire et problématique » (Maingueneau 2014). La formule peut être un espace à la fois de consensus et de dissensus (Sholomon Kornblit 2019). La littérature citée montre ainsi un mot au sémantisme instable avec de multiples programmes de sens (Siblot 2003) qui peuvent s'actualiser selon les contextes et les énonciateurs. Car contrairement à d'autres notions qui sont intensément débattues dans l'espace public (Calabrese 2018b), diversité s'adapte à une quantité de contextes qui actualisent des sens parfois radicalement opposés.

À l'aide d'un corpus des trois principaux journaux francophones à partir de l'an 2000, en utilisant le mot-clé diversité (7 millions de mots), nous avons utilisé un mélange d'analyse du discours et de linguistique de corpus, une méthodologie mixte qui peut aider à observer dans quelles conditions sociales un changement lexical se produit (Calabrese & Mistiaen 2017), afin de comprendre comment la diversité s'est progressivement construite dans les journaux en tant que problème public. Sur base de cette recherche focalisée sur la mise en lumière de l'émergence médiatique du problème public de la diversité en Belgique francophone, cette communication questionne le rôle social du chercheur et la façon dont la recherche, et en particulier l'analyse du discours (Pugnière-Saavedra, Sitri, et Veniard 2012), participe de la reconfiguration de problèmes publics.

Dans cette communication, nous cherchons spécifiquement à articuler nos recherches avec nos propres expériences sur ce problème public, à travers la recherche, l'enseignement,

l'élaboration de politiques publiques et la militance, dans plusieurs arènes et secteurs (universitaire, privé, public, ONG) au cours des dix dernières années.

Notre parcours professionnel est en effet fortement lié à l'émergence du problème public de la diversité, plus particulièrement dans le secteur des médias. Suivant la dynamique d'autres pays mais principalement de la France, la question de la diversité dans les médias a été prise en compte en Belgique francophone par les pouvoirs publics au milieu des années 2000. En 2006, le gouvernement a demandé à l'autorité de régulation audiovisuelle d'exprimer son point de vue sur la « présence et la représentation des personnes d'origine étrangère dans les médias » (Conseil supérieur de l'audiovisuel, 2006), ce qui a mené à des recommandations, elles-mêmes suivies par un « Plan d'action pour l'égalité et la diversité dans les médias audiovisuel » développé par la ministre de l'audiovisuel et de l'égalité des chances et piloté par le CSA. Nous avons rejoint l'institution à ce moment, pour participer au développement d'une série d'études quantitatives et qualitatives entre 2011 et 2014 dans le but d'objectiver la situation et de sensibiliser les acteurs de l'audiovisuel, notamment les baromètres basés sur cinq « critères » de diversité mais aussi certaines études plus spécifiques sur la représentation de la jeunesse (El Haddadi et Derinöz 2013) et de l'homosexualité (Derinöz 2013).

Dans le prolongement de cet exercice, d'autres acteurs du paysage médiatique belge francophone ont développé leurs propres outils et recherches. C'est le cas par exemple de l'Association des journalistes professionnels (AJP) qui a développé une série d'études auxquelles nous avons participé, comme des baromètres sur la presse écrite (Derinöz et Simonis 2011) ou une enquête sur la diversité au sein de la profession de journaliste (Pieters et Simonis 2013). Dans cette continuité, nous avons apporté notre « expertise » sur les questions de diversité pour différents médias et rédactions soucieux de développer des politiques de diversité alors mises à l'agenda. Nous avons aussi participé à la création d'une association soucieuse de « renforcer l'inclusion, la représentativité et la visibilité des personnes minorisées dans les médias belges » (mediadiversity.be).

Si très tôt dans notre parcours professionnel, nous avons développé une approche critique de la notion de diversité, ce qui nous a poussé à approfondir le sujet à travers la recherche, dans laquelle l'approche critique est elle-même florissante, nous sommes aussi conscients que notre approche de l'objet ne peut être dissociée de ce parcours professionnel dans lequel nous avons participé à l'émergence de ce problème public et continuons à agir pour « plus de diversité dans les médias » dans un contexte où la notion s'est inscrite dans les usages (Vertovec 2012).

Enquêter sur le journalisme haïtien : freins et embûches à combattre

Danaxon Joachim

Ma thèse porte sur la mise en marché des compétences liées au web et aux réseaux socio-numériques dans le journalisme haïtien et veut interroger trois types d'acteurs (journalistes, médias et écoles de journalisme). Mon travail de thèse a débuté en 2021 et l'enquête de terrain en Haïti était programmée pour décembre 2022, mais ce projet n'est pas tenable car le terrain est trop risqué. En effet, la situation du pays qui était déjà chaotique empire après l'assassinat du président de la République, Jovenel Moïse, le 7 juillet 2021. Les cas

d'enlèvements se multiplient et des manifestations souvent violentes sont organisées quasiment toutes les semaines à l'encontre du gouvernement provisoire. Aujourd'hui tout séjour en Haïti est fortement déconseillé.

Face à ce problème d'accès au terrain, j'adopte une posture de combat de chercheur consistant à repenser l'étude empirique en évitant les risques tant de mon côté que de celui de mes futurs répondants (Hagberg, Gabriella, 2015). La modification centrale pour laquelle j'ai opté est d'ouvrir ma thèse sur le terrain de la diaspora haïtienne à Montréal, où la communauté haïtienne est assez significative. D'un point de vue méthodologique, l'ouverture du terrain me permettra de réaliser une observation directe au sein des médias de la diaspora haïtienne à Montréal, une des méthodes qui a été adoptée dès la problématique initiale de la thèse.

S'agissant des entretiens avec des journalistes haïtiens résidant en Haïti, ils seront effectués à distance. Mais là encore, le terrain présente des embûches majeures liées au faible réseau d'internet du pays et à l'indisponibilité de l'électricité sur plus de trois quarts du territoire national. La capitale et les villes de provinces qui sont les espaces privilégiés de l'Electricité d'Haïti (EDH) n'ont pas un accès continu à cette ressource.

Toujours au sujet des embûches du terrain, j'ai découvert au moyen des observations en ligne de sites web des médias et de groupes WhatsApp de journalistes que le terrain virtuel du journalisme haïtien est aussi sensible. En effet, je suis exposé à des images de cadavres humains et de corps des blessés justifiant que mon terrain est à la fois empreint de dangers physiques et émotionnels (Boumaza et Campana, 2007). C'est d'autant plus traumatisant que je suis citoyen haïtien.

Un dernier caractère sensible du terrain à souligner tient au fait que les grilles d'entretiens qui seront administrées auprès des acteurs médiatiques d'Haïti comportent des questions relatives à la production et à la circulation de l'information. Or des journalistes haïtiens témoignent que les chefs de gangs donnent l'autorisation d'accéder au terrain aux reporters, aux Organisations Non Gouvernementales (ONG) ainsi qu'aux citoyens. Qui plus est, la population haïtienne accuse souvent des journalistes et patrons de médias d'être en connivence avec les gangs rivaux du pays. En effet, quasi journallement, ces derniers participent à des émissions de libres tribunes des stations de radio de la capitale. Ils organisent aussi des conférences de presse qui sont souvent couvertes par des journalistes (Orvild, 2022). Selon ces renseignements qui pointent une emprise très forte des gangs sur le circuit de l'information, il sera nécessaire de gagner la confiance de mes répondants dès le début des entretiens en évoquant que ces derniers resteront confidentiels et seront anonymisés de manière à ce que les interviewés ne soient pas identifiés ni par leurs propos ni par leurs prises de positions.

10/12 14h-15h45 : Panel 8

Présidence de séance - Mediação : Catherine Quiroga

S'engager, au nom de la recherche ?

Marie Fierens

Introduction

Cette communication s'appuie sur et poursuit la réflexion que Christine Deslauriers, Bruno Frère, Maombi Mukomya, Ornella Rovetta et moi-même avons menée collectivement dans un chapitre intitulé « Recherche et engagement. Construire des mondes communs ». Ce texte interroge la notion d'engagement dans le cadre de la recherche académique.

La présente communication prend spécifiquement en compte mes recherches sur le journalisme en Afrique subsaharienne francophone (Rwanda, du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Burkina Faso et du Côte d'Ivoire) et les « podcasts de recherche » (<https://mo-saic.blog>) que je réalise depuis 2019, avec Ornella Rovetta, docteure en histoire.

Engagement

La notion d'engagement a toujours revêtu un caractère suspect dans le monde académique. Pourtant, penser cette notion est essentiel et inévitable, lorsque l'on mène des recherches sur « le terrain » et que l'on privilégie la méthode par entretiens semi-directifs. « Se questionner sur l'engagement c'est se questionner sur ce qu'est un chercheur et ce qu'est chercher : c'est reconnaître son immersion dans un monde et tenter de le rendre commun à d'autres ». C'est aussi se questionner sur la pertinence de faire de la recherche. S'il est convenu d'affirmer que la fonction des chercheurs est de produire de la connaissance, on ne se demande que rarement à qui est destinée cette connaissance et à qui elle doit être accessible.

« Objets »

Ce questionnement part du constat selon lequel les « objets » de la recherche – les journalistes africains dans mon cas – qui consacrent leur temps aux chercheurs ; qui partagent souvent leur intimité avec eux ; qui leur ouvrent de nombreuses portes, ne sont guère associés aux étapes qui suivent la récolte des données, dont leur publication et leur diffusion.

Subjectivités

A l'instar des coauteurs du chapitre mentionné ci-dessus, je revendique la place des subjectivités dans mes recherches : La mienne, celles des personnes que je rencontre, et celle que nous construisons ensemble et qui forme des « mondes communs ».

La mienne : Je suis moi-même située dans un monde social, active dans mes choix de mes sujets, méthodes et concepts, notamment. Rien de tout cela n'est donné de manière objective. J'opère ces choix en fonction de l'individu que je suis. Car « un être [...] n'est jamais dans la position souveraine d'un sujet capable de mettre à distance de lui-même la totalité de ses conditionnements » .

Celle des personnes que je rencontre : Tout comme moi, ces personnes sont situées dans un monde social. Les entretiens que je mène ne me livrent « jamais des 'faits' mais des 'mots'. Ces mots expriment ce que le sujet vit ou a vécu, son point de vue sur 'le monde' qui

est 'son monde' et qu'il définit à sa manière, en même temps qu'il l'apprécie et qu'il tente de convaincre son interlocuteur de sa validité. »

La nôtre : Nos subjectivités se lient le temps d'une recherche. Cette subjectivité résulte d'un travail commun. Elle est un outil de compréhension de la recherche. Observer cette rencontre, expliciter ce que l'on partage ou non « fera plus pour la clarification et l'avancement de la recherche que la dénégation de leur existence jointe à leur réintroduction subreptice ».

Mondes communs

C'est dans une posture active que je me présente devant mes interlocuteurs. Les représentations que je me fais du journalisme et de la recherche par exemple ne sont pas exactement les mêmes que celles des journalistes que je rencontre. Des questions s'imposent donc : tenons-nous vraiment à la même chose ? Avons-nous un langage commun ? Inévitablement, la réponse sera négative, ce qui rend la recherche d'autant plus intéressante. Il s'agit alors de construire, ensemble, un monde commun. Cet objectif scelle mon engagement. Car du simple fait que j'interagis avec les « objets » de ma recherche je suis inévitablement engagée avec eux. L'élaboration et la stabilisation de ce monde commun exige du chercheur un effort considérable car c'est lui qui entame les démarches.

Compromission

C'est à ce moment que s'impose la nécessité périlleuse de se « compromettre » avec le terrain. Enquêtés enquêteur, eux et moi, allons devoir mettre au jour des points d'attachement et des « problèmes communs » sans lesquels il n'y aurait pas d'enquête possible. « Commencer par construire un monde commun avec ses enquêtés, pour ensuite pouvoir réaliser l'enquête auprès d'eux implique de faire bien plus que de se contenter de leur donner la parole. [...] Dans le travail d'enquête, rien n'est plus inquiétant que de s'ouvrir à sa propre subjectivité et à celle des autres, d'endosser ainsi la nécessité de définir un langage commun susceptible de parler du monde et des situations vécues, avec la rigueur qui sied au scientifique. »

Orgueil

Ces processus d'engagement impliquent de reconnaître aux journalistes africains que je rencontre des compétences similaires à celles des scientifiques. Les chercheurs n'ont pas accès, comme l'indiquaient Latour ou Stengers, à des vérités éternelles du simple fait qu'ils comprendraient mieux des « faits » objectifs. Scott soupçonne, à la fois sur le plan moral, politique et scientifique, « l'orgueil démesuré qui prétend comprendre le comportement d'agents humains sans porter une attention [...] à leur propre compréhension de ce qu'ils font et à leur façon de s'expliquer par eux-mêmes ».

Co-production

L'engagement c'est aussi choisir les voies par lesquelles nous communiquerons sur notre monde commun. Les chercheurs en sciences de l'information et de la communication ont ceci de particulier qu'ils sont souvent un peu journalistes. Pourquoi, dès lors, ne pas utiliser cette parcelle de monde commun pour affirmer et poursuivre un engagement commun ? En

Afrique subsaharienne francophone, la radio est le média le plus populaire. Elle est le lieu indiqué pour faire entendre les voix des acteurs de la recherche que sont les journalistes que je rencontre, pour rendre audibles ces producteurs de savoir, à travers les moyens de communications qu'ils maîtrisent et qui sont capables d'atteindre leurs auditeurs, qui sont parmi les destinataires privilégiés de la recherche.

Podcasts de recherche

Faire de la recherche avec et pour les « objets » de ma recherche, telle est l'ambition que je poursuis depuis 2019 avec Ornella Rovetta, historienne, en réalisant des podcasts de recherche. Ces podcasts sont des coproductions de connaissances, qui veulent faire passer les journalistes africains du statut d'« objets » à celui d'acteurs de la recherche. Ils sont aussi une façon d'aborder des questions fondamentales : « Quel est le but de la recherche ? » ; « À qui est destinée la connaissance ? » ; « À qui doit-elle être mise à disposition ? »

Recherche

Ce n'est pas un chemin académique classique, mais il est motivant et parfois reconnu. En 2019, Ornella et moi avons Prix Wernaers pour la vulgarisation scientifique, décerné par le FNRS. Mais au-delà de la « vulgarisation scientifique », ces « podcasts de recherche » ne sont-ils pas aussi et surtout une manière de faire de la recherche, une forme d'engagement en tant que chercheur ?

"De journaliste à chercheur·e en journalisme : que faire de nos expériences professionnelles précédant l'entrée dans le monde académique ?"

Gabrielle Ramain

Les questions éthiques et déontologiques soulevées par l'étude d'un univers professionnel auquel le chercheur appartient ou auquel il a appartenu ne sont pas nouvelles ni propres aux études sur le journalisme (Broqua, 2009 ; Gouirir, 1998 ; Landour, 2016). Elles sont récurrentes en sciences de l'information et de la communication (SIC), on en trouve des exemples récents chez Malcorps (2021) ou Standaert (2016). Comme le soulignent Le Cam et Pereira cela s'explique notamment par le profil des enseignants-chercheurs en journalisme, une partie d'entre eux étant d'anciens professionnels du journalisme (Le Cam et Pereira, 2016).

Certains travaux, dont Tixier (2019), abordent la place des expériences professionnelles précédant l'entrée dans la recherche universitaire. Ces expériences orientent le regard du chercheur et façonnent la construction de l'objet de recherche. Elles sont à la fois à l'origine d'« opportunités de recherche » (Landour, 2013, p.26) et d'« interférences (...) entre recherche et parcours biographique » (Cefaï et Amiraux, 2002, p.2). Elles sont aussi productrices de normes « liées à l'ensemble des représentations (scientifiques ou non) produites autour de certains phénomènes contraignants et aux choix possibles ou probables pris par les acteurs-chercheurs » notamment dans « le choix des sujets de recherche considérés comme légitimes du point de vue d'un système normatif » (Le Cam et Pereira, 2016, p.18). Enfin, elles marquent le parcours professionnel dans le temps long : si les enquêté·es tapent le nom du chercheur dans un moteur de recherche, c'est souvent son

identité de journaliste qui est mise en avant via des liens renvoyant à ses productions journalistiques par exemple. Dans cette communication je me propose donc d'interroger le statut des expériences professionnelles antérieures à l'arrivée dans la recherche et la manière dont elles peuvent constituer tour à tour des ressources ou des embûches lorsque l'on s'engage dans une enquête de terrain.

1. La construction d'un objet de recherche nourri par un parcours professionnel de jeune journaliste.

Diplômée de l'École de Journalisme de Sciences Po Paris (France), j'ai été journaliste pendant environ deux ans, dans différents médias français, avant d'être embauchée en tant qu'assistante en journalisme à l'Université libre de Bruxelles. Dès le départ, ma volonté de me tourner vers la recherche en sciences sociales tenait d'une « situation limite » (Cefaï et Amirault, 2002) puisque j'étais en partie motivée par des expériences professionnelles douloureuses et l'envie de comprendre, via les outils des sciences sociales, ce qui à mon sens avait dysfonctionné dans les organisations où j'avais travaillé. Jeune femme journaliste rapidement sortie du milieu médiatique, la littérature scientifique en information-communication m'a d'abord permis d'objectiver ma trajectoire, somme toute assez banale (Le Cam et al, 2018 ; MacDonald et al, 2016). Arrivée à l'université, j'ai d'abord choisi de me pencher sur les violences organisationnelles, avant de réorienter mon objet de recherche vers la gestion des ressources humaines dans les organisations médiatiques.

Le choix de cet objet de recherche est à la fois nourri par une intuition née de mon expérience professionnelle de journaliste, où je n'ai été que très rarement en contact avec des professionnel-le-s RH, et motivé par un processus de désengagement vis-à-vis de mon expérience passée. Au cours de la rédaction de mon projet de recherche je décide par ailleurs de partir du point de vue des professionnel-le-s RH, ce qui m'éloigne encore plus de la rédaction au sein de l'entreprise de presse, les professionnel-le-s RH n'étant pas journalistes ou ex-journalistes, ils et elles n'évoluent pas dans les mêmes mondes, ne mobilisent pas le même vocabulaire ni les mêmes univers de référence. Cela constitue de fait une forme de « précaution » comme préconisé par O. Standaert lorsque l'on s'intéresse à un objet de recherche proche de son parcours professionnel (Standaert, 2016) et l'enquête devient ainsi « une distanciation progressive d'avec un univers familier » (Gouirir, 1998, p.110).

2. Choisir de dévoiler ou non son statut d'ancien-ne journaliste ?

Selon Olivier Standaert (2016), passer de journaliste à chercheur en journalisme permet de mobiliser dans son travail d'enquête un jargon propre au journalisme, un réseau de connaissances et une compréhension des enjeux internes au métier. Pour ma part, j'ai choisi au contraire de ne pas dévoiler mon statut d'ancienne journaliste aux enquêté-es sauf si ceux-celles-ci me posaient directement la question. Il s'agit selon moi de ne pas mentir aux enquêté-es en leur cachant délibérément une partie de mon parcours professionnel, mensonge qui aurait été par ailleurs vain car il aurait suffi d'une rapide recherche sur internet pour trouver des traces de mon passage dans différents médias français. En revanche, ne pas leur dévoiler tout de suite ces expériences m'a aussi permis de récolter des données utiles à ma recherche : j'avais en effet besoin qu'ils et elles me décrivent, en détail, les modes et processus de recrutement, les relations entre le service RH et la

rédaction, sans ellipse, sans connivence, sans partir du principe que nous partageons des catégories de perception. Par ailleurs l'une de mes hypothèses de travail était celle d'un conflit, ou au moins, d'une mésentente entre service RH et journalistes, il me semblait donc important d'apparaître comme extérieure à ces deux mondes. Ce choix est ainsi motivé par le type de données que je souhaitais recueillir auprès des enquêtés-e-s.

3. Enquêter en Belgique francophone.

Mon choix de ne pas dévoiler (ou en tous cas pas au début de la relation d'enquête) mes expériences professionnelles passées a en partie été rendu possible par l'éloignement géographique, puisque je suis française mais réalise ma thèse en Belgique francophone. Lors de mon terrain je n'ai ainsi jamais rencontré d'enquêtés-e-s m'ayant connue avant mon entrée dans la recherche, ce qui m'a laissé la possibilité d'incarner une position hors du monde journalistique. En plus d'avoir construit un objet de recherche autour de la gestion des ressources humaines, domaine qui m'était inconnu avant mon entrée sur le terrain, travailler sur les médias belges francophone, a renouvelé mes possibilités d'étonnement sur le terrain.

" 'Você não precisa ser trans para lutar contra a transfobia': uma reflexão sobre as opções teóricas e metodológicas na pesquisa sobre pessoas trans no g1"

Aline Czezacki Kravuttschke & Liliane Macedo Machado

O desejo de elaborar um projeto de pesquisa que tem por objetivo estudar os efeitos de sentidos produzidos sobre pessoas transgênero (transexuais e travestis) nas notícias publicadas no Portal de Notícias G1, surgiu após anos de trabalho na elaboração de um clipping de notícias diário. Diante de expressiva quantidade de matérias com pessoas trans, principalmente travestis, e em contextos de violência, optei por empreender a análise de discurso do veículo supracitado, no período de janeiro e fevereiro de 2020 e 2021, que compõe um corpus de 195 notícias.

No entanto, ao ingressar no Programa de Pós-Graduação da Faculdade de Comunicação (PPG/FAC) da Universidade de Brasília (UnB), o contato com as obras de Ribeiro (2020), sobre lugar de fala, e de Spivak (2014), sobre o subalterno, despertaram-me uma inquietação sobre como uma jornalista cisgênero poderia abordar em sua pesquisa de mestrado as vulnerabilidades de pessoas transexuais, sendo esta uma vivência tão distante de suas experiências pessoais. Não seria esta uma proposta injustificável do ponto de vista ético? Como empreender uma análise sobre o conjunto de enunciados que integram o corpus sem silenciar as experiências e vivências trans? Considero que este é um ponto importante de convergência com a proposta do Eixo 3 do Congresso Internacional de Pesquisa em Jornalismo que sugere um engajamento dos pesquisadores ao questionar suas posturas durante sua pesquisa.

No decorrer do desenvolvimento da pesquisa e em contato com a orientadora Liliane Machado, foi possível compreender com maior acuidade o conceito sobre o lugar de fala bem como o aprofundamento dos temas que envolvem transexualidades, no bojo dos estudos feministas e de gênero, queer e de biopolítica, de Foucault. Concomitantemente, houve a decisão por utilizar teorias e pesquisas desenvolvidas por estudiosas feministas trans, tais como Letícia Nascimento (2021), Bruna Benevides (2021), Sayonara Naider Bonfim Nogueira (2020) e Jaqueline Gomes de Jesus (2010). Suas formulações ajudaram-

nos a aproximar-nos do objeto de pesquisa bem como compreender as nuances das vivências trans.

Segundo a noção do lugar de fala, discutida por Ribeiro (2020), o jornalista pode e deve fazer uma análise de qual o seu lugar de fala, a partir de um entendimento crítico do seu papel, não como um indivíduo representativo de determinado grupo, mas como um agente ativo no processo de construção da representação de determinados grupos e indivíduos. Olhar para os espaços de privilégio é essencial para a construção de uma nova abordagem comunicativa com reflexo social e permite que, mesmo um profissional enquadrado na cisgeneridade, possa ter um olhar atento para aspectos relativos à transexualidade e sua exclusão social ou vulnerabilidade.

Desta forma, eu e minha orientadora, que escreve esse artigo em co-autoria comigo, constatamos ser possível que uma pessoa cisgênero, proponha discussões sobre como o jornalismo tem contribuído para com a construção da ideia do que são as identidades trans, sem que isso signifique uma apropriação de uma causa ou de um lugar de fala. O que pretendemos, de fato, é refletir sobre como a notícia, no caso, as publicadas pelo G1, podem reforçar preconceitos ou ajudar a dirimi-los.

Há décadas os diversos meios de comunicação reproduzem no “imagético brasileiro uma ideia pré-estabelecida do que é ser uma pessoa trans/travesti” (BENEVIDES; NOGUEIRA, 2020, p.102). Trata-se de um conjunto de atributos depreciativos que influenciam a opinião pública, visto, que, muitas vezes, o jornalismo é o principal meio pelo qual “muitas pessoas não-trans tiveram contato/conhecimento sobre pessoas trans/travestis pela primeira vez” (BENEVIDES; NOGUEIRA, 2020, p.102).

Christofoletti (2004, p.88) defende que o “processo jornalístico não é apenas técnico, mas também político”, o que reflete seu papel de disputa no campo de formação das ideias, influenciando a opinião pública, os valores sociais e o que se entende como uma construção da realidade. Desde a escolha da pauta, até a recepção da notícia por parte dos leitores, e chegando na análise acadêmica, como é o caso em questão, é importante refletir de forma crítica sobre o papel dos profissionais da comunicação como formadores de opinião e agentes capazes de reforçar estigmas que, muitas vezes, têm um impacto significativo na vida das pessoas, principalmente na vida das pessoas transexuais. Não se pode achar que, ao selecionar as notícias pela relevância dos fatos e dos atores envolvidos, o jornalista não está apresentando uma leitura subjetiva da sociedade e de suas dinâmicas.

Para procedermos à análise, optamos pela Análise de Discurso de vertente francesa, assim designada no Brasil, por dar preferência a autores como Maingueneau (1997), Foucault (1995) e Orlandi (2007), que valorizam noções como as de interdiscurso, formação discursiva e silenciamentos, as quais possibilitam que se observe “a cultura e a sociedade em que a língua circula e os sujeitos históricos que deles se apropriam” (MORAES; MACHADO, 2019, p.19). Nessa perspectiva, os conceitos acima citados serão discutidos com a finalidade não de encontrar respostas fechadas, mas de propor reflexões sobre essa demanda analítica das identidades trans que tem importante relevância social em nosso país.

A análise também contemplará as teorias do jornalismo, processos comunicacionais e subjetividade, teorias que impactam no fazer jornalístico, para que possamos observar

como se dá a seleção de fontes, quais critérios de noticiabilidade e valores-notícia são utilizados no corpus selecionado, bem como refletir sobre novos possíveis caminhos para um jornalismo mais inclusivo às identidades trans. Partimos do pressuposto de que o jornalismo não é um espelho ou reflexo da realidade, mas um construto sociocultural que impacta e é impactado pela sociedade em que está inserido.

Até o referido momento, pode-se dizer a partir da construção da dissertação, que há um padrão discriminatório na construção das formações discursivas relacionadas a pessoas trans, e é a partir disso que se defende a relevância tanto do tema da dissertação em questão, quanto de outros estudos que contribuam para avançar ainda mais na reflexão sobre os estereótipos reproduzidos pelo discurso midiático ao retratar transexuais e travestis.

O jornalista, a partir do entendimento de sua função social em um espaço de disputa da opinião pública, não pode ser apenas um agente inerte aos mecanismos de estigmatização das identidades trans, uma vez que se espera dele uma postura crítica aos próprios processos comunicacionais. Posicionar-se nos espaços de privilégio de forma ética, apresenta um potencial de aprofundamento acerca dos debates sociais relevantes para as pessoas trans, impactando a esfera pública, midiática e política.

Les outils des sciences sociales pour le journalisme scientifique

Panos Tsimpoukis

En tant que journalistes scientifiques, nous sommes chargés de couvrir les avancements scientifiques. Cela devient plus complexe dans le cas des controverses scientifiques, car la communauté scientifique n'est pas encore parvenue à un consensus sur une question scientifique, ce qui est souvent source de confusion pour le public non spécialisé. Les résultats souvent contradictoires des recherches menées lors de la pandémie de COVID-19, en ce qui concerne l'utilisation du masque ou le degré de l'efficacité des vaccins, en sont bien sûr un bon exemple. L'un des défis contemporains du journalisme scientifique est de montrer comment la science trouve des points de convergence avec les enjeux de la société. Cela devient particulièrement fructueux lorsque les controverses scientifiques se transforment en controverses sociotechniques.

Alors que les controverses scientifiques se produisent dans des arènes qui sont réservées aux scientifiques et possèdent des caractéristiques institutionnelles et/ou académiques (Charaudeau, 2017), lorsque les échanges se publicisent aux arènes non spécialisés, on parle alors des controverses sociotechniques, qui se réfèrent à « un débat qui engage des connaissances scientifiques ou techniques non stabilisées et qui conduit à des affaires embrouillées, mêlant des considérations juridiques, morales, économiques et sociales » (Mine Paris Tech, 2016). Les exemples en sont nombreux : intelligence artificielle, vaccins, cellules souches, modification de l'ADN, pesticides, privatisation des missions spatiales.

Lors de ces controverses, le journaliste est donc chargé à couvrir à la fois les avancements scientifiques et les éventuelles implications sociales de ces découvertes. En abordant ces questions, de nombreuses questions se posent : quelles sont les limites de l'expertise de chaque scientifique, quelles institutions déterminent s'il y a ou non un consensus scientifique sur une question, quand une question scientifique cesse d'être controversée.

La recherche dans des domaines des sciences sociales tels que la sociologie des sciences, la sociologie d'expertise, la sociologie du risque, fournit des outils théoriques précieux pour permettre aux journalistes scientifiques d'aborder des questions complexes de ce type. En outre, la recherche dans le domaine de l'information-communication fournit les outils

nécessaires pour analyser et comprendre la médiatisation de la connaissance de nature scientifique dans les médias et les réseaux socio-numériques.

Ma proposition pour ce colloque consiste donc à tenter de mettre en évidence comment les outils théoriques et pratiques (analyse des réseaux, analyse de discours) des sciences sociales que j'utilise en tant que chercheur, ont contribué pour que je comprenne mieux, en tant que journaliste scientifique, les enjeux et les objections soulevés par les citoyens sur des questions relevant de la science.

Actes du colloque – textes traduits
Anais do colóquio – textos
traduzidos

08/12

Journalisme de combat Jornalismo de combate

13h30-15h15

Panel 1 : Risques et atteintes à l'intégrité des journalistes - Riscos e atentados à integridade dos jornalistas

Présidence de séance - Mediação : Angelina Tournel

O Corpo de Jornalistas no Combate.

Chantal Francoeur

A luta dos jornalistas canadenses contra o assédio e as agressões físicas foi exacerbada durante a manifestação dos caminhoneiros em Ottawa em fevereiro de 2022. A manifestação para denunciar as medidas sanitárias contra a Covid aconteceu em pleno inverno, no frio extremo; a manifestação reunia camionistas, mas sobretudo camiões cujos motores não paravam, exalavam um cheiro a gásóleo concentrado e cujas buzinas soavam a todas as horas do dia. Os jornalistas que cobriam a manifestação foram cercados, empurrados, intimidados, insultados e invetivados pelos manifestantes. Por exemplo, o jornalista Raymond Fillion, da TVA, foi empurrado durante uma intervenção ao vivo; os seus colegas Yves Poirier e Félix Séguin também foram agredidos, apesar da presença de guarda-costas; a Associação Canadense de Jornalistas relatou uma avalanche de mensagens racistas e misóginas (ACJ, 2022, online).

Assédios e ataques foram denunciados pela Federação Profissional de Jornalistas de Quebec (FPJQ) nos boletins aos seus membros e pela voz de seu presidente, Michael N'Guyen, que multiplicou entrevistas sobre o assunto. A luta foi apresentada como uma luta pela "liberdade de imprensa" e os ataques como "perturbadores para a democracia". Isso é demonstrado pela análise de cerca de vinte artigos publicados no inverno passado (ver em particular as Infolettres de la FPQJ, fevereiro de 2022).

Esta forma de definir a luta, "a liberdade de imprensa em perigo", corresponde à missão da FPJQ, que "defende a liberdade de imprensa e o direito do cidadão à informação. [A FPJQ] intervém sempre que a liberdade de imprensa é ameaçada" (FPJQ, 2022, online). Também faz eco ao preâmbulo do Guide de déontologie da FPJQ, que afirma que "Os jornalistas têm o dever de defender a liberdade de imprensa e o direito do público à informação, sabendo que a imprensa livre desempenha o papel indispensável de vigilante dos poderes e instituições. Eles combatem restrições, pressões ou ameaças que visam limitar a coleta e disseminação de informações" (FPJQ, 2010, online).

Esta comunicação pretende propor que outra forma de ver a luta seria apresentá-la como uma luta para proteger a ferramenta fundamental de trabalho que é o corpo do jornalista. Quando o corpo do jornalista é assediado, ameaçado, agredido, ele não pode mais atender bem ao processo jornalístico. Assédios e agressões minam, desgastam, corroem, degradam a ferramenta de trabalho que é o corpo.

Em outras palavras, o ponto cego na luta dos jornalistas contra agressões, assédios e vários perigos é o corpo. O corpo da ferramenta. A batalha a ser travada é manter a ferramenta intacta, afinada, afiada. De fato, o corpo do jornalista é uma ferramenta. Uma ferramenta "sensor", "transdutor" e "guardião" (Francoeur, 2020).

O corpo é visto aqui como o primeiro meio pelo qual o ser humano percebe, interpreta e sente a vida (Berrens, 2015, p. 36), ele é o "pivô" do mundo (Holmqvist, 2013, p. 54), reagindo de acordo com os códigos da cultura ou da sociedade a que pertence (Geurts, 2002). Csordas assim o apresenta: o corpo é um fundamento existencial da cultura, "fundamento existencial da cultura" (1993, p. 135).

Este corpo é um corpo “sensor”, que sente, experimenta. É uma ferramenta em modo de atenção específica: em modo de atenção somática. É um site no qual as questões sociais estão incluídas. Ele capta os sinais internos do corpo e os sinais externos do corpo e os trata como informação;

Este corpo é então um corpo “transdutor”, processando os sinais corporais captados. Ele busca o significado e decide o tratamento adequado desses sinais. Também analisa como as informações foram coletadas e as formas de denunciá-las. Faz uma análise multimodal complexa, várias reflexões de frente, para compreender, somatizar e descrever;

Este corpo é finalmente um corpo “guardião”, arquivando experiências corporais jornalísticas e colocando-as ao serviço de reportagens futuras. Porque o corpo sensor, então, transdutor, é afetado, transformado por captações e transduções. O conhecimento adquirido marca o corpo: ele é incorporado. Jornalistas atentos a seus corpos são de alguma forma tatuados. O seu corpo enriquecido, depositário, poderá voltar a servir, de forma mais alerta e aguçada, com a sua “memória indexada” (Frias, 2001), ligada à epistemologia da sociedade (Geurts, 2002).

Essa forma de pensar o corpo dos jornalistas e o trabalho jornalístico abre caminho para novas questões:

Como pode o corpo sensor, protegido por um guarda-costas, fazer o seu trabalho? Que informação um corpo empurrado ou agredido capta? Um ataque a um jornalista é uma informação relevante? Devemos ignorá-lo? O ataque deve ser o assunto do relatório? O jornalista agredido vira objeto de reportagem?

De que forma o corpo transdutor reage, ao ordenar a informação, se trava paralelamente uma luta contra o assédio? Ele deveria levar em consideração essa camada adicional de análise? A adrenalina relacionada ao combate aos ataques marca especificamente o corpo depositário? Como as faculdades cognitivas e afetivas dos jornalistas podem ser novamente mobilizadas, em um contexto de hostilidade? A empatia está desmoronando?

Os jornalistas à flor da pele, oprimidos, também podem se perguntar: o que há nesse assédio para capturar, filtrar e carregar? Há falta de representatividade, falta de reflexão sobre as preocupações dos assediadores? Ou ainda: os jornalistas devem integrar o assédio e a possibilidade de ataques em sua rotina de trabalho, em sua abordagem jornalística? Ou ainda: os jornalistas podem ter vários corpos, ou podem se destacar em vários corpos – ter um “corpo filtro” e um “corpo armadura”?

Questões que nos permitem ver a luta de outra forma, que ajudam a dar um novo fôlego à luta, que podem ajudar a enfrentar a violência que os jornalistas sofrem.

A ousadia face à adversidade. A percepção do risco dos ativistas online num contexto de insegurança no Burkina Faso

Jean-Pierre Sawadogo

Introdução

O Burkina Faso está a ser confrontado ao terrorismo desde 2015. De forma a enfrentar esta crise, a regulação da circulação da informação nas redes sociais é para o Estado como uma das primeiras soluções para controlar e travar a expansão de grupos armados. Mas num contexto no qual o lugar de expressão das liberdades dos cidadãos se dirige cada vez mais para as redes sociais do que para os média clássicos (Bogui & Agbobli, 2017), algumas das disposições jurídicas adotadas puseram em causa, voluntária ou involuntariamente, a liberdade da imprensa e a liberdade de expressão. Desta forma, existe no Burkina Faso vários casos onde ativistas (jornalistas e jornalistas cidadãos) sofreram sentenças baseadas na interpretação destas leis (Sy, 2022). Mas apesar destes riscos tomados, alguns deles continuam a desempenhar o “papel de povo vigilante, o povo julga e o povo veta” (Bernard, 2016, citado por Yaméogo, 2020) tomando posição, ao denunciar et ao publicar informações sobre a situação securitária do país nomeadamente através da rede social Facebook : Como é que os ativistas online Burkinabè percebem os riscos e os perigos ligados à prática deles num meio conflituoso ? Como é que explicam o seu envolvimento embora os riscos ? Dois

principais resultados foram destacados nesta comunicação, a saber os riscos vistos e vividos pelos ativistas e os fatores que motivam tal envolvimento mesmo com riscos.

Riscos vistos e vividos

Todos os nossos informadores (9/9) estimam que o ativismo online tem vários riscos no novo contexto securitário do Burkina Faso. Para eles, o perigo está em todo o lado, online ou offline. Associam o risco do ativismo online ao tipo de informação publicada. De fato, os ativistas que têm acesso a certas fontes de informação “correm mais riscos do que aqueles que se contentam de transmitir as informações já conhecidas”. Embora todos aqueles que responderam estimam que a prática deles comporta riscos, nem todos sofreram ou viveram estes riscos da mesma forma. Além disso, a importância do risco varia segundo eles. Sendo assim, para metade dos interrogados (4/9), “a ameaça é ocultada”. Consiste em “avisos” nas redes sociais através “comentários violentos” ou de maneira física por interposta pessoa”. E neste grupo que se deve pôr a “violência verbal”, os “insultos”, as “intimidações”, e a “diabolização”. Para a outra metade dos interrogados (5/9), a ameaça é “aberta”. Aqueles que estão neste caso dizem “arriscar constantemente a vida deles”. Recebem regularmente “ameaças de morte” e são “fisicamente atacados”. Alguns deles conheceram “penas de prisão” e outros “compareceram na justiça” por causa do ativismo online. Dois informadores (2/9) confiaram terem escapado a “tentativas de eliminação” e um outro encontrou o seu carro “queimado”. Os riscos podem vir igualmente do lado dos grupos armados terroristas “que procuram símbolos e pessoas que são ativas, que são conhecidas nas redes sociais”. Certos informadores vêm enfim os riscos já que os ativistas podem “deixar-se manipular” por certas farmácias ou de “entrar no jogo de certos grupos privados”.

O envolvimento embora os riscos

Enquanto a literatura supõe em certos contextos um efeito de dissuasão dos riscos corridos sobre o ativismo online (Earl & Beyer, 2014), não é o caso do Burkina Faso. Bem pelo contrário, os riscos que enfrentam são uma “motivação”, um “estimulante” ou mesmo uma “vontade de liberdade” a continuar a “luta” para alguns dos nossos informadores (6/9). Desta forma, confia um deles, “acontece que esteja ainda mais determinado e envolvido quando enfrenta este tipo de ataques”. Aliás, todos os nossos informadores (9/9) são unânimes ao dizer que a liberdade de expressão “está conquistada” no Burkina Faso e que nenhuma “ameaça ou repressão” poderia por isso em causa. Além disso, a maioria dos informadores (7/9) referem-se ao jornalista Norbert Zongo que foi assassinado em 1998 para justificar e motivar o ativismo deles online, embora os riscos. Alguns deles (5/9) falam de traição e de “cobardia” em relação a Norbert Zongo se os ativistas parassem a prática deles por causa dos riscos. Para um dos nossos interlocutores (1/9), “a tocha da liberdade e da integridade, de pôr o Burkina na órbita, é o Sankara. A tocha da democratização, da liberdade, da liberdade de imprensa é o Norbert Zongo. Se traímos estes dois valores, estes dois inspiradores e modelos, traímos efetivamente também os nossos pais. E então, para nós, é uma tocha que não deve parar conosco”. Em resumo, segundo os nossos interlocutores, há “uma cultura da luta” que se instalou no Burkina Faso e “não são as redes sociais que vieram ensinar aos Burkinabè a expressar-se e a lutar”. Só vieram simplesmente “amplificar” aquilo que eles já faziam.

Conclusão

Os trabalhos sobre os riscos do ativismo procuram explicar porque é que certas pessoas arriscam a vida deles sob a repressão enquanto outras não o fazem. No contexto do Burkina Faso, os nossos resultados mostram que os riscos são reais mas não desencorajam os ativistas no combate deles pela liberdade de expressão. Pelo contrário, as dificuldades que enfrentam são por vezes uma motivação para continuar o seu envolvimento. Convém

sublinhar que face aos riscos, os ativistas têm certas estratégias de gestão de riscos como “mudar frequentemente de lugar”, ser “discreto” e não “andar na rua à noite” e limiter as suas frequentações. Mas como por um poder mais alto, certos ativistas dizem que o destino deles está “entre as mãos de Deus”.

Sylvia de Arruda Botelho Bittencourt, pionnière de la couverture de la guerre au Brésil
Monica Martinez

Les études sur la couverture de la guerre au Brésil ont montré que celle-ci se concentrait sur les journalistes masculins (Martinez, 2020). Aujourd'hui encore, au Brésil, l'enseignement et la recherche sur la couverture de la guerre se réfèrent principalement au Vietnam et se fondent sur la production de son éminent correspondant de guerre, José Hamilton Ribeiro, alors correspondant du magazine *Realidade* (Ribeiro, 1968).

A proprement parler, la couverture de la guerre n'a jamais été une priorité pour la presse brésilienne. En raison de sa situation géopolitique en Amérique du Sud, le Brésil a été, dans une certaine mesure, isolé des conflits internationaux, notamment des deux Guerres mondiales. En Amérique du Sud même, la grandeur territoriale a protégé le Brésil d'une implication directe dans les principaux conflits latino-américains, à l'exception d'un seul, la guerre du Paraguay (1864-1870). Néanmoins, cette guerre a reçu un traitement limité dans la presse brésilienne, et ce qui a été écrit pouvait difficilement être considéré comme du journalisme littéraire, du moins dans la conception contemporaine adoptée par les chercheurs. En fait, les premiers "correspondants" de guerre brésiliens étaient des militaires qui, d'une certaine manière, étaient aussi considérés comme des hommes de lettres, comme on le disait alors, à savoir Joaquim José Inácio, futur vicomte d'Inhaúma ; Antônio Luis von Hoonholtz, futur baron de Tefé ; et Alfredo d'Escagnolle Taynay, futur vicomte de Taunay. Pendant la guerre du Paraguay, ils ont envoyé des dépêches à la revue *Semana Illustrada* (1876-98), qui était alors la revue illustrée brésilienne la plus populaire et la plus importante de l'époque. En ce sens, leurs articles étaient en fait de la propagande militaire, puisqu'ils représentaient le point de vue du gouvernement, plutôt que des articles journalistiques indépendants sur la guerre (Silva, 2011, p. 27).

Les études sur les correspondants de guerre de la Seconde Guerre mondiale, même masculins, sont rares. Cependant, pour la première fois de son histoire, les médias brésiliens ont envoyé à cette époque une dizaine de journalistes rémunérés et accrédités par l'armée brésilienne pour couvrir les troupes du corps expéditionnaire brésilien, la FEB (Bento, 2014). En Europe, la BBC a nommé Francis Charlton Hallawell (Esquenazi, 2014 ; Pappon, 2018). Aux côtés de ces journalistes, Sylvia de Arruda Botelho Bittencourt, Majoy, envoyée par United Press (UP) en Europe (Esquenazi, 2014, p. 45-146).

On peut dire que la couverture de la Seconde Guerre mondiale par les correspondants brésiliens a été touchée par trois problèmes. Le premier était les restrictions financières des contributions apportées par le pays pour l'envoi de soldats, qui ont affecté les conditions dans lesquelles les correspondants pouvaient effectuer leur travail (Toscano, 2020). Le deuxième problème était que le pays était alors sous la dictature de l'Estado Novo, une période autoritaire dirigée par le dictateur Getúlio Vargas (1882-1954). Ainsi, le pays n'a envoyé des troupes nationales (20 000 soldats, dont 454 tués) qu'à partir du 30 juin 1944, et elles sont restées en Italie jusqu'à la fin de la guerre (Fausto, 2013, p. 326).

Le troisième problème est celui des limites de la divulgation d'informations dans le contexte du secret et de la sécurité de la couverture d'une guerre, comme le souligne Henn (2013). Tous les journalistes devaient être préalablement approuvés par l'armée brésilienne, connaître le règlement militaire et signer un document dans lequel ils s'engageaient à transmettre tous les textes à la censure instituée par le commandement avant leur publication (Henn, 2013, p. 676). Les reportages journalistiques étaient considérés comme faisant partie des rouages de la machine de guerre propagandiste de leurs pays respectifs, et subissaient des restrictions quant à la présentation de détails objectifs, tels que les unités et les lieux, dans le but de ne pas favoriser les stratégies de l'ennemi.

On peut trouver des preuves de ces trois problèmes dans la couverture de Majoy. En outre, les études qui ont envisagé dans une certaine mesure la production périodique du journaliste (Henn, 2006, 2013 ; Ireno, 2018) suggèrent un biais d'analyse qui pourrait être lié à la notion d'épistémicide féminin soulignée par Grosfoguel (2016, p. 42).

L'objectif de cette recherche bibliographique et documentaire est d'analyser l'œuvre de Majoy à partir de son livre "Suivre le printemps" (Bittencourt, 1951). La recherche du travail commence par l'analyse documentaire des études déjà publiées sur son travail (Henn, 2006, 2013 ; Ireno, 2018, entre autres) en essayant de le discuter du point de vue de la notion d'épistémicide contre les femmes proposée par Grosfoguel.

Les résultats suggèrent que les analyses sur la couverture telles que celle de Majoy peuvent être élargies à partir de la réception de récits minoritaires tels que ceux des femmes, contribuant ainsi à une vision plus holistique qui contemple, sans s'y limiter, les récits de guerre hégémoniques faits en grande partie par des hommes blancs.

Nous soulignons ici trois résultats principaux dans l'aspect narratif du travail. La première est que les personnages dépeints, comme le ministre brésilien de la Guerre de l'époque, le général Eurico Gaspar Dutra, qui deviendra plus tard le 16^e président du Brésil (1946-51), ne sont pas approfondis d'un point de vue descriptif et/ou psychologique, ce qui peut être dû au fait que les récits et rapports journalistiques et, plus tard, les livres de guerre dans lesquels ils figuraient ont été censurés par le gouvernement brésilien avant leur publication.

D'autre part, dans ce qui constitue la deuxième constatation que nous avons soulignée, le reportage de guerre de Majoy est plein de subjectivité - elle était très intéressée à enregistrer ses observations en tant que témoin oculaire, ce qui l'a amenée à percevoir et à rapporter des détails de la guerre différents des perspectives publiées dans les quotidiens brésiliens. En ce sens, elle anticipe des perspectives telles que celle de la Biélorusse Svetlana Alexsievich (Aleksiévitch, 2016) lauréate du prix Nobel de littérature 2015, dans la mesure où elle a employé un récit différent de la vision masculine jusqu'alors canonique de l'observation et du reportage des conflits et des guerres.

Enfin, la troisième conclusion est la compréhension que le reportage de guerre est intégré dans un champ systémique qui contemple mais ne se limite pas à l'événement lui-même, puisqu'il existe une vie plus large qui est présente dans une myriade impérative d'événements parallèles au conflit lui-même. Ainsi, la prose subtile et poétique de Majoy enregistre non seulement les actions des combattants, mais aussi parfois leurs relations privées intimes, telles que les pensées et les sentiments au-delà des actions. Comme dans le passage : « Le général Clark, le général Dutra, les autres chefs regardent la formidable bataille qui se déroule de montagne en montagne. Moi aussi, je regarde. Mais je ne vois que fumée et tumulte. Sur le sol de boue dure, une petite fleur, têtue, insiste pour vivre. Il était inutile d'essayer de le sauver des chaussures épaisses. Et une main l'a ramassé. C'est ce que font les soldats. Ils cueillent toutes les fleurs sur le chemin - eux dont la mission est de cueillir la mort. » (Bittencourt, 1951, p. 45).

Informar com risco de vida. Estudo exploratório de jornalistas que relatam a violência terrorista no Burkina Faso

Lassané Yaméogo

Esta comunicação é baseada numa análise de conteúdo e entrevistas abrangentes realizadas em julho e agosto de 2022 em Ouagadougou (Burkina Faso) com onze jornalistas que reportam sobre a violência terrorista (JRVT) e quatro editores-chefes, todos de vários meios de comunicação. (rádio, televisão, imprensa escrita e imprensa online) transmitindo ou publicando no Ouagadougou. Os repórteres foram selecionados com uma base nos seguintes critérios: i) produzir conteúdo factual e original sobre atos terroristas; ii) ter pelo menos três anos de experiência em reportagens sobre a violência terrorista; iii) tenham produzido pelo menos três reportagens sobre o terreno perigoso e extremamente arriscado (testemunhar uma tomada de reféns extremamente violenta e um ataque militar de libertação, embarcar em comboios humanitários desafiando dispositivos explosivos improvisados ou sofrer

disparos de Kalashnikovs, estar em patrulha militar ou em patrulha de Voluntários para a Defesa da Pátria (VDP)¹ rastreando terroristas, etc).

Estamos interessados nesta comunicação a esses jornalistas no combate que arriscam as suas vidas para informar a opinião pública sobre as atrocidades e abusos cometidos por grupos terroristas armados no Burkina Faso. Queremos compreender as motivações e razões que os levam a tal compromisso, bem como as formas como estes jornalistas informam sobre esse compromisso, pelo que procuraremos dar respostas às seguintes questões: Como é que o fenómeno terrorista se torna, no contexto burquinense, o espaço de expressão do jornalismo de combate? Como as produções jornalísticas revelam essa luta ou esse compromisso? Que formas específicas e tratamento midiático assume a combatividade e o compromisso jornalístico? O objetivo da comunicação é de informar sobre o espírito de luta e o empenho dos jornalistas que denunciam a violência terrorista, destacando o significado da sua luta e/ou do seu empenho.

Resultados preliminares

A pesquisa alcançou alguns resultados tangíveis em vários níveis. A princípio, trabalha-se com uma demonstração semântica destacando a diferença entre a guerra e o terrorismo e entre o repórter de guerra (Martinez et al., 2022; Robinet, 2013; Allan & Zelizer, 2004) e o repórter de violência terrorista. No caso da violência terrorista, as condições e os contextos de produção da informação são tão específicos e se distanciam do ambiente contextual da guerra convencional que os jornalistas que cobrem esse conflito não podem ser confundidos com os repórteres de guerra. Eles mesmos são objeto de sequestro, assassinato por grupos terroristas armados, por um lado, e, por outro lado, forçados a serem amordaçados diante de certos sujeitos pela legislação antiliberal e por grupos terroristas armados. Em algumas regiões, é nas condições de “jornalismo sitiado” (Yaméogo, 2018) que estes jornalistas tanto exercem a ameaça, intimidação, destruição de equipamentos e instalações são estruturais e quase diárias.

Em segundo lugar, a pesquisa mostra que, apesar das atrocidades, do trauma, do medo, da luta travada pelos jornalistas que denunciam a violência terrorista, resulta num compromisso inabalável, que pode ir tão longe quanto o sacrifício final. O compromisso manifesta-se de várias formas: nas produções jornalísticas, ou seja, na forma como assume o tratamento mediático, no papel e na missão que o jornalista se atribui e na luta contra o silêncio face à violência terrorista (dever de informar).

Por um lado, o terreno por si só traduz a luta. É a expressão de um compromisso, um compromisso à custa da vida do jornalista que denuncia o terrorista violento, mas necessário porque se trata de ser útil à sua comunidade estando na frente, como os soldados, dando verdadeiras e informações factuais. Para tanto, o jornalismo é o campo, é o contato com as pessoas cujas experiências e falas elas transmitem, é o “jornalismo de pé” (do contacto) e não o “jornalismo sentado” (confinado à redação) (Neveu, 2001). A investigação, o levantamento, a reportagem, o dossiê são os traços característicos do jornalismo de combate, que é também a personificação da “excelência jornalística” (Yaméogo, 2022). A sua luta é de detectar, trazer à luz e traduzir o sofrimento do mundo documentando-o (Sontag, 2003).

Por outro lado, os JRVTs assumem um papel terapêutico. Dizem que fazem das colunas e antenas uma saída para as vítimas. A recolha de testemunhos de todas as partes no teatro de operações alivia, segundo eles, o sofrimento, mas também repara injustiças, evidencia dificuldades e insucessos, que podem conduzir a uma redefinição da estratégia militar e/ou a uma gestão diligente dos problemas mais urgentes e vitais. No final das contas, cabe a eles de contribuir através da caneta, do microfone, da câmara para resolver o problema de segurança. Afirmam portar a voz dos sem voz (as vítimas), o que ajuda a livrá-los de “dissipar a psicose (jornalista4), “informar e sensibilizar o povo (jornalista5). Para eles, a luta que vale a pena travar é a de “revelar falhas e abusos”, de “informar”, de “relatar o sofrimento”, de

“contar as experiências das pessoas afetadas”. , para “mostrar que o fenômeno existe”, “apresentar todos os contornos do fenômeno”, “edificar as pessoas”, “levar a voz dos fracos”, “apresentar os factos que permitem sensibilizar”, “não deixar que os jornalistas estrangeiros escrevam a nossa história ”.

Por fim, o combate e o engajamento cumprem uma função patriótica. Dizem que a JRVT participa “no esforço de guerra”, na “defesa da Pátria”, na “defesa da Nação”, na “formação de uma frente comum contra o terrorismo”. Em nome do patriotismo e da sobrevivência do estado burquinense, alguns JRVTs concordam em “quebrar a ética e a conduta profissional da profissão”.

8/12 - 15h30-17h15

Panel 2 : Exercices professionnels en contexte autoritaire - Prática profissional em contexto autoritário

O movimento dos jornalistas argelinos (MJA) : estudo e contribuições de uma experiência de combate inédita na história da profissão (1987-1991)

Chloé Nejma Rondeleux & Walid Boudoukha

Depois de 132 anos de colonização francesa, a Argélia obteve a sua independência no dia 5 de julho de 1962. Num contexto de Guerra Fria, o país opta por um modelo político socialista baseado num regime de Partido único em torno do Front de Libération Nationale (FLN : Frente de Libertação Nacional em português), partido que existe desde a guerra de independência (1954-1962). Nestes primeiros anos de pós-independência, o setor dos média foi submetido a dois fenómenos ao mesmo tempo : a nacionalização da imprensa colonial que acompanha a instauração do monopólio do Estado sobre os média. O golpe de Estado do 19 de junho de 1965 do general Houari Boumediène fortalece ainda mais este sistema de monopólio do Estado sobre os média, que continua sob a presidência de Chadli Bendjedid (1979-1992). de 1965 a 1990, os média foram então integralmente detidos pelo Estado, e eram divididos em duas categorias : os média ditos “governamentais” postos sob a tutela do ministério da informação e os média ditos “do Partido” detidos pelo FLN. O “socialismo argelino” instaura um sistema mediático próximo dos países comunistas onde não há propriedade privada da empresa da informação (Mond, 1975).

Nesta situação onde a autoridade política controla todos os média , o jornalista argelino endossa o papel de funcionário, enquanto empregado do ministério da informação ou do partido do FLN, e o papel de militante, enquanto porta-voz da revolução socialista. Evolui então num ambiente de trabalho restritivo, o que tem por consequência uma adesão fraca dos jornalistas aos sindicatos postos sob tutela e vigilância do FLN (Mostefaoui, 1989). Entre 1970 e 1990, o número de jornalistas argelinos mantinha-se relativamente fraco, oscilando nos 600 nos anos 1970 a 1980 ao princípio dos anos 1990, para uma população total estimada a 24 milhões de habitantes. Estes jornalistas trabalham para a maioria na capital, Argel, que concentra as sedes dos diários nacionais, da radio-télévision algérienne (RTA) e da agência de imprensa, a Algérie presse service (APS). São maioritariamente empregados pela imprensa escrita. Como as evoluções do emprego a nível mundial (Bohère, BIT, 1984), o número de mulheres e o número de licenciados não para de aumentar nos anos 1980. Enfim, em relação ao nível de representação profissional, depois de uma integração forçada da União dos jornalistas argelinos (UJA) na União dos jornalistas, escritores e intérpretes (UJEI) em 1985, a década de 1980 acaba pela nascença do primeiro movimento sindical independente do partido do FLN : o Movimento dos jornalistas argelinos (MJA).

Para além do setor dos média e da informação, estes anos 1980 caracterizam-se por uma crise económica sem precedente depois do contra-choque petrolífero e da queda da cotação do dólar em 1986 que mergulhou a Argélia numa profunda recessão. Face a essa situação, Chadli Benjedid instaura a partir de 1983, um grupo de conselheiros - mais tarde chamado o grupo de reformadores - formado em torno de Mouloud Hamrouche, secretário geral do

governo. Este grupo, composto principalmente de executivos e especialistas em economia, tem ao princípio a única missão de endireitar uma economia argelina em grande dificuldade. Neste contexto de urgência económica, a reforma midiática não é de atualidade. Entretanto, a revolta popular de outubro de 1988 vai virar do avesso a paisagem mediática e a profissão do jornalista.

Do 5 ao 10 de outubro de 1988, manifestações e motins importantes aconteceram em várias cidades da Argélia, como Argel. A reação política é repressiva, o exército abre o fogo. O balanço oficial é de 169 mortos, mais de 600 segundo as fontes hospitalares (RSF, 1996). Entre as vítimas, encontra-se o jornalista Sid Ali Benmechiche, repórter na APS que voltou de férias para cobrir a manifestação do 10 de outubro de 1988. Os jornalistas argelinos encontram-se também em primeira linha da contestação cujas diferentes reivindicações expressam-se através do Movimento dos jornalistas argelinos (MJA), que nasceu no princípio do ano de 1988. A partir de arquivos de imprensa mas sobretudo dos arquivos recolhidos junto de antigos jornalistas membros do MJA, esta comunicação deseja descobrir as grandes etapas deste movimento a fim de demonstrar o seu impacto capital na profissão.

O MJA nasceu de uma acumulação de frustrações que se transformaram em reivindicações de uma corporação inteira empregada pelo Estado e vivendo problemas comuns, resume o jornalista Ahmed Ancer num livro de testemunha dedicado aos jornalistas argelinos (Ancer, 2001). O ponto de partida desta contestação que surge no mês de 1988 baseia-se efetivamente nas reivindicações salariais resultantes em particular de jovens recrutas limitadas à categoria mais baixa da escala da grelha salarial da profissão sem perspetiva de avanço rápido. Face à rejeição do ministério da informação e do FLN para aceder a uma revalorização dos salários, um coletivo inter-órgãos de jornalistas é constituído e dá-se a conhecer graças a uma declaração divulgada no dia 9 de maio de 1988 que aborda sem contornos as violações à credibilidade da informação.

Depois dos dias de outubro de 1988 durante os quais jornalistas foram ‘proibidos de informar objetivamente os fatos e eventos que o país viveu’, como o destaca a declaração do dia 10 de outubro de 1988 transmitida pela AFP onde os jornalistas denunciam pela primeira vez publicamente a censura, o MJA sai do anonimato. Nos dias seguintes, o número de participantes às reuniões do MJA explode, atingindo até 500 jornalistas. Dentro das redações, as iniciativas de assembleias gerais de jornalistas multiplicam-se e causam a eleição dos representantes do MJA em todos os média.

Graças à forte representatividade e das esperanças abertas pelo outubro de 1988, o MJA começa a partir do fim do ano de 1988 discussões com o ministério da informação visando a repensar a informação na sua globalidade e a dotar o setor de um Código que seja outra coisa do que uma sucessão de proibições no Código da informação em vigor desde 1982. Na Presidência, o interlocutor privilegiado do MJA é Mouloud Hamrouche. Nomeado Primeiro Ministro a partir de setembro de 1989, é este que estipula o fim do monopólio do Estado sobre os média através da circular do 19 de março de 1990 que permite ao jornalista, organizados em coletivos ou sociedade de redatores, criar o próprio jornal. Depois de várias versões antes do projeto, o novo código de informação foi definitivamente adotado em abril de 1990. Face a estes novos desafios para os média, o MJA enfraquece-se progressivamente e acaba por desaparecer no final do ano 1990.

O jornalista num contexto autoritário: entre estratégias de luta e resiliência

Marcy Delsione Ovoundaga

“Pelo menos 110 casos de ataques contra jornalistas e meios de comunicação foram registrados em 2021, segundo os números apresentados nesta terça-feira 2 de novembro em Kinshasa pela ONG Journaliste en Danger (JED) no Dia Internacional de Combate à Impunidade por Crimes Cometidos contra Jornalistas” (Radio France internationale: 2021). Se este número nos mostra os perigos a que estão expostos os profissionais da informação, também nos motiva a questionar a complexidade da função jornalística num contexto normal

e numa situação de conflito sócio-político. Numa investigação sobre “A história política do jornalismo”, Géraldine Muhlmann recorda que o jornalismo moderno se define por duas funções distintas e potencialmente opostas, nomeadamente aproximar e descentrar (2014). Estas visam, por um lado, a fazer do jornalista um amante da verdade e um símbolo de cidadania e, por outro lado, favorecer a expressão pública susceptível de gerar riscos ao expor o inominável (Ménissier Thierry : 2014). Nessas duas configurações, o jornalista representa um perigo para os inimigos da verdade e muitas vezes é mal visto nos governos autoritários onde a liberdade de expressão é ameaçada. É particularmente nestes contextos autoritários que é importante questionar o exercício do trabalho dos jornalistas. Para alguns autores, o trabalho jornalístico em tais contextos pode ser apreciado por meio das relações que a mídia mantém com a elite política. Essas relações costumam ser conflituosas ou cordiais (Florence Brisset-Foucault: 2016). Dependem sobretudo das notícias que envolvem a elite no poder. Todas essas situações levantam questões reais sobre como os jornalistas funcionam num contexto autoritário. Por isso decidimos trabalhar o seguinte tema: O jornalista em contexto autoritário: entre estratégias de luta e resiliência.

O nosso objetivo aqui é avaliar as condições de exercício da profissão de jornalista em determinados contextos africanos em geral, e no Gabão em particular. Em certos ambientes da África subsaariana, duas doutrinas estiveram em ação desde o início na governança da mídia. Uma doutrina autoritária que postula a legitimidade absoluta do controle estatal e/ou governamental sobre a mídia (Osée Kamga: 2019; Marie Soleil-Frère: 2005). Uma segunda doutrina desenvolvimentista que vê a mídia como ferramenta a serviço do desenvolvimento e, portanto, das iniciativas estatais. É nessa configuração restritiva que vários jornalistas evoluíram. O cenário da mídia nascido da abertura democrática não ajudou a melhorar as coisas. Pelo contrário, em certos países como o Gabão, esta renovação democrática é marcada pelo advento de um contexto complexo para os profissionais da comunicação social, que permanecem eles próprios divididos entre a pressão das autoridades públicas e a influência dos atores políticos e económicos (Marcy Ovoundaga: 2017; Arthur Djaboudi Sabi: 1999).

Com base nessas observações, queremos identificar como os jornalistas trabalham nesses contextos complexos? Que mecanismos eles colocam para contribuir para a manifestação da verdade mesmo quando o contexto não permite? No contexto gabonês, esses mecanismos não podem ser percebidos como estratégias de luta para preservar o significado simbólico dessa função? Além disso, como os jornalistas gaboneses se adaptam nesse ambiente? Essa adaptação pode ser lida como resiliência?

Método

Para responder a estas questões, cruzamos aqui os métodos de recolha de dados nas ciências humanas e sociais em geral e nas ciências da informação e comunicação em particular. O nosso trabalho está organizado em torno de 20 entrevistas semiestruturadas realizadas com jornalistas da mídia impressa, online e audiovisual do Gabão. Estes dados qualitativos são cruzados com uma análise do conteúdo da imprensa satírica online de 2016 a 2020. O objetivo desta análise foi avaliar a qualidade, a dimensão crítica e as estratégias de escrita iniciadas para contornar a censura. A escolha desta datação justifica-se pela realização das eleições presidenciais de 2016 no Gabão. Estas eleições levaram o país a uma crise pós-eleitoral que pesa consideravelmente no campo da mídia.

Os primeiros resultados obtidos mostram que vários jornalistas da mídia pública e privada atuam em ambiente autoritário em que a lógica da autocensura parece ser a norma. No contexto gabonês, várias técnicas de redação são desenvolvidas por jornalistas online para atualizar determinadas notícias que apresentam autoridades políticas.

Pratiques de coalition dans le journalisme contemporain : le premier et le second plan
Cristiane Naiara Araújo de Souza

En 2018, le site Swissinfo.ch¹² a cartographié les modes d'organisation des médias publics dans 11 pays¹. Le résultat présente les modèles et leurs principaux obstacles, parmi lesquels nous pouvons souligner la forte pression de l'État sur les entreprises médiatiques (qu'elles soient publiques ou privées), la dépendance à l'égard des ressources publiques ou des taxes, et les pratiques de corruption. Au Brésil, la sphère oligarchique subsiste, responsable de l'insertion massive de la radio et de la télévision tout au long du 20ème siècle en popularisant le modèle de transmission via une tête centrale, ou tête de réseau, et ses retransmetteurs (Görger, 2017).

En ce qui concerne les médias numériques, même s'ils ont d'abord été popularisés par l'initiative de groupes dominants et d'entreprises transnationales - tous deux dotés d'un pouvoir d'investissement élevé -, des entités non gouvernementales, des collectifs culturels/politiques et une diversité d'autres acteurs ont rapidement rejoint cet écosystème complexe, rendant le rôle des médiateurs informationnels, tels que le journalisme institutionnalisé, superflu.

L'insistance sur le profil concurrentiel sous-jacent, qui a bien fonctionné dans le paradigme de la rareté de l'information (Alves, 2017, p. 45), fournit des arguments sur le caractère dispensable des médias dits anciens. On se demande quelles alternatives relocaliseraient le journalisme institutionnel dans ce scénario où le big data est la métaphore de la surabondance ? Quels arrangements seraient plus cohérents avec notre modèle socio-technique contemporain ? Et aussi, quels intérêts doivent être positionnés dans le premier et le second plan ?

McLeod (2014, cité par Blumler & Coleman, 2017, p. 11) explique : " [...] lorsque ces forces opposées s'affrontent dans leurs tranchées idéologiquement creusées, l'information tend à devenir un instrument de guerre, plutôt qu'une aide à la compréhension ". Tout comme les initiatives de coopération institutionnelle dans le domaine des sciences, entreprises dans l'aspiration à une science ouverte et collaborative dans le but de réaliser le bien commun, dans le cas des démocraties des sociétés occidentales, il pourrait y avoir un chemin plus ou moins similaire pour le journalisme dans une stratégie de coalition. En ce sens, il est cohérent d'envisager des modèles alternatifs à ceux qui ont soutenu le journalisme dans le passé, mais qui menacent aujourd'hui son autonomie en tant qu'institution capable de qualifier les démocraties.

Dans le monde entier, des exemples paradigmatiques peuvent être analysés sous l'angle de la coalition dans le journalisme institutionnel (et en partenariat avec d'autres acteurs), comme dans le cas de Cambridge Analytica, une entreprise de marketing numérique qui, depuis 2014, a collecté les données de près de 90 millions d'utilisateurs de Facebook (2018) ; les Pandora Papers, dont les chiffres sanctifient l'union entre le journalisme et la science des données (2021), la plus récente de plusieurs méga-fuites (FinCen Files, Paradise Papers, Panama Papers et LuxLeaks). Dans ces exemples, des professionnels de diverses institutions ont enquêté, traité et révélé au grand public des informations de grand intérêt, provoquant une série d'impacts politiques et économiques en invoquant les préceptes liés à l'accountability (Paulino ; Bastian & Gomes, 2022).

Au Brésil, parmi les coalitions d'intérêts ayant eu un grand impact, on peut citer la « Série Vaza Jato », qui a réuni The Intercept Brasil et Veja et a donné lieu à une série de rapports sur les coulisses de l'opération Lava Jato, révélant des détails sur des accords inoffensifs entre l'accusation et la juridiction de l'affaire ; et le "Consortium des médias de presse", créé le 8 juin 2020 pour organiser et diffuser les chiffres sur la pandémie de covid-19 qui ont été récupérés directement auprès des secrétariats à la santé des États, face aux retards répétés du ministère de la santé dans la transmission de l'information. En pratique, les équipes ont travaillé sur le traitement de ces données et la génération de statistiques et de graphiques (moyennes des cas et des décès). En l'absence de vaccins, le seul moyen d'éviter la contagion

était la prévention ; et, compte tenu du scénario rempli d'incertitudes, cette initiative a apporté des gains qui pouvaient être calculés en nombre de vies.

Dans tous ces exemples, de même qu'il est impossible d'imaginer des résultats similaires si le même travail avait été effectué individuellement, en pensant en termes de ressources et de répercussion, il est difficile de concevoir des stratégies de coalition tout aussi justifiées lorsqu'il s'agit d'agendas moins urgents et moins impactants, c'est-à-dire avec moins d'intérêt public. Par conséquent, lorsque le modèle concurrentiel ne peut être harmonisé avec les exigences imposées au journalisme, des stratégies capables de positionner l'intérêt public sur un plan plus élevé que l'intérêt commercial oligarchique qui soutient le système médiatique brésilien sont créées.

Pour comprendre cette approche, nous avons appliqué l'Analyse de la Couverture Journalistique (ACJ), en la développant à partir de ces trois dimensions : 1) normative, 2) technique-procédurale et méthodologique, et 3) organisationnelle ; et à partir de ces deux niveaux analytiques : 1) marques de vérification et composition du produit [éléments : signature, lieu, origine de l'information (de première main - obtention directe ; et de seconde main - publications scientifiques, documents, rééditions, etc.) ; et 2) aspects de caractérisation contextuelle [internes (visuels (thématiques, organisationnels) / externes (perspectives de l'événement)].), ressources multimédia (vidéos, images, hyperliens, infographies, etc.)] ; et 2) les aspects de la caractérisation du contexte [interne (visuel, thématique, organisationnel)/externe (perspectives de l'événement dans le champ socio-historique-culturel, impliquant des discussions théoriques)].

Bien que le protocole méthodologique ait été pensé pour les nouvelles imprimées, nous considérons, mutatis mutandis, sa viabilité pour étudier les modèles narratifs du cyberjournalisme (Santos & Miguel, 2020). Il analyse les éléments du processus d'élaboration de l'événement en tant qu'information journalistique, étant " [...] complémentaire aux études sur l'actualité réalisées dans les salles de rédaction et à l'analyse du contenu et du discours des textes " (Silva & Maia, 2011, p. 21).

Pour permettre l'écriture dans le cadre d'un article académique, il a été choisi d'effectuer une coupe empirique qui inclut les deux premiers rapports de la Série "Vaza Jato" (un du site TIB et l'autre du Magazine Veja) et les premières nouvelles qui ont été publiées sur la page de chaque participant du Consortium après le début de l'activité de ce groupe (O Estado de S. Paulo, G1, O Globo, Extra, Folha de S. Paulo et UOL). En somme, ce texte représente l'approfondissement empirique de notre effort théorique précédent (Souza, 2022) ; et, en traitant de la matérialité, il aide à avancer dans la compréhension pragmatique d'une pensée journalistique de coalition dans la réalité brésilienne.

Jornalismo monitorado e enquadrado em Beni-Lubero. Como lidar com a pressão de fontes e do público num conflito armado que persiste?

Maombi Mukomya

Desde outubro de 2014, os jornalistas de Beni-Lubero relatam fatos relacionados ao ativismo de um grupo armado que o governo qualifica de terrorista. Este grupo rebelde lidera uma guerra mortal: destruição de aldeias, violência contra a população. Entre 2017 e 2019, 31% das mortes de civis registradas em Kivu do Norte e do Sul ocorreram em Beni (GEC, 2019). Desde o início das matanças, ainda é difícil identificar os responsáveis por essa violência (GEC, 2017).

Os jornalistas experimentam muitas dificuldades em trabalhar neste contexto. Abarcar as decisões dos seus dirigentes, a ação dos seus soldados, o impacto da guerra nos seus concidadãos e em si mesmo coloca problemas particulares (Marthoz, 2018). A relação entre fontes institucionais e atores midiáticos enquadra-se no "paradigma colaboração-desconfiança". Em relação à divulgação de informações e pontos de vista sobre atos de

guerra, o governo congolês proibiu, desde 2012, os jornalistas de dar a palavra aos rebeldes e de as transmitir (N'Sana, 2021). Quando as fontes têm permissão para falar, as autoridades procuram um controlo da sua visão da guerra. Mesmo quando se colocam como a única e principal fonte de informação, as autoridades militares e civis ainda não são acessíveis.

Os papéis profissionais e as rotinas de trabalho dos jornalistas são postos em tensão pelas expectativas, as percepções dos papéis e as injunções cruzadas dos atores do conflito e do público. Os jornalistas vivem “uma época de calvário do trabalho jornalístico onde não se pode desistir, é preciso aguentar, mas como?”. Esta comunicação questiona a forma como os jornalistas de Beni-Lubero vivem esta situação: como eles negociam a definição exógena dos seus papéis profissionais nas suas práticas? Em outras palavras, como os jornalistas internalizam as expectativas, percepções de papéis e injunções das fontes e como eles resistem? Levantamos a hipótese de que os jornalistas lutam e chegam a um acordo com as fontes (Lévêque, 2004), engajando-se numa negociação permanente entre o que pode ou não pode ser dito (Frère, 2019). Querendo se adaptar à situação ou resistir, o jornalista negocia consigo mesmo e com outros atores do seu papel social.

A análise dos dados (dez entrevistas, uma discussão entre jornalistas, um comunicado de imprensa dos dirigentes das rádios) mostra que os jornalistas se sentem vigiados pelas autoridades militares e civis, pelos rebeldes e pelo público. Não se reconhecendo na representação da situação dada pela mídia, o público é cauteloso e às vezes se distancia dos jornalistas. O exército configura um embedding cognitivo de criar condições psicológicas para que os jornalistas entendam e adotem os pontos de vista do governo sobre a guerra (Denis e Josiane Ruellan, 2022: 121). Este sistema consiste em dizer aos jornalistas o que não devem dizer, acompanhando o exército, comportando-se como patriotas, referindo-se ao porta-voz do exército como fonte. Em nome do apoio ao moral da tropa, as autoridades militares querem alinhar jornalistas com cargos oficiais (Denis e Josiane Ruellan, 2022). Tantos constrangimentos que enquadram o trabalho dos jornalistas.

As tensões sentidas e vividas em torno da cobertura da guerra levam os jornalistas a modificarem as suas formas de pensar e fazer para lidar com esta situação que põe em causa a sua identidade profissional. Eles desenvolvem uma cultura profissional contextual que define como produzir informações e gerenciar interações com fontes. Esse referencial é perceptível por meio de um continuum de práticas de resistência, ajustes e cooperação que oscilam entre duas posturas, de embedding cognitivo e de distanciamento, adotadas pelos jornalistas de acordo com as circunstâncias e dos seus recursos. Algumas lógicas sustentam essas práticas diferenciadas: garantir a própria proteção, assumir a responsabilidade social, desempenhar o papel profissional, assumir a responsabilidade cívica. Estas lógicas mostram a complexidade da situação em que se encontram os jornalistas e o processo de negociação de papéis e expectativas profissionais que lhes permite continuar a exercer a sua profissão.

Pela postura de embedding cognitivo, diante da pressão das autoridades militares que percebem os jornalistas como auxiliares das operações militares (Denis e Josiane Ruellan, 2022), os jornalistas adotam práticas de internalização dos papéis atribuídos. Ajustando-se aos papéis atribuídos, os jornalistas se censuram. Eles descartam notícias, escolhem palavras ou negam aos atores sociais a legitimidade para falar sobre a guerra. Ao decidir de não divulgar determinadas informações ou de não dar detalhes, os jornalistas endossam as expectativas de fontes oficiais. Esses “associados-rivais” (Legavre, 2011) concordam em parte na definição do que é importante a transmitir e na definição da forma de fazê-lo.

A postura de distanciamento é adotada quando os jornalistas “resolvem se libertar e manter a sua independência”. Ao rejeitar a imagem que lhes é atribuída pelas fontes, os jornalistas contornam os controlos para se libertarem da censura, afirmam a profissionalidade das suas práticas e reivindicam a especificidade do seu papel: antecipar-se ao exército no terreno, disseminar informação com recurso a instrumentos não institucionais fontes, cruzamento de

fontes, baseando-se em outras mídias, delegando o papel social a terceiros. Afirmar a utilidade do seu trabalho, prestar serviço à comunidade tranquilizando e dando esperança às populações, leva os jornalistas a manterem a sua margem de manobra.

Apesar das frustrações, da sensação de incompreensão e impotência, da insegurança física e psicológica, da crise de identidade que engendra, essa situação produz um imaginário sobre o jornalismo. Negociar constantemente as suas práticas faz com que os jornalistas sintam e digam que estão praticando um jornalismo autêntico. Segundo eles, vivenciar a cobertura da guerra permite testar e aumentar a sua capacidade de discriminação: analisar, entender, reter o que é importante transmitir e fazer (Le Cam e Ruellan, 2017). Eles se consideram mais autênticos no mundo do jornalismo no Congo. Para eles, o cerne do jornalismo, sentimos-lo numa zona de guerra.

8/12 - 17h30-19h

Panel 3 : Traitement médiatique de la violence sociale et politique - Tratamento da violência social e política pela mídia

Jornalismo de combate no campo da mídia: permanência e ruptura de um modelo editorial na imprensa escrita marfinense

Waliyu Karimu

Em 1990, em um contexto de multipartidarismo, o cenário da mídia marfinense, que até então era marcado pela mídia estatal em posição de monopólio, foi reconfigurado. A partir desta data emblemática da história da Costa do Marfim, várias dezenas de títulos privados são regularmente colocados no mercado (Frère, 2016). Nesse período de efervescência editorial descrito como a "primavera da imprensa", os jornais se espalharam de forma crescente: foram registradas 178 publicações entre 1990 e 1996. Seus promotores tinham perfis diversos e variados: políticos, membros de sua comitiva, jornalistas de imprensa estatal, ou mesmo empresários em busca de novas oportunidades de negócios.

Pesquisas realizadas alguns meses depois dessa "primavera da imprensa" mostram que a maioria dos jornais estavam mais envolvidos na luta de políticos que para alguns cobijavam o poder do Estado, que para outros tentavam de alguma forma chegar lá (Bailly, 1995). Nessa configuração, a prática virtuosa do jornalismo foi relegada às calendas gregas. Esta é a primeira característica do jornalismo marfinense na década de 1990.

É óbvio que a criação de uma multiplicidade de jornais requer um número substancial de profissionais. Neste contexto local, o pessoal editorial qualificado rapidamente se mostrou insuficiente em número. Assim, diante dessa situação, os promotores tiveram que se contentar com escritores que chegaram à profissão acidentalmente (Bailly, 2001; Karimu, 2017). Esta é a segunda característica desta imprensa. Uma terceira particularidade deve ser sublinhada: o discurso mediático privilegia as opiniões em detrimento dos factos, que são, no entanto, o elemento constitutivo de um jornalismo-tipo ideal.

Definido prosaicamente, o jornalismo é a profissão que se dedica à publicação de informação, através do canal de diferentes meios de comunicação (Balle, 2006). No entanto, esta definição contém várias realidades. Não existe apenas uma, mas várias formas de jornalismo (Charron & De Bonville, 1996b, Bernier, 2021). Interessa-nos aqui o jornalismo de combate, um jornalismo partidário e empenhado, fortemente ancorado no panorama mediático marfinense que se tem destacado pelos seus excessos e deslizes (Sotinel, 1999; Zio, 2012). Este tipo de jornalismo caracteriza-se pela falta de objetividade com forte propensão para a propaganda. Conforme observado por Jacques Le Bohec (2000), ela evolui em uma lógica própria de duas entidades intimamente ligadas: os atores políticos e os jornalísticos. Marc-François Bernier, que faz uma tênue distinção entre jornalismo comprometido e jornalismo de combate, evoca, a propósito deste último citado: "Ele não se compromete apenas com certas

causas, ele luta contra vários poderes, sejam eles militares, políticos ou religiosos. Encontra-se numa posição de radical adversidade, potencialmente perigosa para a sua integridade física” (Bernier, 2021:48). Implicitamente, as considerações relativas a este tipo de jornalismo contrapõem-se à vertente normativa da profissão à qual os jornalistas têm aderido massivamente, incentivando o cumprimento de regras éticas e deontológicas e adotando estatutos e outros mecanismos semelhantes. O que não é o caso aqui, se acreditarmos em Raoul Germain Blé: “Os meios de opinião na Costa do Marfim são armas de guerra para marcar posições estratégicas. Os políticos muitas vezes os ativam com o objetivo de desacreditar ou atacar o adversário por meio de uma escalada de violência verbal, bíblica, cromática e icônica. A aprendizagem democrática, mal negociada, dá assim razão para deplorar o uso desordenado e incompreendido da liberdade e do pluralismo de imprensa” (Blé, 2009: 197-198).

No plano teórico, a nossa reflexão assenta em trabalhos relativos à sociologia do jornalismo (Neveu, 2004) e dos media (Rieffel, 2005). Esta perspectiva sociológica parece-nos essencial neste estudo, através de duas abordagens descritas por Arnaud Mercier: “Uma assemelha-se a uma sociologia da profissão, acompanhando os seus desenvolvimentos, as suas práticas, a sua identidade, a sua história; a outra diz respeito à análise que se pode fazer das lógicas sociais e profissionais capazes de explicar a produção jornalística, de ajudar a descrever, analisar e criticar a informação veiculada pelos media” (Mercier, 2009: 7).

O objetivo desta pesquisa é destacar as particularidades do jornalismo de opinião por meio de seu avatar, o jornalismo de combate, no cenário da mídia marfinense e precisamente na imprensa escrita da Costa do Marfim desde 1990. Noutros termos queremos descrever e explicar como esse tipo de jornalismo evoluiu desde 1990 e quais são as suas consequências.

O estudo é realizado com base em uma análise do tipo documental. Para nós, isso envolve a utilização de arquivos (artigos de jornais publicados desde 1990), obras relevantes sobre o tema, além de relatórios da Autoridade Nacional de Imprensa (ANP), principal órgão regulador e do Observatório da liberdade de imprensa, ética e deontologia (OLPED), a estrutura autorreguladora. Também usaremos algumas entrevistas semidiretivas realizadas com atores do mundo jornalístico marfinense cujas representações podem ser úteis para entender seu compromisso com os políticos.

Numa perspetiva qualitativa, propomos para esta investigação uma socio-história (Noiriel, 2008) do jornalismo marfinense que nos parece relevante para melhor abordar a evolução da profissão e das suas práticas.

A nossa hipótese é a seguinte: sendo o principal objetivo da criação dos jornais privados marfinenses de travar batalhas políticas em benefício dos seus patrocinadores, este modelo editorial mantém-se mais de três décadas após a “primavera da imprensa” e comporta derrapagens difíceis para erradicar. Nos perguntamos como o jornalismo de combate se consolida neste campo midiático e de que forma. Pretendemos fazer uma comparação com as práticas em vigor na década de 1990-2000 e no período seguinte.

Articularemos o nosso argumento em três partes. Em primeiro lugar, tentaremos explicar a contribuição dos empresários políticos para o surgimento do jornalismo de combate. Em seguida, discutiremos o que o jornalismo de combate faz à imprensa marfinense. Por fim, analisaremos o jornalismo marfinense hoje através das diversas transformações que ali ocorrem.

Médiatisation, plateformes numériques et couverture de l'information dans le monde multipolaire : les médias en tant qu'agents de sécurisation

Ada C. Machado da Silveira & Camilla Hartmann

La présente communication s'inscrit dans un effort de recherche qui vise à élucider certains aspects obscurs du cadre théorique dans le domaine de la connaissance de la communication. Notre recherche se concentre sur la question-problème établie dans l'étude de l'action des médias en tant qu'agents de sécurisation. La consolidation du phénomène de médiatisation et sa structuration en même temps que les transformations sociétales ont donné un autre visage aux études consacrées à l'action omniprésente des médias, provoquant l'émergence de contributions théoriques, d'objets conceptuels et de dispositifs analytiques qui entendent rendre compte du nouveau mode de configuration des pratiques communicationnelles affectées (Fausto Neto, 2008 ; Hjarvard, 2014 ; Couldry & Hepp, 2017).

Nous envisageons les approches épistémologique, théoriques et méthodologiques de la médiatisation, tout en prenant en compte les perspectives différenciées développées en Amérique Latine, aux Etats-Unis, en Europe et en Russie, qui connaissent un scénario profondément ambigu. Par conséquent, sa conceptualisation est nécessairement complexe. Les médias apparaissent comme un acteur central de la vie sociale et constituant, de manière réelle ou symbolique, un précédent dans l'interlocution sociale et politique, fondamental pour le développement des politiques publiques, parmi lesquelles celles de la sécurité. La compréhension actuelle de la médiatisation comme concept influent dans les médias fait face aux études de journalisme en contrariant un usage antérieur lié à l'impérialisme. C'est pourquoi la recherche prend en compte à la fois le couplage structurel fourni par la circulation des informations entre les plateformes et les problèmes de sécurité qui doivent être traités de toute urgence.

La plateforme, rappelons-le, est construite pour collecter et stocker les données des utilisateurs à des fins de traitement et de monétisation des contenus (Van Dijck et al., 2018 ; D'andrea, 2020 ; Sebbah et al., 2020). En cherchant à faire avancer l'agenda de recherche, il a été observé que la poussée sécuritaire déclenchée par l'invasion de l'Ukraine, parallèlement à d'autres conflits sur la scène internationale, et les avancées des pouvoirs parallèles en Amérique latine, émergent dans la couverture et permettent de signaler la candeur du thème de l'agence médiatique en termes sécuritaires, surtout dans les périphéries nationales et métropolitaines (Martinez & Persichetti, 2016 ; Silveira & Guimarães, 2016 ; Silveira et al., 2017 ; Rovidia, 2021).

L'objectif général se définit comme le propos d'analyser la recrudescence sécuritaire dans l'agencement médiatique opéré par le journalisme de plateforme dans le scénario créé par la situation de conflits internationaux et dans la post-pandémie tant attendue. À cette fin, le développement de la recherche comprend une feuille de route en trois temps.

Premièrement, nous avons cherché à articuler théoriquement les notions pertinentes à l'imbrication entre médiatisation, sécurisation et noticiabilité. Cela met l'accent sur l'approche du journalisme en tant que domaine institutionnalisé et socialement légitimé pour raconter les faits et les affordances qui en découlent. En exprimant les conditions de traitement des événements, découlant de la coexistence sociale, des croyances religieuses et séculaires, de l'exercice du pouvoir et de la résistance, la noticiabilité traite de la compréhension d'un ordre de nouvelles qui reproduit la perception d'un ordre social donné (Hartmann & Silveira, 2018). Il met en évidence les conditions de la construction de situations de communication définitionnelles des éléments du journalisme d'entreprise, dans le respect de ses engagements sociaux en matière de couverture des informations. Enfin, la noticiabilité est conçue comme une gestion journalistique des significations sociales.

La noticiabilité s'insère dans le processus de sécurisation au Brésil d'une manière plus déterminante que celle prédite par les théories actuelles de la sécurisation, qui classent les médias comme représentants de l'audience elle-même de ce processus (Buzan et al., 1998), ou, d'autre part, confondent le processus de l'activité journalistique (la noticiabilité et la couverture des nouvelles qui en résulte) avec la mobilisation de l'opinion publique. L'intérêt d'apporter de tels aspects, sans s'en tenir à leurs particularités, consiste à souligner la

préséance de l'activité d'information dans les questions de sécurité et à dépasser les vues autoréférentielles des études de journalisme.

Le deuxième moment établit l'horizon méthodologique lui-même, en proposant le développement d'une analyse de la médiatisation et de la nocivité dans le journalisme de plateforme. La constitution (ré)identitaire du journalisme au moment de l'émergence de la plateforme propose un débat stimulant. Cela implique de faire face à la tension entre la datafication (responsable de la capture systématique des données, converties en information dite journalistique) et les plateformes structurées dans une diversité d'aspects socio-techniques. Son exploration analytique suppose l'appareil théorico-méthodologique de la sémiotique matérielle, basé sur la théorie de l'acteur-réseau (ANT), et la relation entre l'activité d'information du journalisme et les plateformes, à travers la distinction entre des catégories pertinentes pour la reconnaissance des acteurs, des actants, des publics et des activités (Lewis & Westlund, 2015).

Le troisième moment concerne l'application méthodologique et son opérationnalisation empirique dans l'étude de l'action sécurisante de la couverture médiatique sur la frontière locale dans le scénario de conflit actuel. L'analyse empirique traite de la thématization comparative entre les couvertures d'informations de la circulation de la plateforme, en allusion aux valeurs de la sécurisation, en comparant la couverture médiatique brésilienne avec les médias suédois. Le maintien de la couverture comme élément expressif de l'identité éditoriale, aspect cher à la circulation des nouvelles, la convertit en vue privilégiée de l'énonciateur dans la plateforme du journalisme.

Les résultats partiels ont recours à l'approche sur la diplomatie publique et ses connexions avec les médias, en plus de l'analyse de l'exercice du soft power et des symboles nationalistes (Bolin, 2016 ; Bolin & Miazhevich, 2018). Nous comprenons que la couverture médiatique brésilienne donne un traitement militarisé au conflit Russie-Ukraine, tandis que la couverture suédoise le construit dans la perspective d'une position pro-OTAN et anti-russe. Malgré la distance géographique, au Brésil, le conflit est raconté avec des éléments qui l'établissent comme une guerre régulière, tandis qu'en Suède, l'intérêt est influencé par la solidarité manifestée lors de l'accueil des réfugiés.

Journalisme et économie de la violence : étude à partir de la série documentaire « L'affaire Evandro »

Nathan dos Santos Alves

La réflexion réalisée par Jake Lynch sur la contribution du journalisme à l'économie de la violence avec une représentation médiatique de conflits, nous mènent à penser à d'autres prismes de cette question promues par les chaînes de communication quand des sujets viennent à être innocentés a posteriori alors qu'ils avaient déjà été condamné pour des crimes violents.

La réflexion de Jake Lynch (2015) sur la contribution du journalisme à l'économie de la violence à travers la représentation médiatique des conflits nous guide pour penser à d'autres répercussions, favorisées par les canaux de communication quand des sujets viennent à être innocentés a posteriori alors qu'ils avaient déjà été condamné pour des crimes violents. Dans le domaine des questions d'éthique et des possibilités d'encouragement de la violence par le journalisme (KELLOW ; STEEVENS, 1998), que nous avons cherché à explorer à partir du cas connu sous le nom de "Sorcières de Guaratuba" (1992), un enfant de sept ans a été retrouvé avec des organes manquants et les orteils et les mains coupés. Nous avons choisi de nous concentrer sur l'aspect sensationnaliste du journalisme brésilien dans la couverture de la tragédie qui a contribué à l'emprisonnement injuste, à la persécution religieuse et à la torture de sept personnes pendant des années jusqu'à la découverte de leur innocence. Notre objet d'étude est la série documentaire O Caso Evandro (2021), une œuvre qui met en scène les rebondissements et les enjeux politiques trente ans après l'événement. En ce qui concerne

la méthodologie, nous avons réalisé une analyse de discours, considérant ce film comme un discours, et nous avons investigué les aspects filmiques/d'image et sonores en parallèle des questions extra-filmiques et le contexte de production des discours (SHOHAT; STAM). En nous penchant sur l'œuvre dirigée par Aly Muritiba, nous sommes tout de suite plongé dans plusieurs contradictions d'un procès long et problématique, délicat et plein d'intrigues et d'acteurs complexes, qui est traité sous forme de série et non pas comme une œuvre cinématographique de quelques heures. C'est justement grâce à ce point qu'un tel documentaire corrige certaines des erreurs commises par les médias brésiliens qui ont couvert l'affaire au long des décennies sous une forme que nous pourrions qualifier d'irresponsable et anti-éthique concernant les traumatismes qu'ils traitent avec naturel et le peu de tact dans la diffusion d'une telle violence.

L'Affaire Evandro prend le temps en abordant de façon procédurale les divers épisodes, en faisant des va-et-vient et en abordant de façon cyclique les questions posées pour capter les incohérences avant de prendre, à la fin, une position claire par rapport au coupable. Il ne s'agit pas de résoudre l'affaire, mais de présenter les multiples perspectives et un processus juridique illégitime et, à certains moments, illégal, tout en contribuant, dans le dernier épisode, à clore un procès et une enquête armés et torturés. Il y a des moments où la mise en scène prend le dessus, brisant la fine ligne qui sépare le réel de l'imaginaire dans le documentaire dont parlent Manuela Penafria (2001) et Bill Nichols (2005), puisque le lien fictionnel et la récréation collaborent au réalisme et à l'absence d'images pour traverser certains des événements importants. Cependant, le matériel principal sur lequel les réalisateurs se concentrent et "abusent" sont les archives, aussi bien filmiques et photographiques que documentaires, dans certains cas les archives personnelles des acteurs impliqués (accusés, témoins et personnes liées au processus), dans d'autres des documents du processus légal. Ils se réfèrent aussi à des productions journalistiques, journaux et chaînes de télévision, ces dernières étant peut-être les plus importantes pour la construction du récit. La question de l'emphase des médias brésiliens n'est pas posée au hasard, elle se rapporte, d'une part, au rôle central et aux accès inhabituels durant la couverture médiatique de l'affaire, tels que les interviews réalisées durant l'examen pour vérifier la torture de l'accusé, ou même les enregistrements capables d'invalidiser les condamnations injustes qui n'ont même pas été annexées au procès. D'autre part, c'est la façon même dont des événements si traumatisants ont été médiatisés, alors que le procès de plus de 11 000 pages a été simplifié de manière spectaculaire pour trouver son public, qui a directement influencé le déroulé de l'affaire.

D'un côté, le journalisme de "hard news", finit par ne pas confirmer les informations qu'il relayait avec beaucoup de précaution, et finit également par utiliser des termes trop simples sans donner l'attention requise aux détails contradictoires. De l'autre, il agit directement en induisant la terreur et la révolte au point d'influencer la violence populaire contre les personnes accusées injustement, et c'est également à partir de cela que se crée l'histoire raciste, qui conduit à un procès partial, la désignation de suspects et à la mise en place de tout un scénario qui conduit aux arrestations. C'est sur ce dernier point que repose l'argument principal et l'objet de cette recherche car le journalisme, via une couverture médiatique irresponsable, est le facteur qui conduit au racisme institutionnel, c'est-à-dire à une condamnation basée sur l'intolérance religieuse et les stigmates concernant les religions de matrice africaine.

Nous sommes amenés, tant par le documentaire que par le contexte et la chronologie des événements, à comprendre que le point de départ de l'idée de sorcellerie et de sacrifice humain provient du journalisme avant d'être ensuite appropriée par les autorités et le gouvernement. Si les arrestations et les procès sans aucun motif ne suffisaient pas, outre les décennies de violence symbolique, les nouvelles sont aussi directement responsables des tortures et autres formes de violence physique dont les accusés ont été victimes. Prendre ce documentaire comme objet d'étude, c'est aussi contribuer à ce que l'œuvre propose, si tant est que cela soit possible : une forme de réparation pour ces sujets si bafoués par l'État, les médias et la population brésilienne en général.

09/12

Le journalisme, une profession de combats Jornalismo, uma profissão de combates

11h-12h45

Panel 4 : Lutter contre les attaques – Lutar contra os ataques

A metadiscursividade como resposta dos jornalistas aos ataques políticos. Análise da polêmica entre François de Rugy e Mediapart

Cédric TANT

Esta comunicação busca questionar a resposta metadiscursiva dos jornalistas sobre os políticos e as políticas que atacam as práticas profissionais por ocasião de uma polêmica. Tomamos como ponto de partida uma dupla constatação: a complexa relação estabelecida entre esses dois tipos de atores se constrói tanto por meio de múltiplas tensões (ver Legavre, 1992 ; Bastin, 2002 ; Neveu, 2003) como por relações de interdependência (ver Legavre, 2011 ; Bolz et al., 2017 ; Perloff, 2017). No contexto dessa relação entre atores públicos interdependentes e que desempenham um papel democrático essencial (Wolton, 1991), a crítica mútua representa, em nossa opinião, um ponto particularmente relevante. A fim de apreender os ataques que visam os jornalistas, mobilizamos a metadiscursividade como uma “forma de ‘leitura preferencial’ do discurso” (« sort of ‘preferred reading’ for the discourse ») (Blommaert, 2005 : 47). Esse mecanismo discursivo torna acessível os códigos de compreensão do discurso (ver Ducrot et al., 1980) , bem como o contexto de produção desse discurso.

Nesse sentido, consideramos que uma resposta possível aos ataques que visam as práticas jornalísticas reside na produção de metadiscursos jornalísticos (Carlson, 2012 ; 2015 ; 2017 ; Ogbebor, 2020), ou seja, de metadiscursos produzidos pelos jornalistas. O interesse heurístico desse tipo de metadiscurso reside no fato de que ele “revela esforços dos jornalistas em articular, negociar, defender, ou mesmo obscurecer sua significância cultural, social e política” (« reveals attempts by journalists to articulate, negotiate, defend, and even obscure their cultural, social and political significance ») (Carlson, 2012 : 268-269, citado por Ogbebor, 2020 : 79). Buscamos aplicar esse conceito a uma polêmica, entendida aqui como um combate discursivo público (Kerbrat-Orecchioni, 1980) no qual se pretende, de certa forma, descredibilizar o adversário (Mauger-Parat & Peliz, 2013). Nesse sentido, uma polêmica representa um espaço propício a trocas conflituais em que respostas da parte dos jornalistas se sucedem aos ataques dos políticos.

A polêmica escolhida aqui ocorreu em 2019, na França, e precedeu a demissão de François de Rugy. Este ex-ministro e ex-presidente da Assembleia nacional pediu demissão do governo após a publicação de várias matérias jornalísticas, originárias particularmente do Mediapart, e que questionaram suas práticas políticas. As revelações deram origem a uma série de críticas contra a mídia e os jornalistas. Por sua vez, tais ataques deram origem a respostas carregadas de metadiscursividade originárias do conjunto de jornalistas . Colocamos desde já a seguinte pergunta de pesquisa: Como se declinaram os metadiscursos jornalísticos durante a polêmica entre Mediapart e François de Rugy?

Abordamos essa questão a partir de uma análise sociopragmática do discurso. Tal perspectiva considera que tanto as práticas discursivas e sociais dos atores como o seu pertencimento à sociedade e às instituições às quais eles dependem (ver Gumperz, 1992 ; Blommaert, 2005 ; Angermuller et al. 2014). Buscamos, portando, mostrar que os jornalistas, em uma polêmica, fazem referências a regras que participam à normalização de sua profissão. Para isso, um corpus de mais de 250 produções jornalísticas foi constituído por meio de uma dupla operação: a utilização da plataforma Europresse e a mobilização da interdiscursividade. Antes de tudo, efetuamos uma pesquisa avançada no motor de buscas

da Europresse por meio da ocorrência da palavra « de Ruy » durante um período que vai de 10 de julho de 2019 (data dos primeiros artigos publicados pelo Mediapart) e 17 de julho de 2019 (data da demissão de François de Ruy). Em seguida, esse corpus de base foi enriquecido graças à interdiscursividade: sempre que um artigo detectado no Europresse fazia referência a outra produção jornalística proveniente do jornalismo impresso, audiovisual ou ainda das redes socio-digitais, ela era integrada ao corpus.

Os resultados confirmam uma tendência de os jornalistas franceses de buscarem justificar a legitimar suas práticas, sobretudo dentre os cidadãos e cidadãs, particularmente mobilizadas como testemunhos e julgamentos sobre a polêmica. Os metadiscursos que emergem dessa análise se declinam em quatro observações nodais.

Primeiro, o jornalismo consiste em revelar o que está escondido, como atesta o Mediapart no trecho seguinte: “o jornalismo consiste precisamente em procurar situações que se escondem por detrás das verdades adquiridas” (Mediapart, Salvi, 2019). Segundo, os jornalistas devem respeitar os fatos, como sustenta, por exemplo, Libération, que estima que “as mentiras devem ser denunciadas sistematicamente questionando o que foi apresentado como sendo fatos, algo que deve ser feito graças a um trabalho sério de apuração” (Libération, Quinio, 2019). Uma posição que serve de verdadeira linha de defesa para o Mediapart, na medida em que ele se isenta da responsabilidade de suas práticas : “nós apenas fizemos o nosso trabalho, que consiste em publicar os fatos de interesse público, na medida em que eles ocorrem” (Mediapart, Arfi et al., 2019). O terceiro elemento reside na distinção entre informação e comunicação. Para os jornalistas, a informação representa, na verdade, um contra-poder em relação à comunicação política. Nesse sentido, o Libération, por meio de uma declaração do historiador de Patrick Eveno, estima que o Mediapart desempenha o papel de um “contra-poder e de vigia da nossa democracia de opinião” (Libération, Alix, 2019). De acordo com o Mediapart, o jornalismo, por meio da informação que ele propõe, pode assim se contrapor à “ofensiva dos comunicadores” políticos (Mediapart, Arfi et al., 2019). Enfim, esses metadiscursos se inserem em uma vontade mais geral de trabalhar em função do interesse públicos e dos cidadãos, o que o Mediapart traduz como o princípio da “utilidade pública” do jornalismo (Mediapart, Planel, 2019).

Esses elementos destacam um mecanismo de defesa crucial, especialmente em um contexto de desconfiança das instituições, particularmente jornalísticas. Os metadiscursos são, assim, declinados tanto por delimitar as fronteiras do jornalismo quanto por legitimar práticas que são alvo de inúmeras críticas (ver Tant, 2021). Para abrir a discussão, ressaltamos que os jornalistas, assim como os políticos, não se contentam em produzir um metadiscurso circunscrito à sua instituição. Ao contrário, cada tipo de ator tende a propor metadiscursos que incidem, por exemplo, na política, nas relações entre jornalistas e políticos, no espaço público ou mesmo no contexto social. Tal observação nos convida a lançar um novo olhar sobre a noção de crítica, cujo componente metadiscursivo oferece, a nosso ver, pistas promissoras para futuras análises.

Profession à risque pendant la pandémie: des attaques dans les rues au caractère d'actualités des cas de décès de journalistes dus au Covid-19 au Paraíba (Brésil)

Eloise Elane Gomes de Menezes

Sandra Regina Moura

La profession de journaliste est une activité à risque. Le professionnel agit sous le stress du temps, des conditions de travail, d'affrontement avec ceux qui détiennent le pouvoir, entre autres facteurs qui peuvent l'amener à développer des problèmes de santé physiques et mentaux. La recherche d'informations quotidiennes amène le professionnel de la presse à "circuler à travers des zones et des situations de confrontation avec des personnages dangereux" et "groupes puissants", victimes de menaces et de "persécutions" qui amènent, la plupart du temps, à des agressions physiques ou même à la mort (Christofolletti; Torres, 2018, p.1).

Face à ces situations, cette recherche démontre les difficultés rencontrées par les journalistes du Paraíba couvrant les reportages de la pandémie du Covid-19 et les critères

d'actualités qui orientent le processus de production de l'information dans les téléjournaux du Paraíba, quand le sujet fut la mort d'un journaliste à cause de la maladie.

L'objectif général de cette recherche est de poser un cadre sur comment les journalistes ont agi dans la pandémie et fait le relevé des matières véhiculées par TV Cabo Branco sur les morts dues au Covid-19, analysant celles spécifiques à la mort des journalistes du Paraíba. Parmi les morts on constate 18 professionnels au Paraíba, état du Nord Est brésilien.

La base théorique utilisée pour l'analyse des cas d'actualités des morts de journalistes par Covid-19 s'est fondée sur des références bibliographiques des études de Silva (2005, 2014) et Traquina (2003, 2005). Aussi ont été réalisées des recherches d'études sur le thème, comme renfort au fondement théorique, au Portal de Busca Integrada da Universidade de São Paulo (Portail de Recherche Intégré de l'Université de São Paulo - USP), à travers le lien "Busca Geral" ("Recherche Générale"), qui collecte les acquis physiques et digitaux rendues disponibles par l'USP, Portal de Periódicos da Capes (portail de périodiques du Capes) ou en accès libre. 280 résultats ont été trouvés lors du premier accès au portail de l'USP et 177 lors du deuxième. De ces documents, quatre se rapprochaient du sujet de ce travail. L'un d'eux fut un article de Temer e Tuzzo (2021, p.58), qui propose d'analyser la production journalistique sur les agressions de reporters de télévision victimes des partisans du Président Jair Bolsonaro ou par le Président lui-même. Un autre texte, de Christofolletti et Torres (2018, p.1), souligne les dangers de l'activité journalistique. Les auteurs défendent la nécessité "d'observer l'avancement de cas d'invasion de vie privée, de vigilance et autres violations" dans l'écosystème numérique.

Nous avons également utilisé les rapports de la Federação Nacional dos Jornalistas (Federation National des Journalistes) (Fenaj) et de l'Associação Brasileira de Jornalismo Investigativo (Abraji) (Association Brésilienne de Journalisme d'Investigation) sur la violence envers les journalistes brésiliens et sur la mort de journalistes avec le Covid-19. Nous avons également utilisé des interviews de reporters qui couvrent l'information journalistique de la pandémie au Paraíba. De la liste des 18 journalistes décédés en raison du Covid-19, au Paraíba, en additionnant les chiffres de la Fenaj, du Sindicato dos Jornalistas da Paraíba (Syndicat des Journalistes du Paraíba), et plus un cas que nous avons trouvé pour cette recherche, 12 ont été annoncés par les médias.

Résultats et discussions

Au Brésil, faire la couverture des cas de Covid-19 a constitué un double risque pour les journalistes. Au-delà de la peur de contracter le virus, ces professionnels ont fait face à des agressions venues du président de la République, de ses auxiliaires de gouvernement et de partisans dispersés dans le pays, comme on peut le voir dans l'étude de Fenaj (2022, p. 7-13). Des 430 cas d'agressions relevés en 2021, le président peut être tenu responsable de 147, avec 129 tentatives pour décrédibiliser la presse et 18 cas d'agressions directes envers les journalistes. La forme de violence la plus pratiquée a été la censure, avec 140 cas, la Empresa Brasileira de Comunicação (EBC) étant la principale victime (138 cas).

Abraji (2022, p.3) a publié un rapport de surveillance d'attaques envers les journalistes qui dévoile que la pandémie de Covid-19 "fut responsable du maintien d'une situation d'insécurité et de risque dans l'activité journalistique". Le plus grand nombre d'attaques a été enregistré dans les mois de création de la CPI de la pandémie, qui a enquêté sur des supposées pratiques d'irrégularités du Gouvernement Fédéral dans le combat contre le virus. Au Paraíba, des journalistes ont fait face à des attaques pendant leur travail sur le terrain. "Le moment le plus dur de ma carrière professionnelle, je n'imaginais pas faire face à d'innombrables tentatives de décrédibilisations de mon travail, plus intenses, plus agressives et même plus criminelles" (Pereira, 2020).

Le rapport de Fenaj (2022, p. 23) sur la violence envers les journalistes démontre trois cas d'agressions verbales et des attaques en ligne survenues au Paraíba. Les deux premiers cas ont été perpétrés envers des femmes journalistes, une journaliste radio et une journaliste de presse écrite, quand elles faisaient la couverture de la visite officielle de la première dame du Brésil au Paraíba. Le troisième cas est celui d'un journaliste-blogueur.

Critères d'actualités

Pour comprendre comment un fait se transforme en actualité, il est nécessaire de l'évaluer à l'aune de la valeur médiatique et des attributs qui orientent tout son processus (Silva, 2005). Pour les analyses des événements actualisables/actualisés, l'auteure a systématisé un catalogue de ses valeurs-actualités. Et, avec cette base, on a analysé les critères d'actualités, utilisés par le télé journaliste de TV Cabo Branco, pour annoncer la mort des journalistes décédés du Covid-19 au Paraíba. Dans la plupart des cas, seule une photo du journaliste défunt a été utilisée comme image, avec des productions journalistiques de 38 secondes maximum. Cependant, trois cas ont attiré notre attention par l'exubérance des articles. Le cas d'un ex-présentateur du diffuseur qui a annoncé sa mort avec un reportage de 11 minutes, avec l'exposition de son travail journalistique et les témoignages de ses collègues journalistes. Un autre cas fut celui d'un des plus anciens journalistes radio et professeur d'université qui a reçu un espace de 7 minutes et 28 secondes, avec son parcours journalistique et des interviews des membres de sa famille et collègues. Le troisième cas fut celui d'un journaliste, professeur et écrivain, qui a formé des générations de journalistes en 30 ans. Ce reportage a duré 3 minutes et a présenté son parcours et des témoignages d'anciens élèves.

En analysant, à partir des valeurs-actualités de Silva (2005), tous les articles utilisent les critères de proximité et de proéminence. Il est intéressant de noter que les trois cas spécifiques mentionnés dans cet article ont incorporé les caractéristiques qui impliquent la proéminence, à savoir la notoriété, la célébrité, la position hiérarchique, l'élite, le succès/héros.

“Combater o macho” A legitimação dos conhecimentos feministas no seio da profissão jornalística no contexto do post-#MeToo.

Claire Ruffio

Inicialmente lançado à mais de dez anos por uma militante feminista de Nova Iorque Tarana Burke, o slogan “#MeToo” é agora irremediavelmente associado à mobilização numérica transnacional intensa, transmitida no outono de 2017 durante as revelações de violências sexuais cometidas pelo produtor de cinema americano Harvey Weinstein. Saudado pela dimensão inédita da fama para lá da fronteira dos Estados Unidos, o movimento #MeToo não teve uma aprovação unânime da rede jornalística. Segundo os seus críticos, os testemunhos publicados sob o #MeToo traçariam os contornos de uma “caça às bruxas” dos tempos modernos, de uma “nova Inquisição puritana”, pelo recurso ao tribunal mediático”, assim que a identidade dos indivíduos questionados por comportamentos sexistas. Se as tribunas, crónicas e entrevistas reprovadoras foram a maior parte das vezes assinadas por personalidades públicas mais ou menos estrangeiras às redações (autores, ensaístas, artistas), vários jornalistas fizeram a escolha de assumir a sua hostilidade face ao dito “movimento da libertação da palavra” através de publicações nominativas. Que seja considerado como o principal gatilho do questionamento necessário de uma busca de objetividade ilusória, ou como o perfeito exemplo do desvio militante dos média tradicionais, o tratamento jornalístico reservado ao #MeToo questiona o papel dos jornalistas confrontados aos combates políticos da sua época. Neste caso preciso, podemos perguntar-nos como é que a mediatização intensa das violências sexuais e sexistas na sequência do movimento numérico #MeToo participou desde a redefinição do modelo tradicional da excelência jornalística até a legitimação de uma concepção antisexista. Como é que a atenção jornalística recentemente dada a estes desafios favoreceu a importação de esquemas de análise feminista dentro das redações ?

A fim de responder a estas perguntas, basearemos esta apresentação sobre os resultados de um trabalho doutoral em curso, sobre as transformações do enquadramento jornalístico da violação pela imprensa escrita francesa entre 1980 e 2020. Numa pesquisa sobre a representatividade do panorama jornalístico francês, cerca de 6 000 capas e artigos publicados sobre o tema por quatorze jornais diferentes foram analisados. Três jornais diários (Le monde, Libération, Le Figaro), três jornais diários regionais (Le Parisien, La Dépêche du

Midi, La République du Centre), quatro semanários de atualidade (L'Express, L'Obs, Le Point, Valeurs Actuelles), e também quatro manchetes de informação especializada feminina (Elle e Marie-Claire), desportiva (L'Equipe) e económica (Challenges). Esta vasta seleção de jornais traduz a nossa vontade de não limitar a análise aos jornais nacionais de informação geral mais estudos, a saber, Le Monde, Le Figaro e Libération. Os dados então recolhidos permitem-nos por um lado observar as condições para pôr uma violação na capa, e por um outro lado, identificar as transformações das maneiras de a tratar : de quais configurações de violação estes jornais falam (doméstica, conjugal, cometida por um desconhecido, etc.) ? Será que a violação é o elemento central do artigo ou é mais citado a título ilustrativo ? De que forma a violação é qualificada no título e no subtítulo destas publicações ? Sob que ângulo é tratada ? Quais perfis de atores (judiciais, políticos, associativos, de saúde, etc.) é que os jornalistas solicitam para comentar o tema ? Cinquenta entrevistas semi-diretivas foram conduzidas junto de cinquenta e cinco co-produtores da informação sobre a violação (jornalistas e fontes), de forma a confrontar a análise de conteúdos mediáticos às representações do tema defendido pelos principais interessados.

Através desta contribuição, sugerimos que a influência do #MeToo sobre as mutações da cobertura jornalística das violências sexuais e sexistas explica-se em parte pela conversão simbólica do envolvimento feminista de jornalistas (mulheres) em competência profissional distinta. Dito de outra forma, trata-se de mostrar como o #MeToo favoreceu a legitimação das visões feministas no mundo social, contribuindo a pôr em causa certas práticas de escrita jornalística sobre estes temas. A este fim, mencionaremos num primeiro lugar o processo de estigmatização tradicional dos saber e dos saber-fazer feministas observado nas redações de imprensa escrita e garantiremos interrogar tanto as motivações como as consequências multidimensionais. Procuraremos também mostrar e explicar em seguida a inversão parcial do estigma feminista nas redações estudadas. A centralidade do papel desempenhado por algumas mulheres jornalistas abertamente feministas, recentemente nomeadas a cargos de responsabilidade no seio do seu média respetivo, assim que os esforços desenvolvidos por certos jornais particularmente investidos na denúncia do sexismo para encenar a fiabilidade das publicações deles, serão aqui examinadas. Enfim, conversaremos dos recursos e das consequências do interesse recentemente conduzido por homens jornalistas a questões até agora conduzidas pelo género feminino, sobre a (re)definição da divisão sexuada do trabalho jornalístico. Visto pelas redações como muito “arriscado” a diferentes níveis (jurídico, de reputação, ético), a continuação de uma investigação de iniciativa por violências sexuais parece beneficiar as mulheres e os homens jornalistas de forma desigual, cristalizando então as desigualdades de género denunciadas à vários anos pelas diferentes organizações profissionais de mulheres jornalistas.

“Atribuições de luta: estratégias e práticas profissionais de jornalistas minoritários na Bélgica francófona”

Elena Louazon

Na Bélgica francófona, a profissão de jornalista aparece em várias pesquisas demográficas como uma profissão para homens, graduados, de origem abastada, nascidos na Bélgica de pais belgas (Van Leuven et al., 2019). As redações também são descritas como espaços onde prevalecem uma atmosfera masculina e padrões profissionais (Le Cam et al., 2021). Tendo em conta estes dois aspetos, esta comunicação centra-se na experiência profissional de jornalistas pertencentes a grupos minoritários, e mais especificamente na articulação entre a identidade profissional e a identidade pessoal destas pessoas. Cerca de vinte entrevistas realizadas no âmbito de um projeto de tese revelam muitos momentos do cotidiano desses jornalistas. As atribuições são entendidas como o ato “[...]de atribuir a uma pessoa um lugar, uma função, um papel e, mais especificamente, esperar que ela o desempenhe em conformidade com as expectativas sociais [...]” (Damian-Gaillard et al., 2014). Essas atribuições – que são vivenciadas pelos jornalistas que as submetem como um questionamento de seu profissionalismo – (Ruellan, 2007) podem assumir diversas formas: a conversão da sua cor de pele, da sua identidade de género e/ou da sua orientação sexual

na competência, ou na incompetência contrária (Bereni e Noûs, 2020); mas também a assimilação dessas características à não neutralidade ou mesmo a uma forma de compromisso.

Esta comunicação busca a entender como as atribuições relatadas pelos entrevistados são realizadas por meio de práticas e rotinas profissionais, e como os jornalistas que são objeto delas se desvencilham dessas atribuições. A pesquisa é baseada em dezoito entrevistas semiestruturadas e em trocas de áudio no WhatsApp com pessoas que se reconhecem como pertencentes a uma categoria minoritária: nove pessoas racializadas e treze pessoas LGBT (quatro pessoas se identificam em ambas categorias).

A categoria “minoria” é mobilizada na oposição à da “maioria” (Guillaumin, 1972), não para designar uma realidade digital, mas para evocar uma experiência compartilhada de redução e de discriminação (Wirth, 1945) que funda uma experiência social comum (Dahan et al., 2020). Essa abordagem permite focar nos processos e mecanismos pelos quais as categorias são produzidas (Kergoat, 2021). Privilegia-se o termo “minorizados” em detrimento de “minorias” de forma a enfatizar o processo de minorização (Guillaumin, 1972) a que estão sujeitas estas pessoas, assumindo que os momentos de atribuição descritos na manutenção são parte integrante desse processo.

A primeira parte desta comunicação visa a explicar a natureza das atribuições e os contextos em que ocorrem. Constata-se nas entrevistas que esses momentos de atribuições muitas vezes se confundem com questões editoriais e ocorrem em momentos-chave: nas propostas de assunto, nas conferências editoriais, nas entrevistas de emprego ou avaliação, mas também de forma perolada no cotidiano da redação. Manifestam-se sobretudo por dúvidas quanto ao profissionalismo destes jornalistas: atribui-se-lhes, na melhor das hipóteses, uma incapacidade de ter uma voz universal, na pior, uma intenção oculta em todas as suas produções jornalísticas. Essas atribuições são, portanto, muitas vezes veladas por considerações editoriais modeladas em práticas rotineiras.

A segunda parte desta comunicação pretende lançar luz sobre a forma como os jornalistas que se submetem a estas missões lhes respondem, produzindo todo um conjunto de estratégias e discursos.

- Uma primeira forma de responder é “inverter o estigma” e tentar converter a própria experiência ou identidade em perícia ou mesmo competência. Esta técnica está ligada à esperança de obter uma forma de remuneração profissional a médio prazo. Isso é alcançado de várias maneiras, inclusive posicionando-se como um “consultor de diversidade” para a sua equipa editorial, incorporando ativamente a sua experiência ou posicionando-se como o “último filtro de revisão” para a sua equipa editorial.

- O segundo método consiste em resgatar o discurso profissional em torno da ética e da deontologia jornalística, por vezes mobilizado indiretamente contra elas. O método principal consiste em colocar cada observação, cada atribuição sofrida, no terreno da ética e do profissionalismo. Isso requer saber o código de ética quase de cor para poder mobilizá-lo e defender-se, se necessário.

- O terceiro método consiste em questionar a própria base epistemológica do jornalismo e em expressar uma visão crítica e desvalorizadora de certos padrões deontológicos e éticos e de certas práticas profissionais. Esta política se recusa a responder a atribuições com argumentos. Consiste, nomeadamente, em qualificar o jornalismo como um compromisso inerente, ressituar as questões da não discriminação e da representatividade como questões éticas cujo desrespeito deve ser sancionado e trazer fortes críticas à posição social que o grupo se atribui.

Apesar destes mecanismos de compensação, insistiremos em conclusão sobre os efeitos psicológicos e profissionais a médio e longo prazo destes trabalhos repetidos diariamente. Observamos assim o desenvolvimento do “stress minoritário”, do stress crónico ligado ao

medo de ser vítima de discriminação, por vezes por antecipação, e ao sentimento de marginalização intelectual. Nas redações, isso leva a comportamentos de autocensura, forte autocontrole ou tentativas de ocultar a própria identidade. Tudo isso contribui para que algumas pessoas, principalmente mulheres e pessoas de cor, causem um gradual e silencioso desengajamento profissional, que pode levar ao abandono da profissão.

9/12 - 14h-15h45

Panel 5 : Les luttes internes - As lutas internas

Expondo o machismo e os climas tóxicos nas redações: a próxima grande luta dos jornalistas?

Samuel Lamoureux

Nesta comunicação, gostaria de abordar as lutas dos jornalistas, ou melhor, em uma dimensão prospectiva, as próximas grandes lutas que podem aproximar os jornalistas em torno de demandas comuns. Argumentarei aqui que os movimentos de denúncia contra climas tóxicos nas redações podem representar uma luta de importância estratégica nos próximos anos. Mais precisamente, o meu argumento será que essas lutas de gênero também são lutas de classes. A minha apresentação será dividida em três segmentos: primeiro voltarei ao problema da análise do jornalismo como processo de trabalho, em seguida resumirei o meu método inspirado no inquérito operário e finalizarei com um estudo dos movimentos recentes de denúncia do machismo e dos climas tóxicos.

Vamos começar. Por que é tão difícil pensar no jornalismo como um trabalho e, mais especificamente, como um processo de trabalho? Eu acho que existem três obstáculos para este tipo de análise.

Em primeiro lugar, os estudos de jornalismo são permeados por um viés liberal que constantemente vincula o jornalismo à democracia. Isso significa que os jornalistas são frequentemente retratados como verdadeiros super-heróis nos livros de história do jornalismo, não apenas como trabalhadores. Foi necessária uma recente “virada trabalhista” para mudar as coisas. Em segundo lugar, os estudos jornalísticos também são assombrados por um viés funcionalista que é apresentado pela sociologia das identidades profissionais. Essa sociologia é relevante, mas o seu domínio no campo sobre-representa as questões relacionadas às mutações das identidades e não às lutas de classes. Existe essa ideia para essa sociologia de que toda a história do jornalismo poderia ser resumida numa adaptação constante dos indivíduos diante das mudanças no seu setor. Como Pereira (2022) coloca: “A análise dessas escolhas de carreira mostra como os motivos individuais estão em constante adaptação de acordo com as interações e a estrutura do mercado de trabalho”. Uma abordagem crítica que revisita os conceitos de exploração, alienação e composição de classe para o trabalho cultural mostra que os jornalistas podem mudar a sua indústria por o meio da mobilização coletiva. Um terceiro obstáculo advém da atenção de alguns pesquisadores ao conceito de saúde mental. Uma literatura recente, da qual participo, está de fato interessada no declínio da saúde mental dos jornalistas. No entanto, esta pesquisa é baseada principalmente no campo da psicologia cognitivo-comportamental. Os jornalistas são individualizados aqui como tendo apenas que aprender a “gerenciar o seu estresse”, uma concepção que ignora o contexto mais amplo da saúde ocupacional. Porém, como propunha Canguilhem diante da medicina positiva: a cura não é a volta ao estado normal, mas sim a conquista de um poder de agir.

Para contrapor essas abordagens e tentar realmente pensar o jornalismo como um trabalho, a minha pesquisa reinveste o jornalismo graças a certos conceitos da teoria crítica e da sociologia do processo de trabalho. É o caso, entre outros, do conceito de composição de classes. Este conceito, retirado do quadro analítico da autonomia italiana, indica que as lutas nunca desaparecem no local de trabalho, pelo contrário, apenas se adaptam à subjetividade política dos trabalhadores. O conceito de classe social é aqui transformado em experiência

de classe – uma experiência que depende da socialização dos trabalhadores em diferentes pontos da produção. Meu método também reinveste a co-pesquisa italiana: a da investigação dos trabalhadores, que oferece uma visão autônoma e vitalista do processo de trabalho. Mais especificamente, eu entrevistei 22 jornalistas adotando o método do diário com cinco deles. Envolveu acompanhar jornalistas por várias semanas para entender as variações nos seus ciclos de subjetividade.

Tal concepção teórico-metodológica permite, a meu ver, explicar melhor as mudanças nas lutas dos jornalistas nas redações. Pode-se pensar, seguindo os bourdieusianos em particular (Accardo, 2017), que os jornalistas são pequenos burgueses que não conseguem se unir em torno de demandas comuns. No entanto, essa visão não leva em conta a polarização, ou melhor, a fragmentação das experiências de classe. Certos jornalistas se gentrificaram, é claro, mas outros também continuaram a luta.

Nos últimos anos, surgiram vários movimentos de denúncia contra os climas tóxicos, tanto nos Estados Unidos quanto no Quebec e na França. É o caso, por exemplo, do gerente geral da CBS Leslie Moonves que renunciou em 2018, do apresentador estrela Chris Cuomo da CNN que foi demitido no final de 2021, do jornalista Jean-Jacques Bourdin da BFMTV que foi alvo de várias denúncias de má conduta sexual em 2022, ou ainda, num caso mais próximo do Quebec, da apresentadora da Radio-Canada Pascale Nadeau que também se demitiu em 2021. Os jornalistas franceses chegaram a criar a associação #MeTooMedias em 2021 que visa apoiar vítimas de machismo ou sexismo no jornalismo. Na minha tese também entrevistei atores desses movimentos (dados que apresentarei durante a apresentação).

A aparência dessas lutas é consistente por várias razões: 1, elas respondem à clássica divisão de trabalho por gênero na mídia, mas também, no caso do Quebec, à dominação do sindicalismo masculino (um sindicalismo de "grandes braços") ; 2, os movimentos de denúncia são facilitados pelo aumento do uso de plataformas, mas também pela 4ª onda do feminismo; 3, os movimentos de denúncia são consistentes num cenário marcado pelo surgimento de resistências ocultas (sabotagem, afrouxamento, furto). Isso responde ao declínio da resistência pública neutralizada, entre outras coisas, pelo desaparecimento histórico do discurso do trabalhador veiculado pelos tipógrafos nas redações - discurso neutralizado pelo do autoempresário.

No fundo, os movimentos de denúncia correspondem à mutação da composição de classe dos jornalistas, pelo que não são apenas um discurso que incide sobre o gênero, mas também sobre as experiências de classe. Como diz o autônomo marxista Harry Cleaver: "qualquer que seja a nova 'composição de classe' alcançada, ela apenas se torna a base para novos conflitos porque o antagonismo de classe só pode ser administrado; não pode ser eliminado" (1992, p. 7).

A reativação da Sociedade de Jornalistas de uma televisão local belga francófona: crônica de uma batalha perdida antecipadamente

Lorrie D'Addario

A nossa comunicação analisa a tentativa de reativação da Sociedade de Jornalistas (SdJ) como mecanismo de defesa dentro de uma televisão local francófona belga confrontada com um novo ambiente gerencial. Num contexto de crise gerencial e dificuldades financeiras, a chegada de um novo diretor-gerente que trouxe mudanças tem causado preocupações. Mas a reativação do SdJ será apenas uma batalha perdida: apenas uma reunião será organizada e nada de concreto sairá dela. Esta comunicação procura, assim, responder a esta questão: como explicar o fracasso da mobilização dos SdJ que tenta travar uma batalha contra a incursão hierárquica da nova direção geral no seio da redação?

Levantamos a hipótese de que o renascimento do SdJ encontra a sua origem na vontade de defender, diante da nova gestão, a autonomia da redação, a identidade profissional dos jornalistas e a sua independência editorial. Se o trabalho dos jornalistas é fundamental, não pode ser realizado sem a ajuda de outras profissões, como os técnicos (Dupuy, 2013: 138), sendo o jornalismo concebido como uma prática coletiva (Le Cam, Pereira, Ruellan, 2015: 2). Subscrevemos a proposição teórica de Strauss (1992) que postula que a negociação constitui

um parâmetro genérico das relações e arranjos humanos à luz do mandato generalizado, o que se assemelha, no contexto midiático, à prestação de informações. Jornalistas, cinegrafistas, diretores, editor-chefe e gerente geral são jogadores que devem trabalhar juntos. Mas esse cimento simbólico que mantém a organização unida pode esconder diferenças ou ser questionado, levando a negociações ou confrontos entre atores ou levando a mecanismos de defesa como o LDS.

Para compreender porque é que a reunião dos SdJ não foi seguida de nenhuma ação concreta e foi um fracasso, desenvolvemos, através de uma abordagem metodológica qualitativa¹, três eixos de reflexão: em primeiro lugar a chegada do novo diretor-geral. Depois, os jogos de poder e territórios que daí decorrem e, por fim, o desencanto dos jornalistas.

O grande elemento que vai levar a redacção a realizar uma reunião dos SdJ tem origem na tendência para a polivalência do novo director-geral e na sua incursão na redacção. O Editor-Chefe Interino abre o briefing² falando sobre as “iniciativas editoriais da gestão”. Com efeito, o realizador continua a filmar ou procede à gravação de entrevistas e alguns jornalistas chamam-lhe o “produtor geral”. Por iniciativa própria, o realizador coloca-se em situações de trabalho em que se depara com múltiplos compromissos (Datchary, 2012: 31) e “compromete-se em várias “frentes”” (Datchary, 2004: 178). A sua tendência à dispersão e o seu distanciamento da sua tarefa principal incomodam alguns jornalistas. Se nos referirmos ao mandato generalizado de Strauss (1992), a missão do diretor é de assegurar a gestão adequada dos meios de comunicação para que a informação seja veiculada. É claro que ele se afasta disso.

Além disso, a reativação do SdJ reflete um mosaico de jogos de poder e questões territoriais. Na oposição editorial/gestão geral, a redacção não pode ser vista como um campo sólido. Não apresenta coesão apesar da aparente união dos SdJ e sobretudo uma flagrante falta de solidariedade (Goguelin, 2005: 162) dos membros em relação à luta a travar. A SdJ também poderia ter sido vista como um órgão intermediário para a defesa da redacção. No entanto, este não é o caso devido a lutas de poder internas. Especialmente entre o chefe de esportes e o editor interino. Ele se define como o novo presidente da SdJ e ele o acusa de instrumentalizar esse órgão. Ele não hesitará em nos dizer que pretende ir ver a direção para propor a sua candidatura a editor-chefe nos próximos meses e que “se continuar assim, em seis meses, todos estarão contra o editor chefe”. Este último é relativo aos fatos da tentativa de sabotar e instrumentalizar o SdJ por parte do chefe do esporte. O diretor, por sua vez, defende-se de qualquer interferência no conteúdo. Das falas dos jornalistas emerge uma forma de combate em torno da questão da centralidade da redacção dentro da mídia.

Por fim, o desencanto dos jornalistas é um fator explicativo dessa batalha perdida. Eles não se sentem defendidos pela editora-chefe e não a veem como uma porta-voz digna. E estão desmotivados pela falta de reconhecimento do novo diretor, o que coincide com uma mudança na política de gestão (Dubar, 1991: 222). Desconsidera -os, questiona as suas habilidades, silencia³ a redacção e os jornalistas e questiona a independência jornalística, fazendo o comercial dominar o editorial (Lardeau 2020: 131). Nos corredores, diz-se que ele deseja “a morte do jornalismo”. Procura impor uma redefinição do mandato generalizado e do lugar dos atores que para ele contribuem sem deixar muito espaço para a renegociação coletiva. A redacção parece ter-se retirado e já não quer lutar contra o director-geral cujo reinado se impõe a todos, até através do redactor-chefe que não deixa de recordar numa comunicação agressiva aos membros da redacção que A porta de saída não está longe se não aderirem à nova estabelecida. Assim, o mecanismo de defesa que se mobiliza através do SdJ é imediatamente suspenso por tempo indeterminado, a escrita banhada numa forma de fatalismo e descrédito bastante avançado.

La communication en conflit au sein des organisations : les tensions dans le travail des journalistes dans les secteurs de la communication des instituts fédéraux

Ana Maria Teles*

Dione Oliveira Moura

La proposition de recherche présentée ici est un extrait de la recherche doctorale en cours de développement par la première autrice et est construite à partir d'une approche exploratoire prenant comme observation le journaliste qui travaille dans les organisations publiques brésiliennes. En enquêtant sur le travail de ces professionnels qui travaillent dans la communication organisationnelle et dans des cabinets de conseil en communication, une particularité du Brésil, une situation dans laquelle les journalistes ont progressivement occupé ce secteur, nous parlerons du journalisme comme d'une profession qui a subi des transformations.

La méthodologie utilisée à ce stade consiste en une enquête sur les données ouvertes des portails du gouvernement fédéral, tels que le Panel de statistiques sur le personnel et le Portail de transparence, et en l'application d'un questionnaire en ligne, similaire à celui réalisé par Mick et Lima (2013) ; LIMA; et.al. (2022), pour la production du profil du journaliste brésilien. Le problème de la recherche se situe autour de la performance des journalistes dans les secteurs de la communication des organisations publiques : un professionnel qui semble présenter une tension et recevoir une énorme pression de la part des gestionnaires, des employés et de la communauté pour occuper un poste qui se tourne parfois vers la communauté interne, avec la divulgation et la responsabilité envers la communauté interne, et qui a parfois le défi de rendre des comptes, de faire la divulgation institutionnelle et la divulgation scientifique, dans le cas des institutions d'enseignement et de recherche, à la communauté externe, soit à travers leurs propres médias, soit avec d'autres médias déjà établis.

Lorsque Ruellan (2004) écrit sur la difficulté de comprendre qui est journaliste en France, cela est dû en grande partie au fait que les journalistes ont assumé simultanément plusieurs fonctions, ce qui a permis d'identifier les journalistes à travers leurs environnements de travail et non leurs activités, en extrapolant les lois et la jurisprudence. La définition de qui serait ou ne serait pas un journaliste était laissée à des situations juridiques qui dépassaient les paramètres conventionnels, décrit l'auteur. L'application du statut juridique du journaliste se heurte à des problèmes liés à la diversité des types d'organisation et à la mutation des fonctions de ces professionnels, conclut l'auteur.

Selon d'autres auteurs, les organisations et associations professionnelles sont également créées, en fonction du travail, pour donner au public profane, l'idée d'une apparente unité de la catégorie, qui se matérialise par des accords tels que les codes d'éthique, les licences et les principales associations professionnelles (BUCHER ; STRAUSS ; 1961).

La perspective théorique utilisée dans cette recherche fait appel aux représentations de rôles de Goffman (1985), dans lesquelles il compare la société au théâtre où les gens sont comme des acteurs qui endossent certains rôles à jouer sur scène, et à la perspective des segments adoptée par Bucher et Strauss (1961). Les représentations sont dynamiques et mobiles, elles peuvent être considérées comme tout ce qui a un rapport avec la lecture que les membres d'une société font du monde. Ils sont étroitement liés à leurs contextes historiques et sociaux par un mouvement de réflexivité, étant produits dans un foisonnement de processus sociaux et aussi dynamisant et conditionnant certaines pratiques sociales comme des significations construites et cristallisées (FRANCE, 2004).

Les données que nous apportons dans cette recherche, selon ce qui est disponible sur le portail de la transparence et le panel statistique du personnel en juin 2022, 298 journalistes font partie du personnel technico-administratif des instituts. 98 hommes et 200 femmes sont répertoriés, c'est-à-dire que les femmes prédominent dans le service public dans les Instituts Fédéraux, 67%, ressemblant à ce qui a été perçu dans la recherche nationale avec les journalistes brésiliens (LIMA ; MICK ; [et al] ; 2022), une catégorie principalement féminine et avec une fourchette d'âge entre 31 et 40 ans.

Notre recherche s'inscrit dans un contexte d'approche du métier de journaliste au sein d'une institution et plus particulièrement d'une institution publique, c'est-à-dire en se référant principalement à la communication organisationnelle, au conseil en communication et à la communication publique. Dans le cas des organisations publiques, la grande majorité des personnes qui y travaillent, et la totalité de nos répondants, sont entrés par le biais de la concurrence publique, donc la perception de ces professionnels sur le travail qu'ils font, si en

tant que journalistes d'une institution faire de la communication publique, nous avons la représentation des rôles, selon Goffman (1985), situé dans les dimensions suivantes :

- i- l'intérêt public prime sur les intérêts de l'institution,
- ii- la responsabilité et la diffusion d'informations publiques,
- iii- communication avec la communauté/diffusion.

Dans un premier temps, nous avons pu constater, après l'enquête, que les journalistes des instituts fédéraux (IF) suivent une trajectoire d'avoir été stagiaires et d'avoir travaillé dans des cabinets de conseil en presse/communication, une segmentation au sein du journalisme, donc la dispute, même silencieuse, qui implique la définition de quelle pratique journalistique est la plus légitime parmi la catégorie : ceux qui travaillent dans les médias et ceux qui travaillent en dehors des médias sur la constitution d'un véritable journalisme.

Bien qu'il puisse y avoir, de nos jours, un chevauchement des terminologies entre travailleur des médias et hors médias, on considère toujours comme des emplois différents le travail effectué dans les médias et dans les organisations médiatiques, très représentées par les routines de production. Et ce sont précisément ces activités caractéristiques du journalisme qui font que le journaliste de l'Institut fédéral s'identifie à cette catégorie.

Au sein des organisations, la relation de pouvoir entre les acteurs et le contexte dans lequel se situent les conflits de pouvoir, nous permettent de comprendre les stratégies utilisées par les professionnels dans la conduite de la représentation des rôles créant même des segments au sein d'un segment existant. Dans la carrière du journaliste de l'Institut fédéral, il y a le communicateur public, le conseiller en communication, le fonctionnaire, le diffuseur scientifique, le journaliste médiatique, bref, des rôles conditionnant la relation entre ces groupes à la pratique de négociations de coexistence qui doivent être satisfaisantes pour toutes les parties concernées.

Ainsi, les différents rôles occupés par les journalistes dans les instituts fédéraux mettent la communication en question dans ces organisations en raison des différents aspects qui doivent être servis simultanément par le même professionnel, ce qui entraîne des tensions dans le travail des journalistes qui travaillent dans ce contexte de communication organisationnelle de ces institutions publiques.

D'autres aspects de cette recherche sont disponibles dans le chapitre Le rôle du journaliste de l'Institut fédéral dans la communication publique : perceptions des professionnels (TELES ; MOURA ; 2022) où les professionnels ont répondu à la question s'ils pensent faire de la communication publique pour être dans une institution publique. En général, ils répondent positivement à la question et relatent des aspects tels que la transparence, l'accès à l'information et la diffusion à la communauté.

* La chercheuse a obtenu le soutien de la FAPDF pour sa participation à l'événement.



Le journalisme dans la lutte contre la pandémie : l'exploration des coulisses des journalistes comme défense de l'engagement professionnel dans la campagne Fatos e Pessoas (« Faits et Personnes ») de Grupo Globo

Rodrigo Martins

La pandémie du covid-19 et le contexte de désinformation sont venus amplifier la détérioration des moyens de communication et le manque de crédibilité à laquelle était déjà confronté le journalisme (Christofoletti, 2019). Au cours de cette période, les mises en cause des organes de presse et de leurs professionnels se sont multipliées, et ils sont devenus des cibles fréquentes d'attaques de la part de groupes de la société et d'agents publics (Renaut, 2020). Ce contexte a également entraîné des changements dans la production journalistique, notamment télévisuelle, qui a adopté une posture pédagogique, en informant et en levant les doutes de la population sur la maladie et en exposant des éléments des coulisses du travail, comme les procédures de nettoyage du matériel, l'utilisation de masques et les soins de prévention contre le covid (Martins et al., 2020 ; Oliveira & Gradini, 2020). La mise en avant des coulisses est souvent utilisée pour renforcer la crédibilité du travail journalistique à travers la transparence, l'expertise et la proximité avec le public. La stratégie se fait aussi ressentir quand les journaux télévisés utilisent la salle de rédaction comme décor ou exposent certaines parties du processus de production dans les reportages, programmes ou contenus partagés dans les plateformes digitales de réseaux sociaux (Martins, 2017). Pendant la pandémie, la mise en avant des coulisses a été l'un des éléments centraux de la campagne institutionnelle Fatos e Pessoas, du groupe Globo.

Dans l'édition du 10 juin 2021 du Jornal Nacional, le lancement de la campagne a été marqué par l'utilisation d'un ton émotionnel de la part des présentateurs et s'est conclu par un mouvement de caméra sur la salle de rédaction afin de présenter ses professionnels (G1, 2021). Nous soulignons que les campagnes institutionnelles sont généralement utilisées par les radiodiffuseurs pour consolider la façon de s'adresser à leur cible (Hartley, 2004), et que cette façon de faire dans les journaux télévisés s'articule autour du pacte du rôle du journalisme conclu entre la production et le public, entre autres (Gomes, 2011). Dans cette perspective, la campagne a été prise en exemple pour étudier comment le journalisme du groupe Globo cherche à établir sa façon de s'adresser à son public et quel est le rôle des coulisses dans le pacte sur le rôle du journalisme. En nous basant sur les théories de l'énonciation (Fiorin, 2005, 2010), la recherche analyse le discours construit dans les cinq vidéos qui accompagnent la campagne, à partir des textes et des images qui lui sont associés, aux niveaux profond, narratif et discursif.

Les cinq vidéos de la campagne présentent des images des coulisses de l'intervention des professionnels du groupe, dans la rédaction et dans les couloirs de l'entreprise, alors qu'ils se préparent à entrer à l'antenne, qu'ils désinfectent les outils de travail ou qu'ils discutent au téléphone; certaines images montrent ces professionnels dans leur environnement domestique. Les images sont ajoutées à la bande sonore instrumentale lente et aux audios dans lesquels les professionnels parlent aux membres de leur famille pour justifier leur absence et la distance et expliquent que, malgré la nostalgie, la distance est nécessaire, puisqu'en raison de leur profession, ils ne peuvent pas cesser de travailler en face à face. Dans l'un des sons, un journaliste demande à quelqu'un d'expliquer aux enfants que " bien que je ne sois pas médecin [...] en tant que journaliste, je dois partir, car je ne peux pas arrêter de travailler " (TV Globo, 2021).

Sur toutes les vidéos, le message suivant est inscrit sur l'écran : "Ces audios sont réels. Ils ont été envoyés par nos journalistes et leurs familles pendant la pandémie. Le journalisme est comme ça : fait par de vraies personnes. Comme vous. Pour construire un pont sûr entre les faits et les gens" (TV Globo, 2021). L'analyse du discours nous permet d'identifier, au niveau profond du texte, la relation entre le personnel et le professionnel. Bien qu'il soit établi une valorisation de l'aspect professionnel, les messages montrent des journalistes renonçant à la protection personnelle et à la vie de famille pour l'exercice de la profession, mais le texte écrit sur l'écran signale un rapprochement entre ces valeurs, en indiquant que le professionnel est "une personne comme les autres". Cette lecture est renforcée du point de vue narratif, qui ne met pas en avant le travail traditionnel des journalistes, la collecte et la vérification des informations, mais plutôt l'engagement et le sacrifice personnel.

Au niveau discursif, les messages associés aux images des professionnels dans les coulisses renforcent la proximité entre le professionnel et le personnel mais aussi entre les journalistes et le public. Cette proximité veut montrer que les journalistes sont “comme vous”. Nous comprenons que la campagne cherche à établir un lien entre le journalisme du groupe et son public, fondé sur la reconnaissance de l'effort individuel et personnel des professionnels plus que sur les principes institutionnels de la profession. Le pacte sur le rôle du journalisme intègre les actions des journalistes, l'exposition des coulisses et d'une partie de la vie privée de ces professionnels comme un élément de renforcement de la crédibilité.

9/12 - 16h-17h15

Panel 6 : Lutter pour l'information - Lutar pela informação

Journalisme Local dans l'Etat de Bahia : combat et résistance en défense de l'information

Ivanise Hilbig de Andrade

Cet article propose une réflexion sur le journalisme local pratiqué à l'intérieur de l'État de Bahia (Brésil) afin de comprendre quels sont les impacts de la médiatisation dans le journalisme. Pour autant, nous définissons comme locus d'observation Bahia, le plus grand état de la région nord est du Brésil, avec un total de 417 municipalités, et qui détient dans son territoire la premier capital du pays : Salvador. Ces données font parti de la plateforme Atlas da Notícia (www.atlas.jor.br), projet coordonné par le ProJOR (Instituto para o Desenvolvimento do Jornalismo - Institu pour le Developement du Journalism) en collaboration avec Volt Data Lab, des universités, des groupes de recherches et des organisations de sociétés civil brésiliennes.

Au Bahia, le mappage et les analyses ont été faites par des étudiants de premier et de deuxième cycle de la Faculdade de Comunicação da Universidade Federal da Bahia (Faculté de Communication de l'Université Fédéral de Bahia), entre 2020 et 2022, dans le champs d'application de la recherche « “Mediatização e Jornalismo Local na Bahia: processos de produção e circulação de sentidos » (« Médiatisation et Journalism Local au Bahia : processus de production et circulation des senses »). Les résultats ont été récemment publiée dans le livre « Jornalismo Local na Bahia : presenças, ausências e novas práticas » (ANDRADE e GUERRA, 2022).

En général, le mappage fait dans tout le Brésil a réussi à identifier une réduction dans les chiffres de transmetteur d'impressions et la croissance des stations de radio et de transmetteurs online, des tendances déjà démontrée par des recherches précédentes. Les difficultés de durabilité des transmetteur locaux traditionnels, aggravé par la pandémie, et les quelques obstacles pour la création de transmetteurs natifs digitaux, expliquent les nouvelles tendances des modèles d'entreprises.

Suivant la base de données Atlas da Notícia, Bahia avait 826 transmetteurs journalistiques actifs en février 2022, distribués en 251 des 417 municipalités de Bahia. Ceci signifie que 166 sont configurés comme des déserts numériques, ce qui explique que 39,8 % des localisations de l'état n'ont aucun moyen de communication local enregistré. Autre fait observé dans cette étude: les types de plateformes utilisées par le journalisme pratiqués au Bahia. Les données démontrent que la plupart des transmetteurs sont des sites et des blogs d'actualités (446), ensuite viennent la radio (273), la presse (76) et les chaînes de télévision (31).

Les raisons de ce scénario peuvent être dues au bas coûts des équipements et du personnel pour la manutention de ces types de plateformes, en comparaison aux coûts pour maintenir des journaux presse en marche. Un autre facteur à observer est le grand nombre

de chaînes de télévision. Les données relatives à ce média, ainsi que la radio, sont collectées d'une base de données fournis par le Ministério da Ciência, Tecnologia e Inovações (Ministère des Sciences, Technologies et Innovations) sur la base de quantités de concessions pour les opérations d'entreprises de radiodiffusions dans l'état. Dans les recherches postérieures il est possible de faire un tri de ses données pour savoir si, en effet, s'il y a ce nombre de chaînes en activité et s'ils produisent du contenu journalistique (local) au Bahia.

Les données globales sur le journalisme pratiqué au Bahia pointent vers: une forte participation du digital dans l'écosystème médiatique de l'état; la plupart du temps les diffuseurs sont opérés par une seule personne, ou une très petite équipe; une basse activité des journaux presse – ceux qui résistent se concentrent dans les villes-pôles et dans la région métropolitaine de Salvador; et peu d'interaction via les réseaux sociaux de la part des diffuseurs plus traditionnelles comme les chaînes TV et la presse. Nous avons aussi observé la pratique de publier et de ne pas signer un article ou de copier le matériel des autres diffuseurs, sans donner de crédit dû, évidemment, inclusif, le plagiat.

En relation aux stratégies discursives, nous avons remarqué la récurrence de titres à sensations avec l'objectif d'attirer les lecteurs par les clics; au-delà de la grande personnification du diffuseur avec le/la propriétaire ou du principal chroniqueur. La personnification crée une confiance et donne une légitimité au diffuseur, une fois qu'il associe le contenu à une figure connue et même respectée dans la communauté. Ainsi, la complexité du scénario médiatique de l'État suggère que, d'un côté, les diffuseurs locaux peuvent garantir que la population de la municipalité et de ses alentours se maintient informée sur les actualités locales; mais, dans d'autres cas, la population finit par avoir seulement que l'accès aux informations nationales.

Pour terminer, la recherche nous amène à des nouveaux chemins possibles de réflexion sur la pratique du journalisme local: le journalisme amateur, les modèles d'entreprise, la participation des réseaux sociaux dans la circulation d'information, la fortification des radios communautaires – qui opèrent maintenant sur le web –, la formation des professionnels qui agissent dans les diffuseurs. Les observations initiales qui concernent le thème pointent vers des recherches et penchent, encore plus, vers la notion jusqu'ici comprise du journalisme local.

Lutar pela posição, lutar pelo território profissional. O boundary work dos jornalistas mainstream diante da reinformação
Gael Stephan

A expressão “reinformação” é uma etiqueta reivindicada por uma variedade de sites, tendo em comum o fato de se engajarem por uma denúncia virulenta em relação às mídias dominantes (Jammet e Guidi, 2017). Os midiativistas (Cardon e Granjon, 2010) reivindicam esse mesmo tipo de postura, apresentando a mídia convencional e os jornalistas como mentirosos e dissimuladores. Ao mesmo tempo, promovem uma leitura alternativa dos eventos, utilizando-se de posições ultraconservadoras. Trabalhos recentes buscaram melhor delimitar as críticas formuladas por esses atores, acompanhando os insultos endereçados por eles contra a mídia tradicional e os jornalistas (Mercier e Amigo, 2021). Também observaram a maneira como os atores engajados nesse mundo singular enfrentam a questão da legitimidade dos profissionais do jornalismo (Stephan e Vauchez, 2021)

Esta comunicação tem como objetivo atualizar a forma como os jornalistas atuam para manter intacto seu território profissional, na medida em que este é questionado por esses midiativistas de extrema direita que contestam sua legitimidade e honestidade. Nesse sentido, a análise se apoia na noção de trabalho de delimitação ou boundary-work (Carlson, 2015; Gieryn, 1983). Trata-se, de certa forma, do procedimento de expulsão conduzido por jornalistas contra atores que contestam sua autoridade e sua legitimidade na produção noticiosa e que reivindicam uma capacidade de produzir palavras e imagens sobre o que acontece no mundo. Vários trabalhos de delimitação realizados pelos jornalistas enfocam o papel das normas profissionais e da ética na construção da retórica empregada nesse

processo (Hermida, 2015; Singer, 2015). Observamos justamente que são esses os valores profissionais mobilizados durante o trabalho de expulsão.

Para desenvolver essa dimensão, constituímos um corpus de matérias jornalísticas em que os jornalistas tratam da questão dos contra-mídia de reinformação. Seleccionamos três jornais diários que desempenham um papel central no ecossistema da imprensa na França e que são conhecidos por terem tendências editoriais distintas: Le Figaro (direita), Le Monde (centro-esquerda) e Libération (esquerda). A análise de conteúdo proposta aqui foi feita com base em um corpus de 57 matérias que se dedicaram a discutir de forma substancial esse fenômeno.

Na primeira parte, observamos a forma como o trabalho de qualificação dos atores da reinformação pelos jornalistas segue a lógicas de desqualificação. Isso pode ser apreendido, num primeiro momento, por meio das definições sobre o fenômeno da reinformação propostas pelos jornalistas. Se algumas delas são descritivas, outras são eminentemente normativas. Independente do caso, o midiativismo de reinformação remete aos “desvios informacionais” (Boullier, Kotras et al., 2021). Isso aparece claramente em duas dimensões: o vocabulário empregado para designar as iniciativas midiativistas relevantes da reinformação e a aderência dos artigos de fact-checking analisados no corpus. As diferentes definições propostas pelos jornalistas destacam ainda um traço comum às diferentes iniciativas que se autodefinem como reinformação: sua característica militante. Por meio desses artigos, o conjunto formado por iniciativas midiativistas é apresentado como uma força política que se mobiliza on-line em torno de causas pontuais ou, de forma mais durável, de valores compartilhadas. Algumas matérias também vão insistir sobre a incompatibilidade desse caráter militante com a neutralidade a qual se vangloriam os jornalistas.

A segunda parte do estudo se inspira nos aportes de Matt Carlson (2016) no domínio dos discursos metajornalísticos. Ela busca destacar as ausências apontadas pelos midiativistas, de forma a sublinhar a existência de princípios deontológicos e éticos específicos ao jornalismo. A análise do corpus revelou a importância atribuída a dois princípios. O primeiro diz respeito ao rigor e à verificação da informação. Ele é particularmente ilustrado por meio de dois exemplos que mostram a implicação dos midiativistas de reinformação na retransmissão de notícias incorretas. Os midiativistas se distinguem, portanto, dos jornalistas, que colocam no âmago de suas atividades a verificação dos dados e dos testemunhos que eles apuram (Bastin, 2018). A precipitação desses atores de extrema direita na transmissão de rumores – ou de documentos falsos – é, da mesma forma, o foco principal de várias matérias. A segunda dimensão deontológica que emerge da análise é a ausência de transparência na composição das equipes de midiativistas. A preocupação sobre essa questão permite destacar o não-respeito da parte dos contra-mídias do princípio da responsabilidade que orienta a atividade jornalística, e normalmente conecta os jornalistas e suas redações.

L'expérience d'OPJor :

L'Observatoire comme mise en place d'un réseau critique sur les médias et la lutte contre la désinformation

Sandra Regina Moura & José David Campos Fernandes

Cet article retrace l'histoire de l'Observatoire de Journalisme de l'État de Paraíba (OPJor), créé en pleine pandémie du covid-19, et l'analyse comme une expérience de résistance d'un réseau de journalistes, professeurs et chercheurs qui s'engagent pour la défense de la qualité de l'information journalistique.

Quatre aspects guident cet Observatoire : la critique des médias, le combat contre la désinformation, le suivi de l'accessibilité et la gestion de la qualité de l'information journalistique. Dans cette perspective, l'objectif central de l'OPJor est de contribuer à

l'amélioration du journalisme (informations fiables, vérifiées, accessibles et de qualité), ainsi que de contribuer à la performance éthique des professionnels et organisations journalistiques, des médias publics, privés ou indépendants. L'idée de la création de cet Observatoire a tout d'abord surgi en 2018 suite à des réflexions initiées par des journalistes et des professeurs d'université.

La discussion qui a mobilisé une approche critique et réflexive autour de l'accompagnement de la couverture journalistique dans cet espace virtuel, dans l'État de Paraíba, dans la région du Nordeste du Brésil, a incité le milieu universitaire à formater et à accueillir le projet. Toujours en 2018, la participation de chercheurs du Programme de troisième cycle en journalisme (PPJ), de l'Université fédérale de Paraíba (UFPB), avec des articles sur l'expérience du médiateur dans le journalisme de Paraíba, et la réunion de l'Association brésilienne des chercheurs en journalisme (SBPJor), est venue alimenter l'idée de créer l'Observatoire. À ce moment-là, des expériences ont été partagées au sein du groupe de travail (GT) du Réseau national des observateurs des médias (Renoj). En 2020, le projet de création de l'OPJor a été élaboré et mis à l'appréciation des membres du Programme d'études supérieures de journalisme de l'UFPB qui a approuvé à l'unanimité sa création. Depuis sa création, l'OPJor a inscrit ses actions dans le respect sans restriction des droits de l'homme et de la liberté d'expression exercée avec éthique, responsabilité, légalité, pluralité et sans prise de parti.

Pour cet article, la méthodologie d'analyse que nous utilisons repose sur le suivi du programme Observatoire Débat sur la chaîne Youtube (créée en décembre 2021), et sur le Blog (créé en août 2021). Ces services sont gérés par OPJor et sont disponibles gratuitement sur Internet. Ainsi, cette étude tente de comprendre l'initiative de ce réseau d'observateurs au-delà de sa dimension d'outil, dans sa dimension stratégique de communication avec la société dans un contexte de résistance.

En analysant les contenus journalistiques (Observatoire et Blog), les approches utilisées et les oppositions, nous explorons également le profil de ses acteurs/observateurs, ses pratiques, le rôle et la place de l'OPJor dans le contexte du journalisme local et pour la société en elle-même. Cette étude nous a donc permis d'explorer les dynamiques collectives de ce groupe d'observateurs qui traversent et alimentent la défense d'une information de qualité et la protection de l'éthique journalistique. Elles montrent aussi des changements dans les pratiques journalistiques qui corroborent la haine, les préjugés et les attaques contre les minorités sociales. Les analyses de cet article ont été menées non seulement sur la base d'aspects descriptifs, mais aussi sur la viabilité et l'importance des observatoires en tant que systèmes de responsabilisation des médias issus de la société civile, sans intervention gouvernementale. Ils constituent des moyens de régulation participatifs qui contribuent à l'amélioration de la qualité du contenu des médias et à l'engagement de la communauté dans le processus de construction des nouvelles (Bertrand, 2002).

Pour cela, le travail s'est basé sur des études qui considèrent ces systèmes, comme l'Observatoire, comme " un mélange de contrôle de qualité, de service aux consommateurs et de formation continue ", le fameux MAS (Bertrand, 2002, p. 35). Parmi les pratiques liées au MAS, nous avons les programmes de critique des médias qui s'approprient la fonction métalinguistique pour discuter des rapports journalistiques eux-mêmes. Ainsi, l'Observatório Paraibano de Jornalismo, considéré comme un programme de surveillance de la couverture de l'actualité, se rapproche des systèmes de responsabilité pointés par l'auteur.

Dans ce travail, nous avons vu que l'OPJor a rempli, par conséquent, son rôle d'instrument de citoyenneté puisque sa critique était basée sur la communication comme un droit humain. En ce sens, l'Observatoire éveille une conscience avancée de la citoyenneté sur le rôle que l'industrie de la culture et de l'information joue dans la démocratie (Motta, 2008). Dans ce scénario, OPJor s'inscrit dans la lignée des observatoires qui sont devenus un important canal d'action publique, avant les médias, et un instrument de renforcement de la démocratie.

10/12

**Les combats des chercheur·es en journalisme :
réflexivité autour de nos normes et pratiques -
Os combates dos pesquisadores em jornalismo:
reflexividade em torno de nossos padrões e práticas**

10/12 11h15-13h : *Panel 7*

Pesquisadora e Colete Amarelo, pesquisadora com Coletes Amarelos: como colaborar no meio acadêmico?

Mélanie Lecha

Enquanto as modalidades de uma ciência aberta são amplamente debatidas e incentivadas hoje, desejo, nesta proposta, questionar a rigidez no que diz respeito a um certo formalismo científico ao qual podemos nos submeter (por automatismo, por convenção etc.), na medida em que é provável que isso prejudique a colaboração com os cidadãos e cidadãs em um processo de pesquisa que gostaria de ser contributivo (Stiegler, 2020).

De fato, a responsabilidade da comunidade científica é relevante na co-construção do conhecimento, processo que exige levar em conta as discriminações de que podem ser vítimas certos setores da população por causa de vieses classistas, racistas, de gênero ou pelo exercício de fortes determinismos sociais. A este respeito, um relatório escrito em 2020 pelo grupo IdéesLab da Comissão Canadense para a UNESCO sugere ir "além da ciência aberta", formulando a necessidade de fazer da pesquisa um espaço de convívio, colocando à frente os valores de "cooperação, compartilhamento, amizade, compaixão, compreensão e [a] recusa de separar a pesquisa da vida e dos valores pessoais dos pesquisadores e pesquisadoras". (Chan, L., Hall, B., Piron, F., Tandon, R., e Williams, L., 2020). Embora muito já tenha sido escrito na área de Ciências Humanas e Sociais sobre estas questões de engajamento ou neutralidade da pesquisa (por exemplo, Naudier 2011), a literatura científica é menos prolixa sobre as condições de possibilidade de cooperação real com as partes interessadas. O relatório canadense conclui que a universidade deve ser um "espaço aberto plural e multilíngüe, uma ciência feita com e para as comunidades e onde o conhecimento é aberto e emancipatório", mas não esboça os meios para alcançar isso. Por outro lado, o documento formula treze considerações, sendo a primeira delas a seguinte:

Governos, universidades e agências de financiamento devem apoiar estratégias e sistemas de co-criação e compartilhamento de conhecimento projetados em conjunto para e com as comunidades que atendem - particularmente aquelas comunidades que foram historicamente marginalizadas ou excluídas da determinação de suas próprias necessidades de conhecimento. O objetivo é que elas recuperem sua autonomia e governança em termos de conhecimento. (Chan et al, 2020:12)

O que está escrito aqui de uma perspectiva decolonial me parece, evidentemente em outro sentido, aplicável às classes sociais populares contemporâneas (Siblot 2015) com relação à produção de conhecimento relacionado ao jornalismo. De fato, muitos fatores discriminam o acesso à profissão jornalística para estas parcelas da população (Lafarge & Marchetti, 2011), mas é também em sua representação que elas são marginalizadas e até mesmo

historicamente estigmatizadas (Derville, 1997; Baisnée, 2021). Existe, portanto, uma verdadeira questão de co-construção do conhecimento neste campo.

Em dezembro de 2021, Les Cahiers Costech anunciam a organização, sob a coordenação de Ludovic Duhem, Edouard Bouté, Igor Galligo e Zakaria Bendali, de um colóquio com um projeto de publicação sob o título: "Auto-mídias, por uma fabricação popular de informações na era da pós-verdade ". Este encontro é apresentado como um evento aberto para permitir a discussão entre cidadãos e cidadãs envolvidos ou não nas práticas de produção midiática, além de pesquisadoras e pesquisadores. Estas práticas heterogêneas se desenvolveram com uma vivacidade particular durante e com a mobilização dos Coletes Amarelos. Eu me interessei por jornais impressos porque eu mesma participei da publicação de um desses jornais na região de Lyon, ao lado de outros coletes amarelos, e apresentei uma proposição para provocar uma reflexão coletiva sobre essas práticas auto-midiáticas feitas em papel como contraponto a iniciativas informativas divulgadas através de canais digitais. Este artigo propõe colocar minha experiência editorial em perspectiva com as de outros cinco coletes amarelos envolvidos(as) em projetos similares, com base em três entrevistas semi-diretivas. Esta experiência de pesquisa levantou várias questões relativas à minha posição enquanto doutoranda em diferentes estágios do processo, mas é aqui, na etapa de redação do artigo, que eu gostaria de me concentrar. A fim de garantir que as palavras dos(as) debatedores(as) fossem respeitadas, eu queria que eles(as) lessem o artigo para me autorizar a publicar citações das entrevistas com seus nomes. Também os convidei a não hesitarem em compartilhar comigo qualquer crítica ou reflexão adicional que suas leituras pudessem acarretar, de modo que trabalhássemos juntos na concepção do artigo. No entanto, nunca recebi nenhum retorno dessas pessoas, o que me levou a questionar as condições de possibilidade de uma colaboração no âmbito do formalismo científico. Um estilo diferente de escrita ou de publicação poderia ter encorajado ou ajudado os(as) debatedores(as) a participar do processo de revisão? Como podemos criar as condições para um trabalho de pesquisa colaborativo e convivial envolvendo pessoas de fora da comunidade científica?

Para responder a esta pergunta, proponho apresentar o trabalho de pesquisadores(as) que se investiram no tema do formalismo científico em tensão com os princípios de acessibilidade da ciência aberta (por exemplo, Olson 2009; 2015). Em seguida, explorarei possibilidades alternativas e amigáveis para compartilhar trabalhos com base em exemplos encontrados em outras publicações. Finalmente, apresentarei duas versões de meu artigo, da mais à menos formal, e vou relatar como foi a recepção pelos debatedores(as) e outros públicos não-acadêmicos.

Violências contra jornalistas: como conciliar a postura de pesquisadora com a de militante?

Clémence Petit

Quando já se trabalhou como jornalista autônoma, iniciar um projeto de tese sobre o fenômeno da violência contra jornalistas não é mera coincidência, especialmente quando se abandonou a profissão prematuramente. Embora a escolha do tema tenha sido guiada por minha experiência profissional, o marco teórico para analisá-lo foi influenciado pelo meu ativismo cidadão em favor dos direitos das pessoas LGBTQIA+. Por isso, a questão do meu posicionamento como pesquisadora em relação ao meu objeto de tese - a análise das formas de violência que afetam jornalistas na Bélgica francófona - é crucial para garantir um equilíbrio

entre a abordagem científica, que prevalece em qualquer pesquisa de doutorado, e o desejo de realizar um trabalho cujo impacto ultrapasse as fronteiras do acadêmico.

Por isso, além de apresentar o estudo, discuto aqui a natureza da minha postura e as salvaguardas adotadas para garantir não uma posição de objetividade, reconhecidamente ilusória nas ciências sociais (Vermersch, 2008; Grossmann, 2018), mas uma abordagem científica honesta e rigorosa, apesar das restrições e vieses inerentes ao meu duplo chapéu de ex-jornalista e pesquisadora.

Deixando de lado a experiência pessoal, o fenômeno da violência contra jornalistas tem chamado cada vez mais a atenção, por se tratar de uma das formas de violência que vem aumentando em frequência e intensidade. Em 2020, a Plataforma do Conselho da Europa para o fortalecimento da proteção do jornalismo e da segurança de jornalistas registrou 201 alertas relacionados à liberdade de imprensa, um número 40% maior do que em 2019 (Conselho da Europa, 2021). Na Bélgica, os episódios de violência e insultos contra jornalistas vêm aumentando desde o início da crise sanitária (Boulet 2021; Comhaire 2021; SoirMag 2021; Moustique.be 2022; Touriel 2022).

Com base nesse contexto, nossa pergunta de pesquisa é: Como jornalistas belgas francófonas descrevem e avaliam as formas de violência que afetam seu trabalho diário? Como se adaptam e reagem a essa violência? Em que medida as epistemologias tradicionais do jornalismo (objetividade-imparcialidade/engajamento-opinião) são reconfiguradas pela percepção das violências exercidas sobre a atividade jornalística?

Desde o início, intui, como militante, que essas violências ocorrem no âmbito de uma sociedade marcada pela discriminação sistêmica (racismo, sexismo ou LGBTfobia), pressuposto de imediato confirmado pela literatura: não são apenas as violências diretas, mas também as violências estruturais e culturais que prejudicam o bem-estar e o desempenho de jornalistas, como explicam Julieta Alejandra Brambila e Sallie Hugues (2019), com base na teoria da violência estrutural desenvolvida por Johan Galtung (1969). As pesquisadoras mostram que, quando a definição de violência se estende às violências estruturais, ideologicamente apoiadas pela violência cultural, os sistemas opressivos do patriarcado, da supremacia branca, da heteronormatividade e do capitalismo selvagem aparecem claramente (2019). Por exemplo, é reconhecido que as jornalistas na Bélgica são mais propensas do que seus colegas a sofrer cyber-assédio ou assédio sexual no local de trabalho, entre outros (Le Cam et al., 2021).

Embora minha intuição tenha sido confirmada, uma questão crucial permanece para o futuro: como estudar o fenômeno das violências contra jornalistas sem se prender a preconceitos militantes? Como evitar que a minha abordagem, notadamente indutiva, seja tendenciosa? De fato, não reivindico uma posição militante, mas sim uma imparcialidade, no sentido de “não distorcer o processo investigativo por julgamentos pré-estabelecidos” (Grossmann, 2018). Esses receios ecoam as questões levantadas pelas ciências sociais sobre o engajamento do/a pesquisador/a e sua capacidade de explicitar os processos, ferramentas e marcos teóricos por meio dos quais constrói conhecimentos, discutindo os desafios concretos dessa construção na área estudada, notadamente os políticos. Essa exigência de reflexividade é particularmente necessária em casos de engajamento e/ou proximidade do objeto de estudo, por exemplo, quando o próprio pesquisador atua no mercado de trabalho em análise (Landour, 2013; Amiraux & Cefaï, 2002; Standaert, 2016). O desafio vai além da ideia, compartilhada quase unanimemente, de que as abordagens de pesquisa etnográfica são “sempre, de acordo com a expressão consagrada, mais ou menos participantes” (Schwartz, 1993, p. 270). Por isso, é necessário se conscientizar dos efeitos das identidades complexas de pesquisadores que atuam tanto na pesquisa científica quanto na prática do

jornalismo, sobre o próprio status do conhecimento produzido. Nesse aspecto, o papel dos métodos de pesquisa é central.

Metodologicamente falando, nosso intuito de construir um método indutivo, que deveria permitir que as realidades do campo se expressem com a máxima amplitude, resultou em uma abordagem em duas etapas: primeiro, uma abordagem exploratória, seguida por uma fase de entrevistas individuais semiestruturadas com jornalistas que têm sido alvo de violência. A abordagem exploratória consiste em um questionário de pesquisa com vários módulos de perguntas diretamente focadas na segurança e nas condições de trabalho de jornalistas. O questionário está sendo distribuído em várias redações na Bélgica francófona, com base em um método de amostragem por clusters que “tem a vantagem de não estabelecer uma lista de pessoas, bastando dispor da lista de unidades dos clusters aleatoriamente definida” (Simard, 2008, p.15).

A fim de limitar meu viés como ex-jornalista – o que poderia me levar a aplicar os questionários apenas em espaços conhecidos ou com pessoas vítimas de violência em destaque –, as redações foram sorteadas aleatoriamente a partir de um levantamento minucioso de todas as mídias audiovisuais e jornais da Bélgica francófona.

Postura do investigador face à (re)configuração de um problema público: o caso da diversidade nos meios de comunicação na Bélgica francófona

Sabri Derinoz

Este artigo questiona o papel do investigador na (re)construção de um problema público e da sua relação com os partidos interessados, mas também oferece uma abordagem autorreflexiva sobre a influência da carreira profissional anterior do pesquisador na forma como ele constrói a sua posição diante destes problemas públicos .

A diversidade nos meios de comunicação e especialmente nas redações tornou-se uma questão cada vez mais importante nos últimos anos na Bélgica francófona. A questão pública da diversidade surgiu nos anos 2000 ao (re)configurar as questões públicas relacionadas. Os empreendedores da causa nesse período deram lugar nos anos 2010 a outros atores que se (re)apropriaram da noção em um contexto de problemas públicos concorrentes em diversas arenas públicas. Em outros países sem ser a Bélgica francófona, vários investigadores se interessaram pela forma como esta fórmula tem participado na (re)configuração de um problema público, particularmente em França onde a fórmula é articulada com noções como República ou identidade nacional (Devriendt 2012; Sénac 2012). Na agenda política belga, a diversidade apareceu ao lado do conceito de igualdade de oportunidades nos últimos vinte anos, como uma continuação da integração dos migrantes e da discriminação étnica e racial (Adam 2006; Tandé 2013). Segundo alguns pesquisadores, a reformulação do problema público da discriminação na diversidade tem levado a uma despolitização do tema (Tandé 2013).

A emergência e (re)configuração de um problema público passam pela experiência dos indivíduos e pela capacidade de problematizar e de divulgar, juntos, uma perturbação ressentida, o que se faz através do uso da linguagem e, portanto, pelo discurso (Cefai 1996).

A fórmula diversidade sendo vaga e polissêmica, é uma palavra manipulada “no discurso político e social sem nunca ser explicitamente definida” (Devriendt 2012) e impregnada de uma memória discursiva que molda a nossa percepção do mundo (Calabrian 2013). A sua polissemia e o seu referente vago (ou seja, o fenômeno social a que se refere) não impediram que a palavra se tornasse uma palavra-chave em países caracterizados pelo reconhecimento de uma sociedade pós-colonial e pela coexistência de minorias étnicas. Na análise do discurso, notou-se que a palavra se comporta como uma expressão difusa que condensa questões sociais complexas que a própria palavra ajuda a moldar. Como fórmula, a palavra cristaliza questões e posições (Krieg-Planque 2009), num contexto social onde diferentes interesses, relações de poder e estratégias tornaram o seu uso “necessário e problemático” (Maingueneau 2014). A fórmula pode ser um espaço tanto para consenso quanto para dissenso (Sholomon Kornblit 2019). A literatura citada mostra, então, uma palavra com um semantismo instável com múltiplos programas de significado (Siblot 2003) que podem ser atualizados de acordo com os contextos e os enunciadores. Porque, ao contrário de outras noções intensamente debatidas no espaço público (Calabrese 2018b), a diversidade adapta-se a uma série de contextos que atualizam significados às vezes radicalmente opostos.

Utilizando um corpus dos três principais jornais de língua francesa do ano 2000, utilizando a palavra-chave diversidade (7 milhões de palavras), utilizamos uma mistura de análise do discurso e de linguística de corpus, uma metodologia mista que pode ajudar a observar em que condições sociais ocorre uma mudança lexical (Calabrese & Mistiaen 2017), a fim de compreender como a diversidade tem sido gradualmente construída nos jornais como uma questão pública. Com base nesta pesquisa focada em destacar a emergência mediática do problema público sobre a diversidade na Bélgica francófona, este artigo questiona o papel social do investigador e a forma como a investigação, e em particular a análise do discurso (Pugnière- Saavedra, Sitri e Veniard 2012), participa a reconfiguração dos problemas públicos.

Neste artigo, procuramos especificamente articular a nossa pesquisa com as nossas próprias experiências sobre esta questão pública, por meio de pesquisa, o ensino, o desenvolvimento de políticas públicas e a advocacia, em múltiplas arenas e setores (acadêmico, privado, público, ONGs) nos últimos dez anos.

A nossa trajetória profissional está, de fato, fortemente ligada à emergência da questão pública da diversidade, mais particularmente no setor dos meios de comunicação. Seguindo a dinâmica dos outros países, mas principalmente da França, a questão da diversidade nos meios de comunicação foi levada em consideração na Bélgica francófona pelas autoridades públicas em meados dos anos 2000. Em 2006, o governo pediu à autoridade de regulação audiovisual que expressasse o seu ponto de vista sobre a “presença e a representação das pessoas de origem estrangeira nos meios de comunicação” (Conseil supérieur de l’audiovisuel, 2006), o que deu origem a recomendações, que foram seguidas através de um “Plano de acção para a igualdade e diversidade nos meios audiovisuais” desenvolvido pelo Ministro do Audiovisual e da Igualdade de Oportunidades e conduzido pelo CSA. Nos juntamos a instituição nesta época, para participar do desenvolvimento de uma série de estudos quantitativos e qualitativos entre 2011 e 2014 com o objetivo de objetivar a situação e sensibilizar os atores audiovisuais, em particular os barômetros baseados em cinco “critérios” de diversidade mas também alguns estudos mais específicos sobre a

representação da juventude (El Haddadi e Derinöz 2013) e da homossexualidade (Derinöz 2013).

Como extensão deste exercício, outros atores no cenário da mídia belga francófona desenvolveram as suas próprias ferramentas e pesquisas. É o caso, por exemplo, da Associação dos Jornalistas Profissionais (AJP), que tem desenvolvido uma série de estudos em que participamos, como barómetros sobre a imprensa escrita (Derinöz e Simonis 2011) ou um inquérito sobre a diversidade dentro da profissão jornalística (Pieters e Simonis 2013). Nessa continuidade, trouxemos a nossa “expertise” nas questões de diversidade para diversos meios de comunicação e redações preocupadas em desenvolver políticas de diversidade então colocadas em pauta. Também participamos a criação de uma associação preocupada em “reforçar a inclusão, a representatividade e a visibilidade de pessoas minoritárias na mídia belga” (mediadiversity.be).

Se desde muito cedo no nosso percurso profissional desenvolvemos uma abordagem crítica da noção de diversidade, o que nos puxou a aprofundar o tema através da investigação, em que a própria abordagem crítica é florescente, sabemos também que a nossa abordagem do objecto não pode ser dissociado desta carreira profissional em que participamos no surgimento deste problema público e continuamos a agir por “mais diversidade na mídia” num contexto onde a noção turno-se parte do vocabulário (Vertovec 2012).

Investigando o jornalismo haitiano: obstáculos e armadilhas a serem combatidos

Danaxon Joachim

Minha tese tem como objeto a mercantilização das competências na web e nas redes sociodigitais no jornalismo haitiano, a partir da investigação de três tipos de atores (jornalistas, mídia e escolas de jornalismo). Minha pesquisa iniciou em 2021, embora o trabalho de campo no Haiti previsto para dezembro de 2022 tenha sido abortado pelos riscos que hoje representa. De fato, a situação no país, que já era caótica, agravou-se após o assassinato do Presidente da República, Jovenel Moïse, em 7 de julho de 2021. Desde então, casos de sequestros se multiplicam e manifestações, muitas vezes violentas, são organizadas quase todas as semanas contra o governo provisório, sendo hoje qualquer estadia no Haiti fortemente desaconselhada.

Diante desse problema de acesso ao campo, optei por uma postura de pesquisa que consiste em repensar o estudo empírico, evitando riscos tanto para mim quanto para meus futuros entrevistados (Hagberg, Gabriella, 2015). A principal mudança pela qual optei na minha tese é focar o campo da diáspora haitiana em Montreal, que abriga uma grande comunidade haitiana. Do ponto de vista metodológico, essa ampliação me permitirá realizar uma observação direta, no âmbito da mídia, da diáspora haitiana em Montreal, um dos métodos adotado desde a definição inicial da problemática da tese.

Quanto às entrevistas com jornalistas haitianos que vivem no Haiti, elas serão feitas à distância, o que, mais uma vez, impõe grandes obstáculos relativos à precariedade da rede de Internet do país e à indisponibilidade de eletricidade em mais de três quartos do território nacional. De fato, até mesmo a capital e as cidades do interior, áreas privilegiadas de abastecimento pela companhia de luz haitiana (Electricité d'Haïti - EDH), não têm acesso contínuo a esse recurso.

Ainda sobre os obstáculos no campo, descobri através de observações on-line de sites de mídia e de grupos WhatsApp de jornalistas que o mundo virtual do jornalismo haitiano também é um campo sensível. De fato, tenho sido exposto a imagens de cadáveres humanos e de corpos de feridos, o que reafirma que meu campo é tanto física quanto emocionalmente perigoso (Boumaza e Campana, 2007), fato ainda mais traumático por eu ser um cidadão haitiano.

Um último aspecto sensível do trabalho de campo a ser destacado é que as grades de entrevistas aplicadas aos atores da mídia haitiana comportam questões relativas à produção e circulação de informações. Os jornalistas haitianos revelam que os chefes de gangues autorizam o acesso ao campo aos repórteres, às organizações não governamentais (ONGs) e aos cidadãos. Além disso, a população haitiana acusa frequentemente os jornalistas e diretores de mídia de conluio com as gangues rivais do país. Com efeito, participam quase diariamente de programas de livre expressão nas estações de rádio da capital. Eles também organizam coletivas de imprensa cobertas por jornalistas (Orvild, 2022). De acordo com esses dados, que apontam para uma forte influência das gangues no circuito da informação, será necessário ganhar a confiança dos entrevistados desde o início das entrevistas, certificando que permanecerão confidenciais e anônimas de modo que os informantes não sejam identificados nem pelo que dizem nem por suas posições.

10/12 14h-15h45 : Panel 8

Envolver-se, em nome da pesquisa?

Marie Fierens

Esta comunicação é baseada e continua a reflexão que Christine Deslauriers, Bruno Frère, Maombi Mukomya, Ornella Rovetta e eu realizamos coletivamente no capítulo intitulado “Pesquisa e compromisso. Construindo Mundos Comuns » 1. Este texto questiona a noção de compromisso no contexto da pesquisa acadêmica.

Esta comunicação leva especificamente em consideração a minha pesquisa sobre o jornalismo na África Subsaariana francófona (Ruanda, Burundi, República Democrática do Congo, Burkina Faso e Costa do Marfim) e os “podcasts de pesquisa” ([https://mo-saic .blog](https://mo-saic.blog)) que eu realizo desde 2019, com Ornella Rovetta, doutora em história.

Compromisso

A noção de compromisso sempre foi suspeita no mundo acadêmico. No entanto, pensar sobre essa noção é essencial e inevitável ao realizar pesquisas “no campo” e privilegiar o método de entrevistas semiestruturadas. “Questionar-se sobre o compromisso é questionar-se sobre o que é um pesquisador e o que se procura: é reconhecer a própria imersão num mundo e tentar torná-lo comum aos outros²”. Significa também questionar a pertinência de fazer pesquisas. Se se aceita afirmar que a função dos pesquisadores é produzir conhecimento, raramente se pergunta a quem se destina esse conhecimento e a quem ele deve ser acessível.

“Objetos”

Este questionamento parte da constatação de que os “objetos” de pesquisa – os jornalistas africanos no meu caso – que dedicam o tempo deles aos pesquisadores; que muitas vezes compartilham sua intimidade com eles; que abrem muitas portas para eles, dificilmente estão associados às etapas que seguem a coleta de dados, incluindo sua publicação e divulgação³.

Subjetividades

Como os coautores do capítulo citado acima, eu reivindico o lugar das subjetividades na minha pesquisa: a minha, a das pessoas que encontro e as que construímos juntos e que formam “mundos comuns”.

A minha: eu mesma estou situada num mundo social, ativa na escolha dos meus assuntos, métodos e conceitos, em particular. Nada disso é dado objetivamente. Eu faço essas escolhas de acordo com o indivíduo que sou. Porque “um ser [...] nunca está na posição soberana de um sujeito capaz de afastar de si a totalidade de seu condicionamento”⁴.

A das pessoas que encontro: Como eu, essas pessoas estão localizadas em um mundo social. As entrevistas que faço “nunca me dão ‘fatos’, mas ‘palavras’”. Essas palavras expressam o que o sujeito vive ou viveu, o seu ponto de vista sobre ‘o mundo’ que é o ‘seu mundo’ e que ele define à sua maneira, ao mesmo tempo que o aprecia e tenta convencer o seu interlocutor da sua validade.⁵»

As nossas: As nossas subjetividades estão ligadas durante o tempo de uma busca. Essa subjetividade resulta de um trabalho comum. É uma ferramenta para compreender a pesquisa. Observar este encontro, explicar o que partilhamos ou não “fará mais para o esclarecimento e avanço da investigação do que a negação da sua existência aliada à sua reintrodução sub-reptícia”⁶.

Mundos comuns

É numa postura ativa que eu me apresento diante dos meus interlocutores. As representações que tenho do jornalismo e da pesquisa, por exemplo, não são exatamente as mesmas dos jornalistas que conheço. Surgem, portanto, perguntas: queremos realmente a mesma coisa? Temos uma linguagem comum? Inevitavelmente, a resposta será negativa, o que torna a busca ainda mais interessante. Trata-se então de construir, juntos, um mundo comum. Este objetivo sela o meu compromisso. Pois pelo simples fato de interagir com os “objetos” da minha pesquisa, estou inevitavelmente envolvido com eles⁷. A elaboração e estabilização desse mundo comum requer um esforço considerável do pesquisador porque é ele quem inicia o processo.

Compromisso

É neste momento que surge a perigosa necessidade de “se comprometer” com o terreno. Investigadores respondentes, eles e eu teremos que trazer à tona pontos de apego e “problemas comuns” sem os quais nenhuma investigação seria possível. “Começar por construir um mundo comum com os respondentes, para depois poder realizar a pesquisa com eles, envolve fazer muito mais do que apenas dar-lhes voz. [...] No trabalho investigativo, nada é mais preocupante do que abrir-se à própria subjetividade e à dos outros, endossando assim a necessidade de definir uma linguagem comum capaz de falar do mundo e das situações vividas, com o rigor próprio do cientista”⁸.

Orgulho

Estes processos de engajamento implicam em reconhecer nos jornalistas africanos que encontrou habilidades semelhantes às dos cientistas. Os pesquisadores não têm acesso, como Latour ou Stengers indicam, a verdades eternas simplesmente porque entendem melhor os “fatos” objetivos. Scott suspeita, moralmente, politicamente e cientificamente, que “da arrogância que pretende compreender o comportamento dos agentes humanos sem prestar atenção [...] à sua própria compreensão do que estão a fazer e como se explicam”.

Coprodução

O compromisso também significa escolher as formas pelas quais nos comunicaremos sobre o nosso mundo comum. Os pesquisadores em ciências da informação e da comunicação são únicos porque muitas vezes são um pouco como os jornalistas. Por que, então, não usar esse fragmento de mundo comum para afirmar e perseguir um compromisso comum? Na África Subsaariana de língua francesa, o rádio é o meio mais popular. É o lugar certo para fazer ouvir as vozes dos atores da investigação, que são os jornalistas que encontro, para tornar audíveis estes produtores de conhecimento, através dos meios de comunicação que dominam e que conseguem chegar aos seus ouvintes, que estão entre os destinatários privilegiados da pesquisa¹⁰.

Podcast e Pesquisa

Fazer pesquisa com e para os “objetos” da minha pesquisa, essa é a ambição que persigo desde 2019 com Ornella Rovetta, historiadora, produzindo podcasts de pesquisa. <https://mo-saic.blog>. Estes podcasts são coproduções de conhecimento, que pretendem fazer com que os jornalistas africanos passem do estatuto de “objectos” para o de atores de investigação. São também uma forma de abordar questões fundamentais: “Qual é o propósito da pesquisa? » ; “A quem se destina o conhecimento? ; “A quem deve ser disponibilizado?” »¹¹

Investigação

Este não é um percurso académico clássico, mas é motivador e por vezes reconhecido. Em 2019, Ornella e eu ganhamos o Prêmio Wernaers de ciência popular, concedido pelo FNRS. Mas para além da “ciência popular”, estes “podcasts de investigação” não são também e sobretudo uma forma de fazer investigação, uma forma de compromisso enquanto investigador?

De jornalista a pesquisador(a) em jornalismo : que fazer das nossas experiências profissionais que precedem a entrada no mundo académico ?

Gabrielle Romain

As questões éticas e deontológicas suscitadas pelo estudo de um universo profissional ao qual pertence o pesquisador e ao qual pertenceu não são novas nem próprias aos estudos sobre o jornalismo (Broqua, 2009 ; Gouirir, 1998 ; Landour, 2016). Elas são recorrentes em ciências da informação e da comunicação, encontramos exemplos recentes no Malcorps (2021) ou no Standaert (2016). Como Le Cam e Pereira o sublinham, isto explica-se nomeadamente pelo perfil dos professores-pesquisadores em jornalismo, sendo uma parte deles antigos profissionais do jornalismo (Le Cam e Pereira, 2016).

Certos trabalhos, cujo de Tixier (2019), abordam o lugar das experiências profissionais que precedem a entrada na pesquisa universitária. Estas experiências orientam o olhar do pesquisador e moldam a construção do objeto de pesquisa. São originariamente “oportunidades de pesquisa” (Landour, 2013, p.26) e ao mesmo tempo “interferências (...) entre pesquisa e percurso biográfico” (Cefai e Amiraux, 2002, p.2). Estas experiências são também produtoras de normas “ligadas ao conjunto das representações (científicas ou não) produzidas à volta de certos fenómenos vinculativos e às escolhas possíveis ou prováveis escolhidos pelos atores-pesquisadores” nomeadamente na “escolha dos temas de pesquisa considerados legítimos do ponto de vista de um sistema normativo” (Le Cam e Pereira, 2016, p.18). Por fim, marcam o percurso profissional a longo prazo : se os questionados(as)

escreverem o nome do pesquisador num motor de pesquisa, é geralmente a sua identidade de jornalista que é realçada via links que encaminham para as produções jornalísticas da pessoa, por exemplo. Nesta comunicação, proponho-me a interrogar o estatuto das experiências profissionais antes da chegada da pesquisa e da maneira cujas elas podem constituir alternadamente recursos ou obstáculos quando nos comprometemos numa pesquisa de campo.

1. A construção de um objeto de pesquisa alimentado por um percurso profissional de jovem jornalista.

Licenciada da Escola de Jornalismo de Sciences Po Paris (França), fui jornalista durante aproximadamente dois anos, em diferentes mídias franceses, antes de ser contratada como assistente em jornalismo na Université Libre de Bruxelles. Desde o início, a minha vontade de me dirigir para a pesquisa em ciências sociais deu-se de uma “situação limite” (Defaï e Amiraux, 2002) já que estava em parte motivada pelas experiências profissionais dolorosas e a vontade de perceber, via as ferramentas das ciências sociais, o que, a meu ver, não tinha funcionado nas organizações nas quais trabalhei. Jovem mulher jornalista que saiu rapidamente da área mediática, a literatura científica em informação-comunicação permitiu-me em primeiro lugar objetivar a minha trajetória, nada de espetacular (Le Cam e al, 2018 ; MacDonald e al, 2016). Depois de ter chegado à universidade, escolhi em primeiro lugar focar-me nas violências organizacionais, antes de reorientar o meu objeto de pesquisa para a gestão dos recursos humanos nas organizações mediáticas.

A escolha deste objeto de pesquisa foi de um lado alimentada pela intuição da minha experiência profissional enquanto jornalista, na qual estive raramente em contato com profissionais em recursos humanos, e por outro lado motivada por um processo de desinvestimento quanto à minha experiência passada. Durante a redação do meu projeto de pesquisa, decido além do mais de partir do ponto de vista dos profissionais em recursos humanos, o que me afasta ainda mais da redação ao seio da empresa de imprensa, já que os profissionais em recursos humanos não são nem jornalistas nem ex-jornalistas, não evoluíam no mesmo mundo, não utilizavam o mesmo vocabulário nem o mesmo universo de referências. De fato, isto constitui uma forma de “precaução” como é recomendado por O. Standaert quando nos focamos num objeto de pesquisa próximo do seu percurso profissional (Standaert, 2016) e a pesquisa torna-se assim “uma distanciação progressiva com um universo familiar” (Gouirir, 1998, p.110).

2. Escolher de desvendar o seu estatuto de antigo(a) jornalista ou não ?

Segundo Olivier Standaert (2016), passar de jornalista a pesquisador em jornalismo permite mobilizar no seu trabalho de pesquisa um vocabulário próprio ao jornalismo, uma rede de conhecimentos e uma compreensão dos desafios internos da profissão. Pessoalmente, escolhi, pelo contrário, não desvendar o meu estatuto de antiga jornalista aos questionados(as) a menos que estes(as) me fizessem diretamente a pergunta. Do meu ponto de vista, trata-se de não mentir aos questionados(as) ao esconder deliberadamente uma parte do meu percurso profissional, mentira que teria sido em vão já que basta de uma pesquisa rápida na internet para encontrar rastros da minha passagem em várias mídias franceses. Pelo contrário, não desvendar logo ao princípio estas experiências permitiu-me também recolher dados úteis à minha pesquisa : precisava de fato que eles ou elas me

descrevessem em detalhe os modos e processos de recrutamento, as relações entre o serviço de recurso humanos e a redação, sem elipse, sem conivência, sem partir do princípio que partilhámos as categorias de percepção. Além disso, uma das minhas hipóteses de trabalho foi a de um conflito, ou pelo menos, a de um desentendimento entre o serviço de recursos humanos e jornalistas, parecia-me então importante aparecer como exterior a estes dois mundos. Esta escolha é desta forma motivada pelo tipo de dados que queria recolher junto dos entrevistados(as).

3. Investigar na Bélgica francófona.

A minha escolha de não desvendar (ou em todos os casos, não no início da relação) as minhas experiências profissionais passadas foi possível graças à distância geográfica, já que sou francesa mas faço a minha tese na Bélgica francófona. Durante a minha parte no campo, nunca encontrei nenhum entrevistado(a) que me tivesse conhecido antes da minha entrada na pesquisa, o que me deixou a possibilidade de encarnar uma posição fora do mundo jornalístico. Para além de ter construído um objeto de pesquisa em redor da gestão de recursos humanos, área que me era desconhecida antes da minha entrada em campo, trabalhar sobre os média belgas francófonos, renovou as minhas possibilidades de espanto no campo.

Pas besoin d'être trans pour combattre la transphobie : une réflexion sur les options théoriques et méthodologiques de la recherche concernant les personnes trans sur le média G1

Aline Czezacki Kravutschke & Liliane Macedo Machado

L'envie d'élaborer un projet de recherche visant à étudier les effets de sens produits sur les personnes transgenres dans les informations publiées sur le site journalistique G1 est apparu après des années de travail à l'élaboration d'une revue de presse quotidienne. Compte tenu de la quantité importante d'informations avec des personnes transgenres, notamment des travestis, et dans des contextes de violence, j'ai choisi d'entreprendre une analyse discursive de la publication susmentionnée dans la période janvier et février 2020 et 2021 avec un corpus de 195 articles.

Cependant, lorsque je suis entrée dans le programme de master de la Faculté de Communication (PPG/FAC) de l'Université de Brasília (UnB), le contact avec les travaux de Ribeiro (2020), qui analyse « d'où l'on parle », et de Spivak (2014), sur le subalterne, a suscité en moi une inquiétude quant à la manière dont une journaliste cisgenre pouvait aborder dans sa recherche une minorité sociale si éloignée de ses expériences personnelles. Cette proposition ne serait-elle pas injustifiable d'un point de vue éthique ? Comment entreprendre une analyse sur l'ensemble des énoncés qui constituent le corpus sans taire les expériences trans et les vécus de ces personnes ? Je crois qu'il s'agit d'un point de convergence important avec la proposition de l'axe 3 du Congrès international de la recherche en journalisme, qui suggère un engagement des chercheurs, en lien avec une remise en question de leurs positions au cours de leurs recherches.

Au cours du développement de la recherche et en concertation avec ma directrice, il a été possible de comprendre avec une plus grande acuité le concept « d'où on parle » ainsi que l'approfondissement des thèmes qu'impliquent les transsexualités, dans le contexte des études féministes et de genre, de la théorie queer et de la biopolitique, de Foucault. Parallèlement, il a été décidé de faire appel à des chercheuses féministes trans, telles que Letícia Nascimento (2021), Bruna Benevides (2021), Sayonara Naider Bonfim Nogueira (2020) et Jaqueline Gomes de Jesus (2010). Leurs formulations nous ont aidés à aborder l'objet de la recherche ainsi qu'à comprendre les nuances des expériences trans.

Ainsi, ma directrice et moi avons écrit cet article ensemble et avons trouvé qu'il était possible pour une personne cisgenre de proposer des discussions sur la façon dont le journalisme a contribué à la construction de la transidentité, sans que cela signifie une appropriation d'une cause ou d'un certain espace de prise de parole. Notre intention, en fait, est de réfléchir à la manière dont les informations, en l'occurrence celles publiées par G1, peuvent renforcer les préjugés ou contribuer à les réduire.

Pendant des décennies, les différents médias ont reproduit dans "l'imaginaire brésilien une idée préétablie de ce qu'est une personne transgenre " (BENEVIDES ; NOGUEIRA, 2020, p.102). Il s'agit d'un ensemble d'attributs désobligeants qui influencent l'opinion publique, puisque, bien souvent, le journalisme est le principal moyen par lequel "de nombreuses personnes non trans ont eu des contacts/connaissances sur les personnes trans/transgenres pour la première fois".

Selon "d'où on parle", concept discuté par Ribeiro (2020), le journaliste peut et doit faire une analyse de cette prise de parole, à partir d'une compréhension critique de son rôle, non pas en tant qu'individu représentant un groupe particulier, mais en tant qu'agent actif dans le processus de construction de la représentation de certains groupes et individus. L'examen des espaces de privilège est essentiel pour la construction d'une nouvelle approche communicationnelle avec une réflexion sociale qui permet que, même une personne cisgenre puisse avoir un regard attentif sur les aspects liés à la transidentité et à son exclusion sociale ou à sa vulnérabilité.

Christofolletti (2004, p.88) affirme que "le processus journalistique n'est pas seulement technique, mais aussi politique", ce qui reflète son rôle de contestation dans le domaine de la formation des idées, de l'influence de l'opinion publique, des valeurs sociales et de ce qui est compris comme une construction de la réalité. Du choix de l'agenda à la réception des nouvelles par les lecteurs, en passant par l'analyse académique, comme c'est le cas ici, il est important de mener une réflexion critique sur le rôle des professionnels de la communication en tant que formateurs d'opinion et agents capables de renforcer les stigmates qui ont souvent un impact significatif sur la vie des gens, en particulier sur celle des personnes transgenres. On ne peut pas penser qu'en sélectionnant les informations par la pertinence des faits et des acteurs impliqués, le journaliste ne présente pas une lecture subjective de la société et de ses dynamiques.

Pour procéder à l'analyse, nous avons choisi l'analyse française du discours, avec des auteurs tels que Maingueneau (1997), Foucault (1995) et Orlandi (2007), qui valorisent des notions telles que l'interdiscursivité, la formation discursive et le silence, qui permettent d'observer " la culture et la société dans lesquelles le langage circule et les sujets historiques qui se les

approprié " (MORAES ; MACHADO, 2019, p.19). Dans cette perspective, les concepts susmentionnés seront discutés dans le but de ne pas trouver de réponses fermées, mais de proposer des réflexions sur cette demande analytique des identités trans qui a une pertinence sociale importante dans notre pays.

L'analyse se penchera également sur les théories du journalisme, des processus de communication et de la subjectivité, des théories qui ont un impact sur la production journalistique, de sorte que nous puissions observer comment se fait la sélection des sources, quels critères de noticiabilidade et de valeur de l'information sont utilisés dans le corpus sélectionné, et réfléchir à de nouvelles voies possibles pour un journalisme plus inclusif des identités trans. Nous partons du principe que le journalisme n'est pas un miroir ou un reflet de la réalité, mais une construction socioculturelle qui a un impact et est impactée par la société dans laquelle elle s'insère.

On peut dire, à partir de notre travail de recherche, qu'il existe un modèle discriminatoire dans la construction des formations discursives relatives aux personnes transsexuelles, et c'est à partir de cela que l'on défend la pertinence du thème de la thèse en question, ainsi que d'autres études qui contribuent à faire avancer la réflexion sur les stéréotypes reproduits par le discours médiatique lorsqu'il dépeint les transsexuels et les travestis.

Le journaliste, à partir de la compréhension de sa fonction sociale dans un espace de dispute de l'opinion publique, ne peut pas être seulement un agent inerte aux mécanismes de stigmatisation des identités trans, dès lors qu'on attend de lui une posture critique aux processus communicationnels eux-mêmes. Le fait de se positionner dans des espaces de privilèges d'une manière éthique présente un potentiel d'approfondissement des débats sociaux relatifs aux personnes trans, ayant un impact sur la sphère publique, médiatique et politique.

Ferramentas das Ciências Sociais para o Jornalismo Científico

Panos Tsimpoukis

Como jornalistas científicos, somos responsáveis pela cobertura dos avanços científicos. Isso se torna mais complexo no caso de controvérsias científicas, pois a comunidade científica ainda não chegou a um consenso sobre uma questão científica, o que muitas vezes é fonte de confusão para o público não-especialista. Os resultados das pesquisas frequentemente contraditórias durante a pandemia de COVID-19, em relação ao uso de máscaras ou ao grau de eficácia das vacinas, são, naturalmente, um bom exemplo disso. Um dos desafios contemporâneos do jornalismo científico é mostrar como a ciência encontra pontos de convergência com as questões sociais, o que se torna particularmente frutífero quando as controvérsias científicas se transformam em controvérsias sócio-técnicas.

Enquanto as controvérsias científicas ocorrem em arenas reservadas aos cientistas e com características institucionais e/ou acadêmicas (Charaudeau, 2017), quando as trocas se publicizam em arenas não especializadas, elas são chamadas de controvérsias sócio-técnicas, que se referem a "um debate que envolve conhecimentos científicos ou técnicos não estabilizados e resulta em assuntos confusos, misturando considerações jurídicas, morais, econômicas e sociais" (Mine Paris Tech, 2016). Muitos são os exemplos disso: inteligência artificial, vacinas, células-tronco, manipulação de DNA, pesticidas, privatização de missões espaciais.

Nessas controvérsias, o jornalista é, portanto, encarregado de cobrir tanto os avanços científicos quanto as possíveis implicações sociais dessas descobertas. Ao abordar essas

questões, muitas outras emergem: quais são os limites da expertise de cada cientista, quais instituições determinam se existe ou não um consenso científico sobre uma questão, quando uma questão científica deixa de ser controversa.

A pesquisa em áreas das ciências sociais como a sociologia da ciência, a sociologia da expertise, a sociologia do risco, fornece ferramentas teóricas valiosas para permitir que os jornalistas científicos abordem questões dessa complexidade. Além disso, a pesquisa em comunicação da informação propicia os instrumentos necessários para analisar e compreender a mediação do conhecimento de natureza científica nos meios de comunicação e nas redes sociodigitais.

Por isso, minha proposta para este colóquio é mostrar como as ferramentas teóricas e práticas (análise de rede, análise do discurso) das ciências sociais das quais lanço mão como pesquisador contribuíram para minha compreensão, como jornalista científico, dos problemas e objeções levantados pelos cidadãos sobre questões relacionadas à ciência.

**RENCONTRES INTERNATIONALES
DE RECHERCHES SUR LE JOURNALISME**

8 au 10 décembre 2022

Lieu : Institut de journalisme de Bordeaux Aquitaine (Ijba),
Université Bordeaux Montaigne, France

**ENCONTROS INTERNACIONAIS
DE PESQUISA SOBRE JORNALISMO**

8 a 10 de dezembro de 2022

Local : Institut de journalisme de Bordeaux Aquitaine (Ijba),
Université Bordeaux Montaigne, França

Journalisme & Combat / Jornalismo & Combate



Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**



MIA
MEDIATIONS
INFORMATIONS
COMMUNICATION
ARTS



LARSH
LABORATOIRE DE RECHERCHE
SOCIÉTÉS & HUMANITÉS



GRIPIC
CELSA SORBONNE UNIVERSITÉ



Carènes
UMR 6051



ULB
ReSIC
CENTRE DE RECHERCHE EN
INFORMATIQUE
COGNITIVE



SBP
Jor
Associação Brasileira de Pesquisa
em Jornalismo